



CTA

Rapport annuel 2005

Rapport annuel 2005



partageons les connaissances au profit des communautés rurales
sharing knowledge, improving rural livelihoods

**Siège**

Agro Business Park 2
6708 PW Wageningen
Pays-Bas
Tél. : +31 317 467100 ; fax : +31 317 460067 ; e-mail : cta@cta.int

Adresse postale :

Postbus 380
6700 AJ Wageningen
Pays-Bas

Antenne de Bruxelles

Rue Montoyer 39
1000 Bruxelles
Belgique
Tél. : +32 2 513 7436/2 502 2319 ; fax : +32 2 511 3868
E-mail : cta.bxl@cta.int ; cta.bxl@skynet.be

Antenne régionale des Caraïbes

Caribbean Agricultural Research and Development Institute (CARDI)
University Campus
St Augustine
Trinidad WI
Tél. : +1 868 645 1205 ; fax : +1 868 645 1208 ; e-mail : infocentre@cardi.org

Antenne régionale du Pacifique

Institute for Research, Extension and Training in Agriculture (IRETA)
University of the South Pacific
Alafua Campus
Private Mail Bag
Apia
Samoa
Tél. : +0685 22372/21882 ; fax : +0685 22933/22347 ; e-mail : uspireta@samoa.usp.ac.fj

Le CTA est le Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE

Site Web : www.cta.int

Table des matières

| | |
|--|----|
| Avant-propos <i>Hansjörg Neun</i> | v |
| Introduction | ix |
| Activités du CTA – En vedette | 1 |
| Département Produits et services d’information (DPSI) | 2 |
| <i>Le rôle des intermédiaires dans la diffusion de l’information</i> | 3 |
| <i>En vedette</i> | 10 |
| Département Canaux et services de communication (DCSC) | 12 |
| <i>Créer des conditions pour ancrer la radio rurale dans le développement africain</i> | 13 |
| <i>En vedette</i> | 20 |
| Séminaire 2005 du CTA – Lier les TIC à la sécurité alimentaire et nutritionnelle | 22 |
| Département Compétences et systèmes de gestion de l’information et de la communication (DCSGIC) | 24 |
| <i>Le rôle de l’information et de la communication dans le développement des communautés rurales</i> | 25 |
| <i>En vedette</i> | 32 |

| | |
|--|----|
| Planification et services communs (P&SC) | 34 |
| <i>Jongler entre besoins et stratégie : à l'écoute des parties prenantes</i> | 35 |
| <i>En vedette</i> | 42 |
| Antennes régionales | 44 |
| <i>CARDI – L'antenne des Caraïbes poursuit des objectifs régionaux</i> | 44 |
| <i>IRETA – Continuer l'action dans les communautés du Pacifique</i> | 45 |
| Antenne de Bruxelles | |
| <i>Renforcer les collaborations institutionnelles</i> | 46 |
| Administration, budget et ressources humaines (ABRH) | 47 |
| Le Comité consultatif du CTA | 53 |
| États ACP et UE | 57 |
| Produits et services du CTA | 59 |
| Département Produits et services d'information | 60 |
| Département Canaux et services de communication | 67 |
| Département Compétences et systèmes de gestion de l'information et de la communication | 76 |
| Planification et services communs | 85 |
| Sigles, acronymes et abréviations | 89 |
| Index | 94 |
| Rapport annuel 2005 du CTA sur cédérom | |

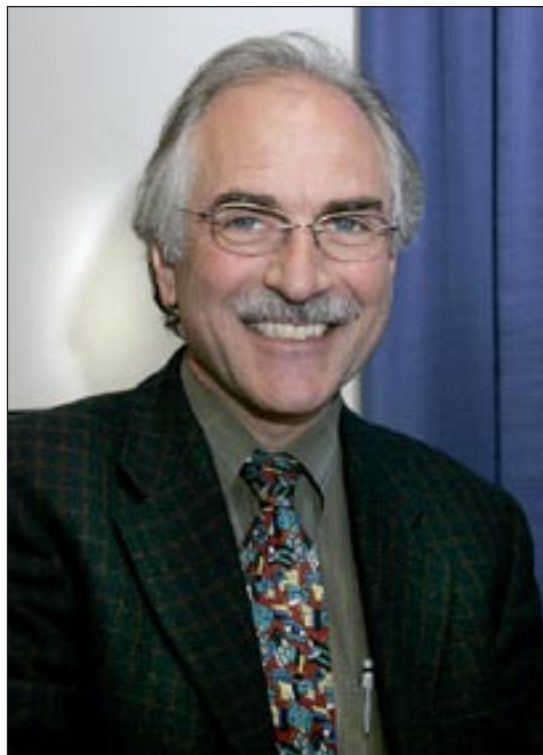


Avant-propos

À bien des égards, 2005 marquera globalement les esprits comme l'année des catastrophes. Elle est à jamais ternie par de terribles événements comme le tsunami à la fin de 2004, qui a fait quelque 230 000 victimes en Asie du Sud-Est ; de multiples tsunamis silencieux en Afrique sous forme de catastrophes naturelles fréquentes et la terrible pauvreté qui en résulte ; l'ouragan Katrina aux États-Unis ; le séisme dévastateur au Pakistan (dont le bilan estimatif fait état d'environ 90 000 personnes) ; la profonde crise autour de la constitution de l'Union européenne (UE) ; les attaques terroristes à Londres et les émeutes en France ; la flambée des prix de l'essence et la menace mondiale posée par la grippe aviaire.

Pourtant, 2005 s'est aussi montrée à la hauteur des espoirs de ceux qui voulaient en faire « l'année du développement ». L'UE, premier donateur au monde, a accepté d'augmenter sensiblement l'aide au développement et s'est engagée à en fournir plus, mieux et plus vite. La Conférence du Millénaire de l'Organisation des Nations Unies (ONU) en septembre s'est achevée sur un soutien marqué en faveur des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Et à Hong Kong, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est convenue lors de sa conférence d'adopter une Déclaration ministérielle reconnaissant le rôle important du train de mesures de développement, y compris l'aide au commerce.

En plein dans ces profonds changements mondiaux, le mandat quinquennal de mon prédécesseur, M. Carl Greenidge, a pris fin en février. Après une période de transition de deux mois sous la gouverne de M. Jean-Claude Burguet comme Directeur par intérim, j'ai rejoint le CTA en mai.



C'était une époque passionnante pour une prise de fonctions en raison des différentes initiatives en cours au sein du Centre, notamment la finalisation du programme de travail et du budget 2006, et les préparatifs de la 30^{ème} session du Conseil des Ministres ACP-UE, dont le temps fort a été la signature de l'Accord révisé de Cotonou (à Luxembourg le 25 juin), pierre angulaire de notre organisation.

Mais un tour d'horizon des rapports annuels antérieurs, de 1983 à 2004, révèle que le CTA est constamment tenu de se remettre en question et d'adapter ses produits et services à



l'environnement en perpétuelle mutation dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), du fait de l'évolution des priorités, des nouvelles technologies de l'information et de la communication et de la métamorphose fulgurante du paysage technique.

Le CTA, organisme d'apprentissage¹

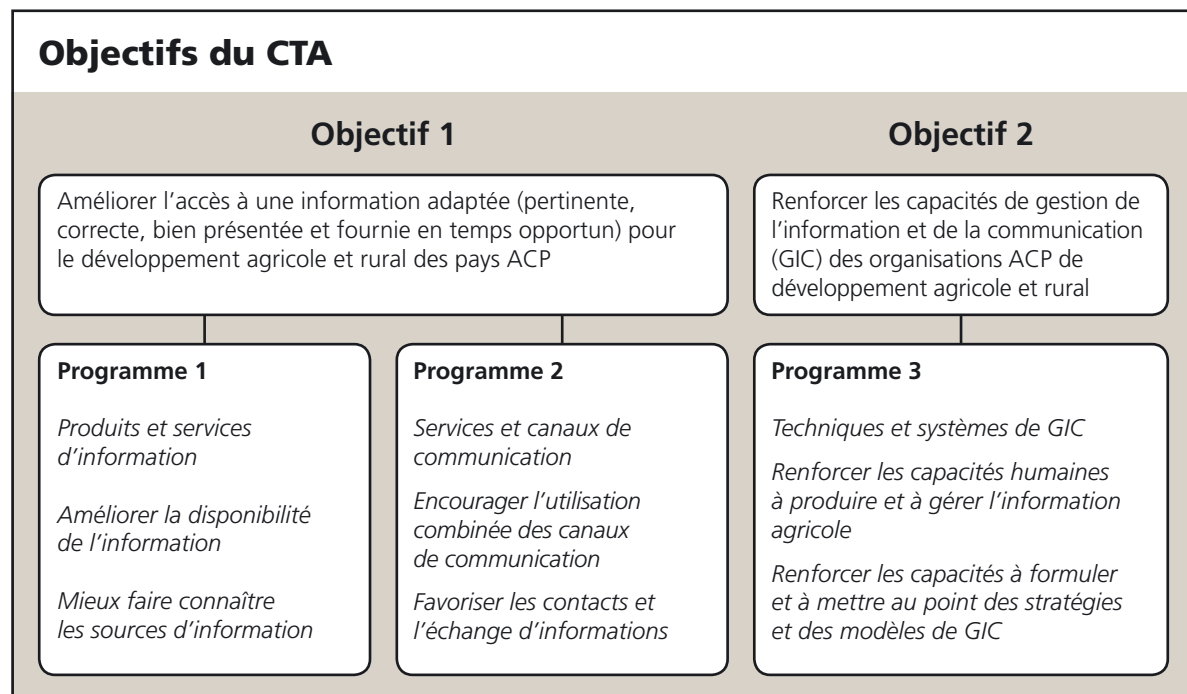
En 2005, le CTA a organisé deux audits (pour 2003 et 2004) et une évaluation externe de son Plan stratégique quinquennal et du cadre d'action associé (2001–2005). En bref, les premières conclusions de ces exercices enrichissants ont été que si le CTA fait bien tout ce qu'il faut, il ne le fait pas toujours bien. Cela signifie que le CTA remplit certes sa mission

de manière efficace mais a) qu'il peut encore améliorer ses performances (un sujet qui ne cesse de refaire surface) et b) qu'il est possible de renforcer l'impact et la pérennité de ses activités. Le Centre a consacré beaucoup de temps à ces exercices, exploitant non seulement son propre savoir-faire mais aussi l'expérience riche et variée de ses partenaires.

Les conclusions de l'évaluation montrent que le CTA bénéficie :

- d'une expérience dans de nombreux domaines associés à l'agriculture, au développement rural, la sécurité alimentaire, la gestion des ressources naturelles et le commerce ;
- d'un riche savoir-faire grâce à son personnel professionnel, hautement qualifié et très motivé ;

¹ L'approche du CTA en matière d'apprentissage organisationnel, En point de mire, CTA Rapport annuel 2003





- de réseaux, tant professionnels que sociaux, et d'un grand nombre de partenaires ;
- de la demande de 79 pays ACP que le Centre a bien du mal à satisfaire totalement en raison des limites imposées sur ses budgets opérationnels et ses ressources humaines ;
- de confiance – les bénéficiaires ACP font confiance au CTA et apprécient sa souplesse et sa réponse souvent rapide à leurs besoins.

L'évaluation fournit aussi des éléments clés et une base solide pour rehausser le profil du Centre, identifier ses atouts comparatifs et son créneau afin de dresser un nouveau Plan stratégique 2007–2010.

Fort des recommandations des deux audits et de l'évaluation externe, le CTA a introduit un certain nombre de changements dans son processus de gestion du cycle de projet. On a constaté une amélioration immédiate de l'efficacité du Centre (économies de temps et d'argent) grâce aux efforts suivants :

- Évaluation de l'expérience du personnel d'encadrement et de projet du CTA concernant la méthodologie du cadre logique pour l'évaluation des projets et l'identification des besoins de formation. Cette démarche a débouché sur la réintroduction d'un descriptif d'une page pour tous les projets. Ces résumés fournissent toutes les informations pertinentes de manière concise, y compris les problèmes à résoudre, l'objectif d'ensemble, le but du projet, les résultats et les activités, le budget, la période de mise en œuvre, etc. Cette information constituera l'ossature d'une base de données sur les activités du CTA.
- L'analyse des lacunes de la gestion contractuelle et du cycle de projet alliée à des ateliers de sensibilisation aux réglementations financières du CTA et à son *vade-mecum*, réunissant tout le personnel. Cette démarche

a également permis de passer en revue les points faibles de la gestion contractuelle et des aspects associés de la mise en œuvre des projets. Un groupe de travail a dressé un plan d'action pour résoudre les problèmes identifiés grâce aux audits et aux ateliers de sensibilisation.

- Renforcement des contacts avec les autorités à Bruxelles, et implication systématique des délégations de l'UE et des gouvernements ACP par l'entremise de leurs ordonnateurs nationaux aux événements organisés par le CTA dans les pays ACP.
- Organisation d'un séminaire interne sur les nouveaux outils informatiques, tels que les blogs, Wikis, groupes de discussion électronique et fils d'actualités RSS et leur pertinence pour renforcer la communication avec les groupes cibles du CTA, initiative qui sera explorée plus à fond au sein du Centre.

S'inspirant des conseils et des lignes directrices de ses autorités de tutelle et de ses parties prenantes ACP-UE, le prochain Plan stratégique du CTA accordera une attention particulière aux questions suivantes :

- La redéfinition des priorités à moyen terme qui correspondent mieux aux capacités limitées du CTA. À ce titre, le CTA analysera ses atouts comparatifs ; mettra à jour et affinera ses critères et ses stratégies sur un certain nombre de questions, y compris le choix de thèmes et de secteurs, le ciblage des bénéficiaires et la sélection des organisations partenaires ; et consolidera ses approches en matière d'évaluation des besoins, d'analyse de l'impact et de gestion des réactions des bénéficiaires ;
- Dans la mesure du possible, l'identification de moyens permettant de renforcer l'élément technologies et gestion de l'information et de la communication dans le portefeuille



d'interventions du Centre, sans pour autant perdre de vue ses prestations classiques comme les publications sur papier, la formation, les visites d'étude, etc. ;

- Veiller à ce que le CTA continue de renforcer ses liens avec d'autres organismes comme la Commission européenne (CE), les organisations bilatérales des États membres de l'UE, les agences régionales et multilatérales et les universités (au moyen d'activités communes, de l'échange systématique d'information, de liens Web, etc.) ;
- Trouver des moyens adéquats de communiquer plus efficacement avec ses organes de tutelle à Bruxelles et avec ses partenaires des six régions ACP (compte tenu notamment des distances notables).

Ces changements ambitieux vont nécessairement exiger un examen de la structure interne du CTA et des modifications de la composition de certains programmes (comme c'est souvent le cas dans un contexte évolutif). La vision du CTA sera axée sur un profond désir d'accroître son impact en exploitant mieux son savoir-faire et en adoptant une approche commerciale plus robuste visant à attirer des fonds supplémentaires (p. ex. pour investir dans des activités et des infrastructures/du matériel de ses partenaires ACP).

Outre ces activités exigeantes, comme le montre ce rapport annuel, le CTA a réussi à exécuter son programme de travail 2005 comportant un vaste portefeuille de projets d'information, de communication et de renforcement des capacités.

Le CTA a élaboré son programme d'activités 2006, conçu pour consolider le plan quinquennal précédent et ciblé sur la mise en pratique des conclusions de l'évaluation et des audits.

Pour conclure, je me contenterai de dire que je suis heureux d'accepter le défi qui m'est présenté comme dirigeant du CTA et que je le guiderai, en tant qu'institution paritaire ACP-UE, ainsi que tous mes collègues du Centre au fil d'un voyage qui sera, je l'espère, à l'abri de la tourmente. En tant qu'organisation, nous nous attacherons à préserver la continuité de nos services professionnels à nos partenaires et aux bénéficiaires ACP au cours des prochaines années et à poursuivre les efforts entrepris en sachant saisir les opportunités qui pourraient se présenter.

Dr Hansjörg Neun, Directeur du CTA



Introduction

Défis dans un monde qui change – Regard du CTA sur 2005

Il y a vingt-deux ans naissait le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) pour développer et fournir des services afin d'améliorer l'accès à l'information pour le développement agricole et rural des pays de la région ACP. Le mandat du Centre demeure. Pourtant des changements radicaux ont transformé le monde dans lequel il intervient. La révolution technologique a eu une incidence irrévocable sur tous les aspects de notre vie professionnelle ; la mondialisation a souligné les inégalités du monde et le besoin d'œuvrer ensemble à protéger sa pérennité. Les changements économiques et sociétaux prennent désormais plus d'importance, car ils modifient le cadre d'intervention et le domaine du développement agricole et rural dans lequel travaille le CTA.

Au cœur de ces mutations profondes et intimement liées, 2005 a connu un grand nombre de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme. Elles ont mis en lumière le besoin crucial de systèmes performants de gestion de l'information et de la communication (GIC) qui permettent aux pays en développement de partager des connaissances et de mieux coopérer entre eux.

Événements marquants de l'année

Du point de vue du développement, 2005 s'est caractérisée par des désastres comme le tsunami à quelques jours de la nouvelle

année, l'ouragan Katrina qui s'est abattu sur la Nouvelle-Orléans en août et le séisme qui a secoué le Pakistan en octobre.

Ces catastrophes ont eu un profond impact sur le débat concernant leur prévention, leur gestion et les systèmes de réponse. Le tsunami a aussi précipité un appel à l'aide international qui a engendré une réponse d'ampleur mondiale, mobilisant des fonds publics et privés pour assister les familles touchées et reconstruire les zones dévastées. La réaction au tsunami¹ a été si massive que certains experts internationaux l'ont opposée à la passivité face aux «tsunamis silencieux» qui sévissent dans d'autres parties du monde, surtout en Afrique. Néanmoins, le thème est pertinent pour le CTA et ses partenaires ACP puisqu'il évoque le besoin omniprésent de gouvernance et de systèmes d'alertes précoces pour mieux faire face à de telles tragédies.

D'un point de vue historique, les événements extérieurs aux pays ACP les ont toujours affectés. La mondialisation a accentué ce phénomène, car elle a rétréci le cadre d'intervention, déclenchant plus de retombées pour le CTA et ses partenaires ACP.

La flambée des prix du pétrole a rappelé que les carburants fossiles sont une ressource non renouvelable. Elle a ravivé le débat sur les effets potentiels adverses de l'amenuisement continu de ces ressources naturelles sur la croissance industrielle, l'emploi, les marchés mondiaux, les pays en développement et la production agricole. C'est là une source d'inquiétude pour les groupes cibles du CTA dans les pays ACP, lesquels pourraient essuyer les répercussions adverses de ces développements.



L'ouragan Katrina a ravivé le débat sur les effets de l'utilisation de carburants fossiles et de la production de dioxyde de carbone sur le changement climatique en soulignant la terrible menace que le réchauffement de la planète fait planer sur l'agriculture. Certaines estimations prédisent un repli des rendements dès 2020. Ces pronostics sont très importants pour les travaux du CTA. La question du changement climatique est aussi brûlante d'actualité pour certains de nos membres du Pacifique qui, en raison de la hausse du niveau de la mer, doivent envisager d'évacuer leurs terres traditionnelles.

On se souviendra aussi de 2005 comme l'année durant laquelle l'Europe a traversé une profonde crise suite au rejet de la nouvelle constitution de l'UE par la France et les Pays-Bas. Les chefs d'État de l'UE ont reconnu qu'il y avait une crise de communication² avec leurs communautés. Ce constat a mis l'accent sur l'importance que revêt une communication efficace avec les groupes cibles et n'a fait que renforcer la volonté du CTA d'écouter son public pour définir ses priorités.

Les défis de l'immigration et les problèmes engendrés par les déséquilibres sociaux et économiques provoqués par l'exode rural ont été mis en exergue par les graves émeutes qui ont éclaté dans les banlieues françaises. Ces troubles s'expliquaient essentiellement par la piètre intégration des immigrants et par des taux de chômage et de pauvreté élevés. La migration soulève de graves préoccupations et l'atténuation de son impact constitue l'un des principaux défis de l'assistance au développement.

La grippe aviaire présente une menace indéterminée pour l'espèce humaine. Alors que les pays développés travaillent d'arrache-pied pour faire face à une éventuelle pandémie, il se peut que les pays du Sud, compte tenu de leurs préoccupations

existantes, ne puissent pas lutter contre la maladie avec la même vigueur. Quel sera donc son impact sur ces nations déjà aux abois ? Les retombées en termes d'agriculture, d'abattage de bétail et de risques pour les autres animaux sont une préoccupation majeure pour le CTA.

Thèmes politiques mondiaux

L'année 2015 – date limite à laquelle les membres des Nations Unies se sont engagés à satisfaire les huit OMD – approche à grands pas et il reste bien du pain sur la planche. Le CTA, sur le point d'énoncer son Plan stratégique pour 2007 à 2010, est résolument décidé à travailler avec ses pays membres pour les aider à atteindre les OMD qui les concernent et qui, pour la plupart, relèvent directement des compétences du CTA.

Des accords notables touchant le développement, les OMD et les travaux du CTA dans ce domaine au cours de la période à venir, ont été conclus en 2005.

Répercussions du G8 et des Nations Unies

Les principaux accords du Sommet du G8 en juillet à Gleneagles en Écosse ont porté sur le développement en Afrique et les techniques de lutte contre les changements climatiques. Les attentats à la bombe survenus à Londres durant le Sommet ont contraint les leaders du G8 à débattre des efforts de paix au Moyen-Orient et des moyens de lutter contre le terrorisme et la prolifération des armes. Parallèlement, le CTA s'est engagé à travailler avec ses membres en situation d'après-guerre pour les aider à retrouver la voie de la stabilité. C'est pourquoi il a privilégié les besoins de ces pays dans son Évaluation des priorités d'information en Afrique, préparée en 2005 pour démarrer en 2006.



Le Sommet des Nations Unies³ (baptisé “Sommet mondial” lors de la 60^{ème} session de l’Assemblée générale, du 14 au 16 septembre 2005 à New York) a rassemblé plus de 170 chefs d’État et de gouvernements pour passer en revue les progrès accomplis concernant les OMD. Le Sommet a confirmé son engagement envers la réalisation des OMD d’ici 2015 et s’est engagé à fournir une enveloppe supplémentaire de 50 milliards de \$US ou 40 milliards d’euros d’ici 2010 et à annuler la dette officielle des pays pauvres très endettés (PPTE).

Avant le sommet, l’UE a fixé un calendrier pour atteindre de nouveaux niveaux d’aide publique au développement (APD). De ce fait, l’APD représentera 0,56 % du revenu national brut collectif de l’UE d’ici 2010, soit 20 milliards d’euros supplémentaires par an. D’ici 2015, ce pourcentage passera à 0,7 %. En outre, les États membres de l’UE sont convenus d’avaliser l’accord du G8 portant sur l’annulation de la dette. Ces initiatives, certes bien intentionnées, doivent être complétées sur le terrain par un réseau d’organisations comme le CTA qui peut travailler avec les régions pour y mettre en place les structures de base qui permettront aux pays d’atteindre les OMD.

Progrès de l’information et des TIC

La deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l’information (SMSI), qui a rassemblé quelque 19 000 participants à Tunis, a été l’un des temps forts du calendrier onusien en 2005. Cette conférence entendait mettre en place le “Plan d’action” adopté lors de la première phase du sommet à Genève en 2003 et a débouché sur des accords concernant la gestion de l’Internet, les mécanismes de financement et la procédure de suivi des développements inspirés par les réunions de Genève et de Tunis.

Le CTA a participé au SMSI, ce qui lui a permis de se présenter à des acteurs internationaux de ce secteur et de contribuer aux délibérations sur les thèmes de la jeunesse et du genre, deux de ses domaines stratégiques. Le Centre a pu promouvoir ses activités axées sur la sensibilisation des jeunes à l’utilisation des technologies de l’information et de la communication (TIC), en particulier dans le développement rural. Il a également pu se concerter avec des organisations partenaires pour identifier des domaines possibles de collaboration dans ses zones d’intervention.

Parmi les maintes innovations prometteuses présentées à Tunis, le programme américain “un ordinateur par enfant”, qui entend fournir aux écoliers des pays en développement un ordinateur simplifié de 100 \$US, était certainement l’une des plus attrayantes. Les premiers prototypes sont attendus en 2006. Le CTA voit en cette démarche une possibilité de révolutionner l’impact des TIC dans les zones rurales des pays ACP.

Sachant que les jeunes sont l’un de ses centres d’intérêt stratégique et que le deuxième OMD est axé sur l’enseignement primaire universel, le CTA considère que le SMSI et ses conclusions sont des développements positifs pour le développement rural.

Négociations commerciales

Le résultat de la 6^{ème} Conférence ministérielle de l’Organisation mondiale du commerce (OMC) qui s’est déroulée à Hong Kong en décembre 2005 a été jugé modeste mais il représentait néanmoins un pas important dans le processus actuel de négociations commerciales. Cependant, l’établissement de procédures détaillées de réforme, notamment dans l’agriculture, reste le principal défi pour les membres de l’OMC. Malgré des progrès limités dans certains domaines, des travaux



considérables restent à faire dans un futur très proche sur les trois axes des négociations agricoles (accès au marché, soutien national et concurrence à l'exportation).

L'une des avancées notables a été la décision d'éliminer toutes les subventions agricoles à l'exportation d'ici 2013. Parmi les autres signes prometteurs, on peut citer un accord pour donner plus de flexibilité aux pays en développement en termes de protection de leurs marchés (produits spéciaux et mécanismes spéciaux de sauvegarde) et l'engagement des pays développés et émergents à accorder un accès en franchise de droits et sans contingent aux exportations des pays les moins avancés (PMA) sur 97 % des lignes tarifaires.

La réalisation des objectifs de l'agenda de Doha pour le développement dépendra essentiellement de la volonté du G4 (UE, États-Unis, Brésil et Inde) de tenir compte des besoins des pays les plus pauvres. La question de l'érosion des préférences, selon laquelle l'avantage compétitif gagné grâce aux "préférences tarifaires" est miné par les réductions des tarifs des pays développés, demeure très pertinente pour les pays ACP. En tant que membres du G90 (l'un des groupes de pays moins développés), les pays ACP devront continuer de faire pression pour mettre en avant leur propre ordre du jour commercial dans le contexte des négociations actuelles sur les Accords de partenariat économique (APE), qui visent à redéfinir le régime commercial entre l'UE et les pays ACP.

Événements politiques dans le contexte ACP

Le commerce est resté l'un des sujets les plus épineux de 2005. Conscient de son importance pour le développement, le Secrétariat ACP a continué de promouvoir une plus grande

transparence et des progrès plus rapides pour ses membres.

Au cours de la 9^{ème} session de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, à Bamako au Mali en avril 2005, les débats ont souligné les efforts redoublés qu'il va falloir déployer pour supprimer la pauvreté et atteindre les OMD. Ils ont aussi mis l'accent sur le besoin de rediriger la politique de l'UE sur le développement afin d'améliorer l'efficacité de l'aide et sur le besoin de mieux coordonner les politiques en donnant la priorité à l'Afrique sub-saharienne.

Au coeur des discussions figurent deux conditions préalables indispensables : de nouvelles sources de financement et plus d'accent mis sur l'objectif développement des APE. À ce titre, il est reconnu que les échanges doivent jouer un rôle pivot dans la promotion du développement au sein d'un ordre du jour plus vaste, qui comprend l'élargissement des capacités de l'offre, l'élimination des engorgements qui paralysent les échanges, et un soutien en faveur de l'industrie, de la stabilité et des infrastructures.

Agriculture et commerce

La 10^{ème} session de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE a souligné le besoin urgent de réduire les subventions à l'exportation pratiquées par les pays développés. Concernant la réforme du sucre, des membres de l'Assemblée ont demandé à être épaulés pour aider les pays ACP à faire face aux effets de la réforme sur leurs industries et ont appelé le Conseil de l'Europe et la Commission à fournir au moins 80 millions € en 2006 pour permettre la diversification de la filière.

L'Assemblée a déclaré qu'elle craignait que le tarif très bas récemment annoncé pour le nouveau régime douanier applicable aux bananes ne préserve pas un accès rémunérateur



aux marchés pour les fournisseurs ACP. Elle a plaidé en faveur d'une prolongation des modalités d'importations actuelles au-delà du 1^{er} janvier 2006 pour permettre la négociation d'une décision mesurée acceptable par toutes les parties. À propos du coton, elle tente toujours de trouver une solution concernant les subventions et le soutien intérieur offerts par les pays développés à leurs propres producteurs, qui pénalisent les cotonculteurs africains. Les délibérations de l'Assemblée permettent d'espérer une nouvelle collaboration avec le CTA dans les domaines de la pêche, de l'énergie et des catastrophes naturelles.

Parmi les principaux résultats du 82^{ème} Conseil des Ministres ACP en décembre à Bruxelles figurait l'adoption de décisions sur différentes questions ayant trait à l'agriculture et au commerce. Devant la gravité de la crise alimentaire qui touchait le Malawi, le Mozambique et le Lesotho à l'époque, les ministres ont recommandé que le Fonds ACP-UE envisagé pour les catastrophes naturelles prévoie la création de mécanismes d'alerte rapide ayant trait à la sécurité alimentaire et la prévision des risques de sécheresse. Le CTA a offert de collaborer avec le Secrétariat ACP pour établir ce fonds et il continue de promouvoir des alternatives viables pour garantir la sécurité alimentaire en s'appuyant sur des outils de GIC tels que la cartographie globale participative et les systèmes de gestion de l'information, qui permettent d'améliorer la planification, l'allocation et l'identification des ressources.

Finance et politique

Lors de sa réunion de juin, le Conseil des Ministres ACP a réitéré l'importance de l'intégration régionale comme étape du développement des pays ACP. Il a souligné que d'autres ressources s'imposent pour que les pays ACP puissent bénéficier des opportunités commerciales en

renforçant leurs capacités au niveau de l'offre, notamment leurs infrastructures, leurs réseaux de transports et de communication et des mesures pour optimiser leur compétitivité à l'exportation. Les marchés régionaux sont la première source de croissance des économies locales. Sur 53 pays africains, 39 comptent moins de 15 millions d'habitants et 21, moins de 5 millions. Hormis quelques exceptions d'envergure, ils représentent de petits marchés. L'essor des marchés régionaux est donc particulièrement important pour les pays enclavés et pour les petites îles vulnérables des Caraïbes et du Pacifique.

Parmi les questions financières abordées lors de la réunion ministérielle ACP du Comité des Finances et du Développement à Niamey au Niger, en juin 2005, figurait l'élargissement du Protocole financier du 9^{ème} Fonds européen de développement (FED) afin de couvrir 2006 et 2007 (c.à.d. au-delà de sa portée initiale de 2001 à 2005), les préparatifs du 10^{ème} FED et l'harmonisation des règles et procédures entre le FED et les sources de financement traditionnelles de l'UE. La proposition consistant à créer un Fonds ACP-UE pour les catastrophes naturelles a été jugée prioritaire par les ambassadeurs ACP, qui ont aussi prôné le maintien du soutien accordé au Centre pour le développement de l'entreprise (CDE) et au CTA.

Implications pour le CTA

Malgré des nouvelles financières encourageantes, l'évolution des impératifs imposés au CTA et le milieu instable dans lequel il intervient ne sont pas reflétés dans son budget actuel, ce qui fait que le Centre a du mal à atteindre les objectifs ambitieux fixés par ses parties prenantes.

Au cours des cinq dernières années, le budget du Centre est resté stationnaire à 14.000.000 € par an, ce qui ne tient compte ni de la croissance démographique ni du taux d'inflation. Pour



permettre une approche plus dynamique et plus souple des réalités d'un cadre d'intervention en perpétuelle mutation, il faudrait un budget de l'ordre de 16,45 millions €, qui passerait à 20 millions € en 2010 (sur la base d'une croissance démographique moyenne de 2,6 % dans les pays ACP et d'un taux d'inflation de 1,5 %). Par conséquent, les effectifs du CTA devraient être dopés à 47 (contre 42 en 2005) et grimper à 53 en 2010. Cela permettrait tout juste au CTA de maintenir l'efficacité qu'il avait en 2001 (l'année de référence). Des discussions sur diverses procédures en vue d'accroître les ressources opérationnelles du CTA ont été amorcées et continuent.

Regard sur hier et sur demain

Le Comité des ambassadeurs ACP a proposé que 2005 soit une année de célébrations pour marquer les 30 années d'existence du Groupe ACP. Le Conseil des Ministres ACP a proclamé le 6 juin «journée ACP». Le CTA a été ravi de célébrer l'événement avec le CDE et le Groupe ACP et il a participé à une exposition de documents imprimés et d'informations audiovisuelles au Secrétariat ACP à Bruxelles. Cette exposition témoignait de l'importance et des avantages que présente le partage d'informations sur les priorités de développement agricole et rural pour les pays ACP.

La signature de l'Accord révisé de Cotonou par l'UE et 76 pays ACP lors de la réunion du Conseil des Ministres ACP-UE à Luxembourg a jeté les bases d'un ensemble de dispositions couvrant un vaste éventail de questions. Parmi celles-ci figuraient le renforcement du dialogue politique et des références à la lutte anti-terrorisme. "La réduction de la pauvreté continue d'être au centre de l'Accord de Cotonou révisé, tandis que le maintien d'un financement soutenable à long terme et l'inclusion de clauses importantes sur la sécurité et le dialogue politique rendent notre partenariat encore plus efficace", a

déclaré Louis Michel, Commissaire européen au Développement et à l'Aide humanitaire.

Principaux événements politiques au sein de l'UE

En 2005, l'UE a entamé la révision de ses politiques internes et elle a pris des décisions radicales qui allaient influencer sa politique de développement communautaire. Elle a donné son aval à une augmentation globale de ses fonds d'aide et à la création d'un cadre cohérent pour une politique de développement qui puisse étayer son engagement envers la coopération au développement. Sachant que les fonds du Centre proviennent de l'UE, ces décisions politiques ont eu une incidence directe sur le Centre et sur ses pays membres.

La nouvelle politique de développement de l'UE

Le 22 novembre, les États membres de l'UE se sont mis d'accord sur un document intitulé le «Consensus européen sur le développement», une politique de développement pour l'UE (embrassant à la fois la Commission et les États membres) qui présente une stratégie pour la mondialisation équitable à long terme. Il n'entend nullement remplacer l'Accord de Cotonou mais il est doté d'un champ d'application plus vaste. L'éradication de la pauvreté, qui passe par la réalisation des OMD, est reconnue comme l'objectif primordial de la politique et le développement est admis comme un but en soi, et non comme un outil pour servir les autres intérêts de l'UE.

Le document fait également mention des cibles APD de l'UE pour 2010 et 2015. Une section sur la cohérence politique déclare sans ambages que toutes les politiques susceptibles d'affecter les pays en développement doivent tenir compte des objectifs de développement. À propos de



la politique commerciale, le document souligne l'importance de l'ouverture des marchés, mais il reconnaît que "les pays en développement devraient décider leur politique commerciale et la réformer en fonction de leurs plans plus vastes de développement national."

Le budget de l'UE 2006-2013

Le 15 décembre, le Parlement européen a adopté le budget de l'UE pour 2006. Celui-ci fait ressortir une hausse de 10 millions € de la ligne budgétaire pour cofinancement avec les organisations non gouvernementales (ONG) (ce qui porte le total à 210 millions €). Des augmentations ont été constatées dans de nombreux domaines qui sont chers au CTA : la démocratie et les droits de l'homme, la sécurité alimentaire, la pauvreté, les maladies autres que le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose, l'aide humanitaire et la préparation aux catastrophes naturelles. Un nouveau crédit budgétaire de 23,3 millions € pour une contribution supplémentaire aux OMD a été instauré.

Le Conseil de l'Europe est parvenu à un accord sur le budget futur de l'UE («Perspectives financières 2006-2013») lors du Sommet européen de décembre. La base de l'accord est que les dépenses de l'UE totaliseront 1,045 % du produit intérieur brut (PIB) européen, contre 1,09 % pour la période antérieure (2000-2006). Les domaines de politiques extérieures de l'UE seront dotés d'un budget total de 50 milliards €, contre 34,6 milliards € pour le septennat précédent.

La stratégie de l'UE pour l'Afrique

Les 15 et 16 décembre, le Conseil de l'Europe a adopté des conclusions sur la proposition de la Commission concernant une Stratégie communautaire pour l'Afrique, qui tenait également compte des conclusions du Conseil du 22 novembre, d'un document sur la sécurité

préparé par le Haut Représentant de la Politique étrangère et de Sécurité commune, et du Rapport du Parlement sur la Stratégie. Les conclusions de novembre du Conseil recommandaient une stratégie détaillée qui embrassait le développement, la sécurité et les droits de l'homme, en tenant compte des objectifs de développement dans les politiques pertinentes de l'UE.

La perspective globale en matière de croissance économique continue de prôner la libéralisation. L'UE est résolument décidée à établir un mécanisme de suivi renforcé des objectifs de développement au sein du processus des APE et à promouvoir les principes directeurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques à l'intention des entreprises multinationales en Afrique.

Conclusion

Le Centre s'apprête à clore le Plan stratégique quinquennal actuel et à préparer le suivant sur une toile de fond teintée par des changements locaux ayant une incidence mondiale. Plus que jamais, pour que ses membres puissent atteindre les cibles fixées dans les OMD, il va devoir décupler ses efforts pour renforcer leurs capacités à produire, acquérir, échanger et utiliser l'information dans l'agriculture et le développement rural.

Les tristes séquelles du tsunami nous ont montré que l'ignorance ne fait pas le bonheur. Pour aider nos pays à passer à la vitesse supérieure, développer leurs capacités et se sortir de leur situation, nous devons impérativement améliorer la qualité et l'accès à l'information dont ils ont besoin.

La force du CTA réside dans son aptitude à travailler avec ses partenaires, au sein de l'UE et à tous les niveaux des régions ACP, pour réduire la pauvreté et atteindre une certaine



stabilité, notamment dans les pays en situation post-conflit. Conformément à l'OMD N° 8, le CTA entend travailler avec ses partenaires pour trouver des solutions fiables aux obstacles posés au développement agricole et rural. Il y parviendra par le déploiement de ses plans stratégiques.

Le survol des événements de 2005 révèle l'importance qui est attachée à la réalisation des OMD, aux questions liées au commerce et leurs impacts, à l'identification de mécanismes de financement réalistes et de moyens de faire face à l'environnement de plus en plus capricieux et imprévisible qui caractérise l'aube du 21^{ème} siècle. Tandis que le Centre s'attelle à forger son Plan stratégique pour 2007-2010, il est terriblement conscient des besoins et des priorités définis par ses parties prenantes, qu'elles soient «sur le terrain» ou au sein des sphères politiques.

Notes

1. Ainsi Google recensait quelque 139 000 000 entrées pour le terme tsunami au 15 janvier 2006.
2. Devant ce constat, le 1^{er} février 2006 la Commission européenne (CE) a adopté un Livre blanc sur une Politique de communication européenne qui fait suite à la publication du Plan d'action de la Commission sur la communication, adopté en juillet 2005. Le Plan décrit brièvement la procédure que la Commission entend suivre pour réformer ses propres initiatives de communication afin de se rapprocher de ses citoyens et de mieux réagir à leurs préoccupations.
3. www.un.org/summit2005

A large, stylized green leaf graphic is positioned on the right side of the page, partially overlapping the text. The leaf is light green with a darker green outline and a central vein.

Activités du CTA En vedette



Debout : V. Oguya, J. Matturi, S. Bel, K. Hackshaw, G. Gonçalves Bahre, E. Beij. Assis : M. Vandreck, J. Mugah, A. Legroscolard, C. Guiot. Absente : M. Hoek

Département Produits et services d'information (DPSI)

Le Département Produits et services d'information (DPSI) a deux objectifs premiers – accroître la disponibilité des informations et mieux faire connaître les sources d'information. Sa stratégie consiste à fournir des informations sur l'agriculture et le développement rural en encourageant une plus grande participation des auteurs et éditeurs des pays ACP aux travaux d'édition, en favorisant l'utilisation de divers supports et médias et en

intégrant les différentes activités de distribution de l'information.

Les activités du DPSI s'articulent autour de trois pôles :

- **Édition imprimée et électronique**
Ce pôle regroupe les publications entièrement financées et produites par le CTA (comme le *Rapport annuel* et le magazine *Spore/Esporo*),



celles produites en association avec des partenaires, ainsi que les produits destinés à la radio et à la télédiffusion. La coédition facilite l'accès des auteurs et éditeurs ACP à un soutien financier ou autre du CTA tout en réduisant le coût unitaire des publications, ce qui favorise la dissémination de l'information. Les versions électroniques des documents sont disponibles sur le site Web du CTA, dans la bibliothèque virtuelle *Anancy*.

- **Distribution des produits d'information**

Le Service de distribution des publications (SDP) diffuse les titres figurant au catalogue du CTA sur la base d'un abonnement et d'un système d'unités de crédit. Le programme de Diffusion d'ouvrages de référence sur l'agriculture (DORA) est intégré au système

d'unités de crédit et fournit à des centres ACP choisis des publications qui ne sont pas nécessairement éditées ou coéditées par le CTA.

- **Renforcement des services d'information ACP**

Ce pôle s'articule autour de trois services intimement liés : le Service questions-réponses (SQR) qui fournit une information sur demande aux parties prenantes des pays ACP, la Diffusion sélective de l'information (DSI), qui fournit aux chercheurs des informations à jour et ciblées suivant leur centre d'intérêt, et l'abonnement à des bases de données, qui permet à des centres ACP de recevoir des cédéroms et d'accéder en ligne à des bases de données agricoles.

Le rôle des intermédiaires dans la diffusion de l'information

Un modèle type de communication comprend au moins trois éléments : l'émetteur, le message et le destinataire. Les modèles plus sophistiqués englobent d'autres aspects tels que les interférences ou parasites et le support utilisé. Au CTA, où notre mission est axée sur la diffusion de l'information, la suppression des parasites et la sélection du support adéquat constituent des éléments importants pour l'efficacité de nos stratégies de communication.

D'après *Le petit Robert de la langue française*, l'«intermédiaire» est une «personne qui met en relation deux personnes ou deux groupes, interprète, médiateur». Une recherche sur Internet révèle un néologisme associé, qui semblerait mieux adapté à nos besoins, le mot

«infomédiaire» – une entreprise en ligne qui facilite l'échange de données électroniques.

Les termes «intermédiaire» et «infomédiaire» revêtent une importance toute particulière dans un organisme comme le CTA. Ici, un effectif modeste d'une quarantaine de personnes est chargé de déployer des programmes pour combler les manques d'information sur des sujets relatifs à l'agriculture et au développement rural dans les 79 pays membres du groupe des États ACP et, dans une moindre mesure, les 25 pays membres de l'UE. Pour servir une «clientèle» aussi largement dispersée avec son personnel limité, le Centre s'appuie sur un maillage complexe d'intermédiaires spécialisés dans différents domaines et situés dans diverses régions.



La production et la diffusion de l'information sont l'une des missions clés du CTA. Le DPSI, un des trois départements opérationnels du Centre, s'articule autour des activités d'édition imprimée et électronique, de distribution des publications et de facilitation de la circulation des informations dans les pays membres du CTA. Bien que le département se concentre sur la production et le partage d'informations, il est clair que sans la contribution de nos partenaires dans une variété de domaines, il serait impossible de boucler la chaîne. Pour que l'information prenne corps, elle a besoin de gens. À l'instar des deux autres départements opérationnels, le DPSI travaille avec de nombreux partenaires pour atteindre ses objectifs.

Partenaires dans l'édition

Confronté aux inégalités de revenu dans son Cameroun natal, pendant maintes années Ajaga Nji fut obsédé par une question qui lui trottait dans la tête : «pourquoi les pauvres restent-ils pauvres ?» Ce qui l'incita à écrire un livre sous ce titre (voir ci-contre). Une fois le livre publié, il souhaitait le diffuser le plus largement possible et il décida donc de l'envoyer aux agents d'un réseau bien établi, le CTA, où la parution fut annoncée dans un magazine de renom : Spore.

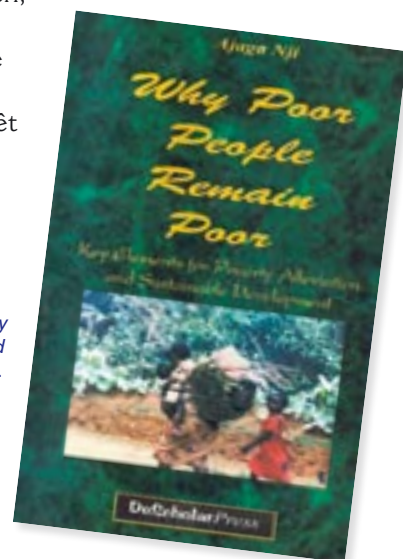
Pour les publications institutionnelles, à savoir celles que le CTA produit sur la base de ses propres activités ou d'études qu'il a commandées, le DPSI travaille avec un certain nombre de traducteurs, réviseurs, concepteurs graphiques et imprimeurs qui se chargent des différents stades de publication. Les coéditions – produites en association avec des partenaires UE ou ACP – ont recours à des services similaires.

En 1991, s'inspirant du succès du livre *Là où il n'y a pas de docteur* de David Werner et al., le Dr. Hadrill suggéra au CTA de publier un manuel sur la manière de soigner les animaux là où les vétérinaires sont inaccessibles, voire absents. Ce qui allait devenir un best-seller du CTA, *Where there is no vet*, fut donc coproduit avec Oxfam et Macmillan. Différents auteurs potentiels se succédèrent et le manuscrit fut maintes fois remanié ; il fallut attendre 1999 pour la parution de la version anglaise et 2002 pour l'édition française sous le titre *Que faire sans vétérinaire*. L'alliance exceptionnelle de multiples talents, d'un vaste réseau de contacts et de l'expérience d'un globe-trotter permit finalement à un auteur, Bill Forse, de mener à bien la mission. Depuis la parution du livre, le CTA en a distribué 7 000 exemplaires à des lecteurs des pays ACP et les coéditeurs en ont vendu des milliers d'autres.

Pour les publications institutionnelles et les coéditions, la chaîne débute avec l'auteur, qui rédige un premier jet du document pour accord du CTA. Le texte est ensuite révisé et traduit, le cas échéant, en français ou en anglais et, parfois, en portugais. Ensuite, le concepteur graphique génère une maquette qui correspond au thème, au look et au ton de la publication.

À l'issue de la traduction, de la révision et de la mise en page, l'ouvrage part à l'impression. Après quoi, il est fin prêt pour la distribution. Les exemplaires sont transmis à une maison

Why Poor People Remain Poor: Key Elements for Poverty Alleviation and Sustainable Development.
(Nji, A. 2004. ISBN 9956 401 05 6.
Pour en savoir plus :
ajaga_nji@yahoo.com)





d'expédition chargée de les stocker et de les envoyer aux abonnés du SDP.

Une information qui ne circule pas n'a guère d'intérêt. Une fois la publication prête, il appartient aux professionnels de l'information d'aider le Centre à la diffuser et à en faciliter l'accès. À cette fin, le CTA compte sur un réseau d'organisations partenaires, de documentalistes, de formateurs, de vulgarisateurs et de professionnels des médias – dont le rôle est particulièrement important dans le cadre du Service questions-réponses, comme nous le verrons plus loin. Ces personnes et ces organismes aident le Centre à nourrir le flux bidirectionnel nécessaire pour que l'information gagne son public cible mais aussi pour que les réactions aux publications et les commentaires sur leur utilisation soient rapportés au Centre.

Dans le cas du magazine phare du CTA, *Spore* et son cousin lusophone, *Esporo*, la chaîne comprend encore plus de maillons. Le magazine est élaboré par une équipe externe de professionnels, en liaison permanente avec

le CTA. L'équipe travaille avec un réseau de correspondants basés dans toute l'Afrique, les Caraïbes et le Pacifique, qui lui fournit des informations sur des sujets d'actualité touchant les lecteurs, lesquels résident pour la plupart dans des pays ACP.

Un tissu de médias et d'infomédiaires

Le CTA travaille aussi avec beaucoup d'organismes qui diffusent l'information par voie électronique. Parmi les méthodes utilisées figurent la diffusion numérique par satellite, les blogs, les fils d'actualité RSS ainsi que le site Web du CTA et ses portails spécialisés. Tout comme les intermédiaires dans le monde de l'édition sur papier, les intermédiaires "électroniques" interviennent à différents stades du processus d'édition électronique.



Spore, la publication phare du CTA, et son homologue portugais, *Esporo*



Participants au stage FVI au Mali

Cette année, le CTA a revu son accord avec First Voice International (FVI : anciennement World Space Foundation), une organisation qui travaille avec des communautés, des organisations internationales et des



agences gouvernementales pour fournir des informations aux groupes défavorisés en milieux urbains et ruraux d'Afrique et d'Asie par le biais des satellites de diffusion AfriStar™ et AsiaStar™, et il explore une fois de plus les ondes numériques.

Si le CTA est connu pour son appui aux radios rurales, en 2005 il a donné un visage aux voix radiophoniques avec l'introduction d'une série d'émissions télévisées, à commencer par *Agriflash*, un mini-bulletin mensuel inclus dans le programme «Business Africa». Pour ces émissions, le Centre collabore avec un nouveau groupe d'intermédiaires spécialisés en télévision pour produire et diffuser des informations sur l'agriculture africaine auprès d'un public rural. Outre ses partenaires des chaînes traditionnelles, le CTA travaille avec des consultants indépendants pour créer des

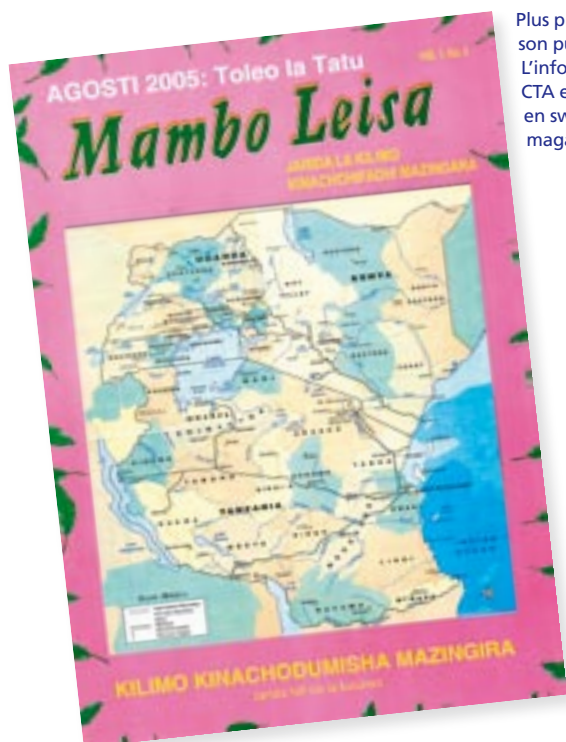
documentaires et des vidéos, une tendance qu'il espère étoffer très prochainement en s'attachant à intégrer ses divers produits d'information dans différents médias.

La diversification vers ces nouveaux médias ajoute un autre échelon d'infomédiaires, de sorte que le Centre peut mieux intégrer ses activités et créer de nouvelles synergies entre ses produits, ses services et même ses prestataires. Le partenariat avec FVI, par exemple, lui a permis d'explorer de nouvelles manières d'aider les utilisateurs du SQR, en exploitant la diffusion numérique par satellite pour émettre certaines des questions les plus souvent posées.

S'aider des uns pour servir les autres

Dans certains cas, au lieu de nous servir de machines et de technologies pour joindre les communautés, nous joignons ces communautés directement – c'est le cas avec le SQR, qui fait souvent intervenir un maillage compliqué créé exclusivement pour relier ceux qui disposent d'informations précises à ceux qui en ont besoin.

Le SQR sert les communautés les plus reculées en mobilisant des intermédiaires à tous les niveaux, du villageois chargé de recueillir les questions aux professeurs et aux documentalistes s'efforçant d'y répondre. Ce processus a été facilité par la décentralisation de certains des services d'information du CTA, entreprise pour étendre l'impact des activités du Centre au plus petit lieu-dit. La décentralisation permet de renforcer les capacités et l'accès à l'information de nos intermédiaires et infomédiaires du Sud pour qu'ils puissent contribuer de manière plus efficace au flux d'information bidirectionnel dans leur environnement et avec le CTA.



Plus près de son public. L'information du CTA est traduite en swahili dans ce magazine africain.



M. Barubuka, agriculteur tanzanien, a demandé au CTA de la documentation détaillée sur l'aloès des Barbades ou Aloe vera, y compris les coordonnées des experts de cette culture, une liste des sites Internet pertinents, les détails et modalités d'organismes prêts à parrainer des producteurs éventuels et des conseils de commercialisation. Le CTA a effectué une recherche documentaire sur Internet et téléchargé l'information demandée. Il a aussi invité M. Barubuka à rallier le Service de distribution des publications du CTA ; son spécialiste en sciences et technologies lui a donné les coordonnées d'experts et présenté le portail du Centre, *AgriTrade*, permettant d'accéder à des informations sur la réglementation sanitaire et phytosanitaire imposée par l'UE. Enfin, le CTA a transmis la demande de M. Barubuka à ses partenaires SQR en Tanzanie pour un complément d'information plus spécialement adapté aux conditions climatiques locales.

Le CTA est prêt à employer "tous les moyens nécessaires" pour faire parvenir l'information sur l'agriculture et le développement rural aux contrées les plus reculées des pays ACP. Que ce soit par le biais d'un réseau de centres d'information ou par le truchement d'un agronome et de son téléphone portable, le CTA veille non seulement à ce que l'information soit fournie, mais aussi à ce que les meilleurs moyens de la transmettre aux personnes sur le terrain soient sans cesse explorés.

Le service de DSI, par exemple, par le biais duquel des prestataires réalisent des recherches thématiques et en transmettent les résultats aux abonnés, est opérationnel dans 67 des 79 pays ACP.

En 2001, le DPSI a totalement remanié le système CTA de fourniture de documents primaires pour le rendre plus «convivial». Toutes les demandes d'articles intégraux, qu'elles émanent des abonnés à la DSI, des SQR ou d'autres utilisateurs, sont désormais satisfaites par l'intermédiaire d'une seule agence partenaire, CAB International (CABI).

Moyens formels ou informels ? Cela dépend des organisations concernées et de la tâche à effectuer. Des débuts bien modestes peuvent s'épanouir en d'importants projets. D'une simple observation peut naître un livre à succès. Des initiatives communautaires peuvent transformer radicalement des programmes existants. La dévolution du SQR est un exemple du développement permanent des services. À ce jour, le CTA a établi 36 SQR nationaux, dont sept font aussi office de centres régionaux de coordination. Tous ne connaissent pas le même degré de développement. Mais ils ont un point commun : tous sont nés d'un processus participatif de sélection faisant appel à plusieurs partenaires et organismes compétents dans le domaine concerné. Chacun a aussi pour vocation de servir sa région ou sa communauté par des prestations adaptées aux besoins locaux.

Une évaluation fondée sur les gens

Il ne suffit pas d'établir des services. Il faut les améliorer constamment, en travaillant avec les utilisateurs et les prestataires afin de toujours en rehausser la pertinence et la portée. Au-delà de la mise en œuvre, nous en venons au suivi et à l'évaluation. Les meilleurs résultats sont obtenus lorsque nos partenaires et intermédiaires sont impliqués dès le processus de planification. Ils peuvent alors s'investir davantage et s'approprier les programmes, ce qui débouche sur un engagement plus fort et un alignement sur les objectifs recherchés.



Des réseaux mondiaux

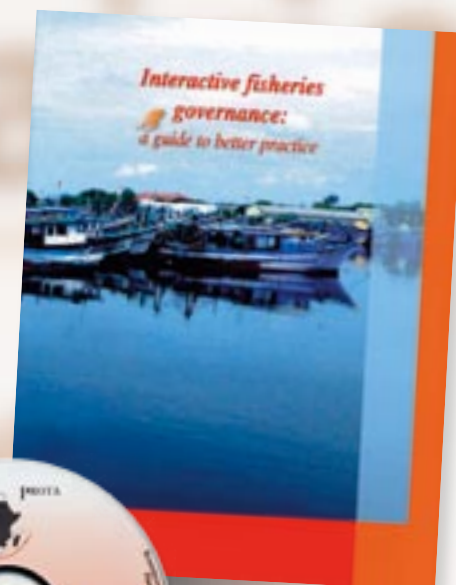
Néanmoins, la question demeure : comment une quarantaine de personnes peuvent-elles toucher le monde ? Pour le CTA, une seule réponse : en tissant des liens à l'échelon local et régional et en travaillant avec et par l'intermédiaire d'organisations qui connaissent le terrain. Les intermédiaires ne nous aident pas seulement à diffuser l'information. Ils sont indispensables pour déterminer les besoins d'information et nous faire part des réactions du terrain. Ils nous aident à nous concentrer sur l'essentiel et sur les vrais besoins d'information. Ils nous aident aussi à identifier les obstacles à la réception et à l'utilisation des informations fournies.

Le DPSI a différentes façons de recruter des intermédiaires pour aider le CTA à s'acquitter de sa mission. Il le fait de façon officielle, par des contrats de sous-traitance avec des consultants ou par la conclusion de partenariats stratégiques, mais aussi de façon informelle, par des accords de coopération qui se sont noués au fil du temps ou en capitalisant sur des atouts ou des objectifs communs. Notre «chaîne» est un cercle en constante expansion à mesure qu'elle recueille de nouveaux maillons, de nouveaux chaînons d'expertise, pour créer une sphère de communication en perpétuelle évolution.

Le défi est de tirer le meilleur parti de ces ressources de manière à maintenir, et surtout améliorer, le niveau de service que nous offrons à nos nombreux usagers. Tout comme le monde change, nos produits et nos services doivent changer eux aussi, de même que les circuits de diffusion qui les soutiennent. Le vrai défi consiste à savoir comment œuvrer ensemble pour faire en sorte d'apprécier à leur juste valeur non seulement les résultats mais surtout la richesse de la chaîne qui les nourrit.

Notes

1. Infomédiaires : voir <http://www.journaldunet.com/encyclopedie/definition/260/41/21/infomediaire.shtml>.
2. Sillars, S. 1988. *Success in communication* John Murray Publishers Ltd, Londres, UK.
3. Leeuwis, C. et van den Ban, A. W. 2004. *Communication for rural innovation: rethinking agricultural extension* (3^{ème} édition), Blackwell Publishing UK et CTA, Wageningen, Pays-Bas.
4. Oguya, V. 'Description of products and services produced by QAS and SDI Services.' CTA, Wageningen, Pays-Bas (non publié).



Un échantillon des publications du CTA en 2005



Comment devenir libraire



Le livre est prêt, tout juste sorti de presse. Il est bien écrit, d'un format attrayant et superbement mis en page. Mais est-ce vraiment suffisant pour toucher le public auquel il est destiné ? Sera-t-il lu ? Tout dépend du maillon vital qui relie auteurs et éditeurs à leurs lecteurs – la librairie et son libraire. Comme les vulgarisateurs agricoles font office d'intermédiaires entre chercheurs et paysans, les libraires assurent la continuité de la chaîne d'information, contribuant ainsi au progrès éducatif, culturel et économique. Dans le monde en développement, les libraires sont confrontés à des défis, y compris de faibles niveaux d'alphabétisation et des structures financières précaires. Pour réussir dans leur métier et remplir leur rôle de développement communautaire, les libraires doivent être, outre des vendeurs et des administrateurs de talent, des orfèvres de la communication et du relationnel.

Le *Guide pratique de la librairie* est une coédition du CTA et du Réseau international pour l'accès aux publications scientifiques (l'INASP). Élaboré en étroite collaboration avec l'Association panafricaine des libraires (PABA), ce guide édité en français et en anglais examine le rôle du libraire dans les communautés urbaines et rurales des pays en développement. Il donne des conseils sur la création et la gestion d'une librairie, qui pourront aider tant les libraires existants que les débutants. Les sujets abordés incluent le plan d'affaires, la gestion du stock et du personnel et l'élaboration de stratégies commerciales. Enrichi de la contribution de libraires à travers toute l'Afrique, le guide s'inspire d'expériences personnelles et donne de nombreux exemples de la pratique du métier.

Guide pratique de la librairie : ISBN 1 902928 17 2 ou 92 9081 270 2



Des informations à jour pour les décideurs



Le site Web du service de DSI du CTA, géré par CABI et le CIRAD, a fait peau neuve

Depuis 1988, le DSI du CTA contribue au renforcement des capacités en fournissant aux chercheurs agricoles des pays ACP des informations actualisées sur leurs sujets de recherche. Tous les deux mois, les chercheurs reçoivent une liste des nouvelles publications, avec leur résumé, compilée à partir d'innombrables bases de données et distribuée par courrier électronique ou postal.

Le CTA coordonne le service et en assure le suivi et l'évaluation. Une récente évaluation a révélé que le service profite non seulement aux personnes qui travaillent dans la recherche, mais aussi à celles qui sont impliquées dans les processus d'élaboration de politiques et qui ont souvent bien du mal à accéder à des informations opportunes, pertinentes et fiables. Nous avons donc élargi la DSI aux leaders d'organisations paysannes, aux directeurs d'agences gouvernementales et aux chargés de recherche seniors dans des organismes nationaux.

Les premières réactions suggèrent que cette communauté apprécie le service et que la plupart des abonnés préfèrent recevoir leurs mises à jour sur papier. Nous avons reçu des commentaires du genre « Très utile ; j'aimerais continuer à recevoir ce service, » et « Je n'ai jamais pu recevoir ce genre d'information avant ». Certains ont demandé si leurs collègues auprès d'autres institutions pouvaient aussi recevoir les mises à jour. Il est donc clair que le service répond à un besoin et nous avons l'intention de l'étoffer pour en faire profiter un plus grand public de décideurs en 2006.

Les organisations chargées de gérer le service de DSI sont CABI et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD). En 2005, désireux d'améliorer l'efficacité du service, nous leur avons demandé de concevoir une interface Web qui permettrait au CTA de mieux veiller à ce que les utilisateurs inscrits reçoivent ponctuellement la liste bibliographique bimensuelle et les textes intégraux dont ils font la demande. L'information découlant de cette interface et les réponses des utilisateurs à des questionnaires permettront de faire en sorte que le service reste à l'écoute de ses usagers et aideront le CTA à élaborer des stratégies visant à perfectionner les mécanismes de fourniture de l'information.

Solidarité paysanne pour le développement agricole et social (SOPADAS) est un organisme de formation de la République démocratique du Congo, opérant désormais depuis un camp de réfugiés en Tanzanie. En qualité d'abonnée au SDP, la SOPADAS commande des publications sur la production de produits agricoles et d'élevage, la transformation des denrées et la gestion de l'information et de la communication



Des communautés rurales isolées à l'heure de la technologie

Imaginez que vous êtes pasteur dans le nord de l'Ouganda ou le sud du Soudan et que vous avez besoin d'information pour trancher une question concernant votre cheptel. L'accès Internet le plus proche est à des centaines de kilomètres. Comment faites-vous ?

Il y a longtemps que nous cherchons à améliorer l'accès à l'information pour les communautés les plus reculées et, depuis 2002, nous exploitons les possibilités intéressantes de la diffusion numérique par satellite. Un accord avec FVI nous permet de transmettre par liaison satellite quotidienne nombre de nos publications électroniques aux pays d'Afrique et du Pacifique. Les opérateurs dotés de récepteurs appropriés peuvent ainsi télécharger l'information vers une radio ou un ordinateur, puis la reconditionner et l'adapter au public local. Le système permet aussi aux communautés de partager leurs connaissances avec le reste du monde par le biais du réseau mondial de FVI.

Les réactions aux diffusions par satellite ont révélé que le manque d'équipement et de connaissances limitait l'impact des émissions. C'est pourquoi, en collaboration avec FVI, nous avons organisé des stages de formation anglophones en Zambie et francophones au Mali. Plus de 40 usagers issus de 20 pays y ont participé pour apprendre à trouver l'information, à la télécharger et à retransmettre les données ou les documents.

Tous les participants ont apprécié le concept de diffusion numérique par satellite et beaucoup ont entrepris de partager leurs connaissances avec les membres de leur communauté. «Le stage a été une expérience très enrichissante... nous avons réussi à télécharger des documents très utiles à nos communautés et à notre travail sur le terrain,» a expliqué un participant. D'autres ont réalisé le potentiel de cette initiative pour les régions les plus démunies : «c'est vraiment bien adapté aux communautés rurales reculées n'ayant pas accès à Internet,» et «c'est une révolution scientifique et technologique particulièrement adaptée au monde rural».



Capter le signal pour que l'information puisse être transmise à un public plus vaste, grâce au partenariat entre le CTA et FVI

Quoi de neuf à la télé ?

Non content de produire des publications imprimées et électroniques, le CTA a maintenant ses entrées dans la télévision avec le lancement d'une série de bulletins télévisés conçue pour améliorer la couverture des sujets agricoles et démontrer comment l'information peut aider les économies rurales des pays ACP. En 2005, avec People TV, groupe français de communication, nous avons créé une série de clips de trois minutes sur l'agriculture baptisés *Agriflash*. Ces bulletins sont diffusés en anglais, en français et en portugais une fois par mois dans le cadre du magazine *Business Africa*, un programme retransmis sur 35 réseaux télévisés, principalement en Afrique.



Toujours au courant grâce aux bulletins *Agriflash*

Agriflash couvre des sujets d'actualité positive dans le monde agricole africain. À titre d'exemples, citons les opportunités de transformation du manioc cultivé au Nigeria, les motifs de la récente augmentation de la production laitière en Ouganda, et comment les producteurs et les petits fabricants peuvent se tenir au courant du prix des matières premières, des intrants et des cultures de rente grâce à Internet.

Nous avons aussi amorcé la coproduction avec People TV d'une série de reportages de huit minutes, qui permettent également de faire connaître des services du CTA dans les régions ACP. Quatre d'entre eux ont été diffusés sur *Business Africa* en 2005, à propos des partenariats pour l'information, des SQR (voir pages 64 et 65), des systèmes d'information de marché et de l'accès aux marchés internationaux.

La prochaine étape sera de produire des documentaires plus longs afin de stimuler le débat communautaire ou de fournir l'armature d'un service de vulgarisation. C'est une entreprise ambitieuse qui nécessite plusieurs partenaires. Ainsi, nous collaborons actuellement avec un réseau international à la production de plusieurs reportages sur l'adaptation des biotechnologies pour une utilisation dans les villages. Nous travaillons aussi avec Arte (une chaîne de télévision franco-allemande) à la réalisation d'un documentaire sur l'invasion de criquets pèlerins en Mauritanie en 2004/2005.

Voir <http://tv.cta.int> pour de plus amples informations sur les horaires de diffusion, les vidéos et autres projets.



Debout : O. Ndiaye, M. Ngala-Mianda, K. Painting, G. Rambaldi, A. Koda-Traoré, L. Scheepers. Assis : J. Woodend, J. Fonseca, H. John-Charles. Absente : A. Vugayabagabo

Département Canaux et services de communication (DCSC)

Les objectifs spécifiques de ce département sont les suivants :

- encourager l'utilisation intégrée des canaux de communication ;
- intensifier les contacts et les échanges d'information.

La réalisation de ces objectifs nécessite de mener à bien les actions suivantes :

- mettre au point une approche intégrée de l'aide apportée aux organisations et réseaux régionaux ;
- promouvoir l'usage des forums de discussions



électroniques (en particulier pour la préparation des séminaires) ;

- créer des passerelles d'informations électroniques sur des sujets d'importance stratégique pour le développement agricole et rural ;
- encourager l'utilisation efficace des médias traditionnels, comme la radio et la télévision ;
- organiser un séminaire annuel sur un thème relevant de la gestion de l'information et de la communication (GIC) ;
- organiser des séminaires et des visites d'étude en collaboration avec d'autres institutions sur des sujets relatifs au développement agricole et rural ;
- aider les représentants des pays ACP à participer à des séminaires organisés par des institutions autres que le CTA.

Avec la mise en oeuvre de ce programme, le CTA fait office de "courtier" entre les organisations et les professionnels du secteur agricole et rural des pays ACP, et de plateforme encourageant le dialogue et l'échange d'informations entre les différents organismes ACP et les professionnels.

L'action du DCSC a pour principal résultat l'amélioration des flux d'informations, comme en témoigne l'usage intensif et extensif des forums et réseaux électroniques, réunions, radios et autres supports de multimédia. Le département encourage l'utilisation de services et réseaux régionaux d'information agricole pour saisir et télécharger des informations, y compris les bases de données du CTA et d'autres partenaires. Là où les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont quasi inexistantes, le CTA apporte son soutien dans l'utilisation des autres canaux classiques de communication.

Créer des conditions pour ancrer la radio rurale dans le développement africain

L'extraordinaire développement du numérique a entraîné des transformations socio-économiques majeures, y compris la gestion et la communication des savoirs et des techniques au service du développement.

Pour les pays ACP, en particulier ceux d'Afrique, la radio reste toutefois le moyen par excellence de communication et de diffusion de l'information et joue un rôle essentiel dans les communautés rurales. Par conséquent, les avancées technologiques en radio rurale sont porteuses d'espairs considérables pour de nombreux réseaux de radiodiffuseurs indépendants et leurs auditeurs en milieu rural.

Cependant, les progrès observés dans certains pays ne se reflètent pas partout. L'objet de ce texte est d'analyser les enjeux qui gravitent autour du développement et de l'utilisation de la radio dans toute l'Afrique. En premier lieu, il donnera une définition claire de ce que l'on entend par "radio rurale". La façon dont elle est utilisée en Afrique et le contexte socio-économique, technologique et réglementaire qui caractérise actuellement le paysage radiophonique rural africain sont également esquissés.

Enfin, l'accent est mis sur le rôle des décideurs et des organismes d'accompagnement comme



le CTA pour créer les conditions favorables au développement de réseaux radio peu coûteux, à travers une utilisation optimale des nouvelles TIC.

Évolution du concept de radio rurale en Afrique

En Afrique, la radio rurale a connu plusieurs formes et appellations, allant de radio agricole (dans les années 1960), aux radios clubs (de la fin des années 1960 jusqu'au milieu des années 1970), en passant par des radios rurales

classiques ou des radios éducatives (fin des années 1970) pour aboutir à la radio rurale locale de type communautaire (dans les années 1980)¹. Les caractéristiques de ces différentes étapes de l'évolution post-coloniale des radios rurales en Afrique sont reprises dans le Tableau 1.

Cette évolution est assez révélatrice des différents paradigmes de développement qu'a connus l'Afrique depuis la fin de la période coloniale.

La souplesse est un élément primordial de la définition du service, comme l'ont reconnu les participants d'un atelier sur la radio ayant eu lieu à Lilongwe, au Malawi du 26 au 29 avril

Tableau 1. Évolution des radios rurales en Afrique

| Type | Caractéristiques | Contraintes |
|--|---|--|
| Radio agricole (1960) | Radios étatiques centralisées donnant aux populations rurales des conseils d'hygiène, de santé ou d'économie pratique. | Vision assez réductrice du développement, axée sur l'accroissement du rendement agricole, se traduisant par des programmes conçus en vase clos. |
| Radio Club (fin 1960) | Radio agricole avec l'appui des clubs d'écoute, discussions et prises de décision collectives. | Faible coordination entre villageois et animateurs ; isolement des centres de production, peu de liens avec les services techniques gouvernementaux ou les ONG. Faible planification ; consultation insuffisante des auditeurs ; manque de participation des communautés. |
| Radio éducative (fin 1970) | Multiplicité de stations ayant une grande diversité de buts et d'approches. Elles transforment le mode de diffusion de la culture et entendent aussi modifier profondément les comportements par une conversion de l'état d'esprit des auditeurs. | Manque de moyens financiers et de cadres compétents, absence de langue commune, censure. |
| Radio rurale locale de type communautaire (1980) | Démocratisation de la communication – désir de répondre aux besoins de la communauté par la diffusion d'un contenu local. Permet une large participation des hommes et des femmes de la communauté locale. | Nombre de stations hésitent à se dessaisir d'une partie de leur pouvoir au profit des communautés. La démocratisation en est encore à ses balbutiements dans plusieurs pays. |

Source : adapté d'Ilboudo, 2001.



Station radio communautaire en Afrique australe

2005 organisé par le CTA, la FAO et le Centre de communication pour le développement du SADC (SADC-CCD)². Quel que soit son nom, c'est le processus de production et le contenu des programmes qui déterminent l'appellation "radio rurale". Une radio rurale doit présenter les caractéristiques suivantes :

- les besoins des communautés concernées sont le pilier des programmes ;
- différents acteurs et organisations contribuent à leur production ;
- les échanges sont interactifs ;
- la culture et le savoir local sont valorisés et mis en exergue.

La radio rurale est donc moins un outil d'information visant la communauté qu'un moyen d'expression de cette communauté.

Radio et TIC : état des lieux

Comparée au reste du monde, l'Afrique est mal équipée en TIC – et l'écart ne cesse de se creuser. Pourtant, à l'échelle du continent, le développement des TIC a été spectaculaire,

ouvrant à la radio des possibilités encore non explorées. Plusieurs applications³ sont dignes d'intérêt :

- mise en réseaux et coopération entre radios via Internet ;
- web radios entre les populations locales et la diaspora ;
- radios servant d'interfaces d'accès à Internet pour les communautés.

Toutefois, pour tenter de réduire le coût du matériel et des applications, on assiste aujourd'hui à une réduction du nombre et de la diversité des radios combinées aux TIC. Selon l'UNESCO, les coûts d'installation d'équipement d'une radio communautaire varieraient entre 10 000 \$US (8 121 €) pour un rayon de 25 km, 50 000 \$US (40 604 €) pour 50 km et 100 000 \$US (81 210 €) pour une radio régionale d'une portée de 80 à 100 km⁴.

Néanmoins, il existe des succès retentissants. C'est le cas, par exemple, de Koutiala, à 407 km de Bamako, la capitale du Mali, qui dispose de son propre Centre multimédia communautaire (CMC). Avec l'appui de l'UNESCO, le centre a allié la radio de proximité avec l'Internet et les technologies associées. Depuis 2001,





d'autres CMC ont vu le jour, notamment à Tombouctou (Mali), Dassagho (Burkina Faso), Banikoara (Bénin) et Dakar (Sénégal)⁵.

Au niveau régional, il convient de signaler l'expérience de l'Institut Panos acquise dans le cadre du développement de Residel à travers son réseau d'information, projet exécuté en 1999 et 2000 avec l'appui du CTA pour démontrer comment se servir de l'Internet pour arriver à un pluralisme médiatique⁶.

Au Niger, l'expérience pilote de la radio rurale solaire autogérée de Bankilaré a permis de réaliser des progrès significatifs dans la conception et la mise en œuvre d'un programme national novateur de radio rurale. Le projet vise à ouvrir 50 stations radiophoniques FM d'un coût raisonnable et faciles à gérer, alimentées par énergie solaire et bien adaptées aux conditions physiques et humaines⁷.

Le CTA a récemment signé un protocole d'accord avec l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC) pour la coproduction et la diffusion de programmes dans 35 pays africains. Les deux institutions s'appuient sur des stations de radio opérationnelles disposant de facilités audionumériques, avec des logiciels appropriés et un vaste réseau de correspondants locaux bien équipés. Le projet entend promouvoir une utilisation accrue des technologies modernes d'information pour générer et diffuser des contenus locaux.

Le défi n'est donc pas purement technologique. Étant donné la flexibilité qui caractérise les TIC, particulièrement leur nature modulaire, elles ne sont certainement pas sources de contraintes insurmontables. Leur intégration aux forces et à la capacité des communautés rurales devrait plutôt être perçue comme un défi posé aux organisations de développement⁸. De tels défis

s'accompagnent inmanquablement de conflits d'intérêt et auront indubitablement des répercussions au plan juridique, réglementaire et socioprofessionnel.

Défis politiques et institutionnels

Considérée par beaucoup comme un instrument de propagande idéologique, la radio est longtemps restée l'apanage des gouvernements. Son développement va de pair avec le processus de démocratisation.

Malheureusement, dans plusieurs pays, les réformes juridiques et réglementaires tardent à porter des fruits. Les ministères publics sont à même d'utiliser les radios rurales pour élaborer et diffuser des programmes destinés au monde rural⁹. Dans bien des cas, cette approche de haut en bas de la communication perdure dans un univers où l'on parle volontiers de participation. Outre les effets politiques de ces pratiques, souvent les services techniques étatiques ne disposent pas du personnel formé à la production des émissions radiophoniques.

Dans bien des cas, la création et le maintien de la production radiophonique font intervenir le parlement, l'agence de régulation des télécommunications, le ministère de l'Information, les sociétés nationales de radiodiffusion et les ministères techniques chargés du développement rural. Entre ces organisations, il existe souvent un niveau d'information et de motivation très disparate, sans compter des arrangements pratiques pour le moins surprenants.

Prenons le cas du Malawi où le service d'information du ministère de l'Agriculture illustre parfaitement les difficultés qui doivent être surmontées au quotidien. Les éléments des programmes de radio à destination du



monde rural doivent d'abord être collectés par les différents relais au niveau national. Les émissions doivent ensuite être produites à Lilongwe, dans les locaux techniques du ministère de l'Agriculture, puis acheminées à Blantyre, où se trouve la station émettrice.

De telles difficultés ne pourront être surmontées que si une masse critique de décideurs de l'Afrique subsaharienne font preuve d'une réelle prise de conscience des problèmes accompagnée d'actions soutenues en faveur de la mise en place de conditions propices à l'éclosion des radios.

Parmi ces conditions figurent des lois simplifiant l'accès aux ondes et des mesures incitatives à l'acquisition et l'utilisation des infrastructures de télécommunications ; il faut des décisions qui fassent des télécommunications une priorité nationale, leur attribuent un budget conséquent

et allègent les taxes et redevances sur le matériel. Les décideurs devraient aussi créer un cadre favorable au flux d'information entre les différents protagonistes impliqués dans la création et le maintien de la production de programmes radiophoniques de qualité.

Il ne suffit donc pas de créer des stations de radio près des communautés pour veiller à ce que le monde rural soit desservi : les conditions institutionnelles et réglementaires doivent aussi être réunies pour que la volonté politique puisse se traduire en une action soutenue.



Les radios communautaires et rurales profitent des communications à bien des niveaux

Renforcement des capacités et formation

La radio rurale a besoin d'initiatives de formation. Les journalistes ruraux sont confrontés aux mêmes problèmes que le secteur rural ; il n'est donc pas surprenant que la radio rurale n'ait fait que très peu d'émules. Durant des décennies, la seule école supérieure de formation en radio rurale en Afrique était le Centre international d'études en radios rurales de Ouagadougou (CIERRO) au Burkina Faso, qui est ensuite devenu le centre de formation URTNA (Union des radiodiffusions et télévisions nationales d'Afrique). Toutefois,

la situation s'améliore progressivement dans cette partie du continent avec l'émergence d'instituts spécialisés dans des pays comme le Sénégal.

En Afrique australe et orientale, il y a encore un vide que le SADC-

CCD a bien du mal à combler. Il faut donc souhaiter que le projet CTA/SADC-CCD/FAO, dont la vocation est de sensibiliser les décideurs d'Afrique australe et orientale à la radio rurale et de créer un centre de formation qui desservira ces régions, soit mené à bien dans les délais prévus¹⁰.

Il ressort d'une étude récente menée par le centre de formation URTNA et le SADC-CCD, avec l'appui du CTA et de la FAO¹¹, que les domaines de formation suivants doivent être examinés : exploitation et maintenance des équipements numériques ; étude des auditoires



La radio constitue une importante source d'information pour les communautés rurales, notamment les jeunes

ruraux et mesure de l'impact des programmes ; gestion des stations et marketing ; mise en place de systèmes de documentation et gestion de sonothèques. Au final, de meilleures politiques de formation des formateurs seront aussi requises, ainsi que l'identification et la rédaction soignée de nouveaux modules et cursus d'apprentissage. Un autre facteur important est la mise en place d'un mécanisme de suivi post-formation afin de veiller à ce que les niveaux soient au moins maintenus et même optimisés.

Pour cela, l'Internet offre certainement des opportunités - encore non explorées - à travers le développement en ligne de "communautés électroniques". Ces communautés, lorsqu'elles se bâtissent autour de pratiques communes, peuvent être de véritables bastions de création, de renforcement et de promotion de réseaux formels ou informels. Elles pourraient aussi servir de tremplin à la formation à distance.

Là où il n'y a pas d'accès à Internet, des déclinaisons sur ce thème sont possibles grâce à des supports comme les cédéroms. La FAO collabore avec plusieurs organisations comme le

CTA au développement d'un kit de ressources de formation (IMARK)¹² portant sur la gestion et l'utilisation optimale de l'information et de la communication. Les modules de ce kit de ressources pourraient s'étendre à des secteurs comme la radio. Toutefois, les organisations de développement et leurs partenaires doivent encore identifier les meilleures méthodes pour le déploiement concerté de tels outils.

À la faveur de changements sociopolitiques (multipartisme, démocratisation et libéralisation progressive des ondes), la radio rurale a connu une évolution significative et est passée d'une démarche qui privilégiait la production et la diffusion d'information pour les communautés rurales à une approche qui s'intègre progressivement à des processus interactifs et participatifs dans lesquels les populations rurales deviennent les acteurs principaux.

Cependant, face aux contraintes structurelles qui subsistent encore, les États africains et leurs divers services gouvernementaux ont un rôle essentiel à jouer dans la réforme législative et la mise en place de structures adéquates



de formation afin de ne pas compromettre le dynamisme né de ces changements.

Entre-temps, il appartient aux organismes d'accompagnement de créer un cadre de coopération autour de ce qu'on pourrait appeler un "consortium international de partenariat en radio rurale". Le CTA a toujours accordé un intérêt particulier à la mise en œuvre de programmes en partenariat. Il se doit donc de jouer un rôle actif dans la promotion d'un tel chantier, en veillant à ce que le caractère participatif de la communication pour le développement soit pris en compte dans la formulation et l'exécution des projets.

Notes

- 1 Ilboudo, J. 2001. Histoire et évolution de la radio rurale en Afrique noire – rôles et usages. (Rapport) FAO, Rome, Italie.
- 2 CTA, FAO et SADC-CCD. 2005. Atelier de sensibilisation à la radio rurale à l'intention des décideurs d'Afrique australe et orientale, Lilongwe, Malawi. Note conceptuelle téléchargeable en anglais à partir de http://www.fao.org/sd/ruralradio/en/24546/highlight_101896en.html
- 3 Girard, B. (éd). 2003. The One to Watch: Radio, New ICTs and Interactivity. (Rapport) FAO, Rome, Italie. Téléchargeable à partir de <http://comunica.org/1-2-watch/>
- 4 UNESCO, DaniCom et Worsoe, N. 2005. Configuration of Radio Stations and Media Centres: a practical guide to procurement of technical equipment for Community Media initiatives. (Manuel) UNESCO, Paris, France.
- 5 Lohento, K. 2003. Usage des NTIC et médiation des savoirs en milieu rural africain : études de cas au Bénin et au Mali. Mémoire de DEA, Université Paris X – Nanterre, France. Téléchargeable à partir de www.africanti.org/resultats/documents/externes/dealohento.pdf
- 6 Senghor, D. 2001. Pluralisme radiophonique et NTIC en Afrique de l'Ouest : l'Institut Panos-Afrique de l'Ouest face aux nouveaux enjeux. Présentation au premier atelier international sur la radio rurale. FAO, Rome, Italie.
- 7 Benamrane, D. 2001. Consolidation du réseau des radios rurales et des centres d'information pour le développement au Niger. (RURANET/CID) Voir : <http://www.unitar.org/isd/dt/ddt2-forum.html>
- 8 Greenidge, C. B. 2002. Information et communication : le véritable défi des zones rurales. CTA, Wageningen, Pays-Bas.
- 9 Tchad : Décret législatif No. 561/MIC/PR/92 du 16 octobre 1992 portant organisation et attributions du ministère de l'Information et de la Culture.
- 10 CTA, FAO et SADC-CCD. 2005. Déclaration de Lilongwe. Actes de l'atelier de sensibilisation à la radio rurale à l'intention de décideurs d'Afrique australe et orientale. CTA, Wageningen, Pays-Bas.
- 11 SADC-CCD et URTNA-CF. 2003. Étude sur la formation des formateurs en radio rurale. CIERRO, Ouagadougou, Burkina Faso.
- 12 L'objectif d'IMARK est de mobiliser et d'exploiter les ressources existantes afin de créer un ensemble très complet de ressources d'apprentissage à distance pour la gestion et l'échange d'informations. <http://www.fao.org/imark/>



Révolution du partage de l'information à partir du Web

Nul ne saurait nier que l'Internet a révolutionné notre façon de communiquer et de partager l'information. À présent, la révolution passe à la vitesse supérieure avec l'avènement de la technologie RSS. Acronyme de Rich Site Summary (ou encore Really Simple Syndication), RSS est un format normalisé peu gourmand en ressources pour syndiquer le contenu du Web.

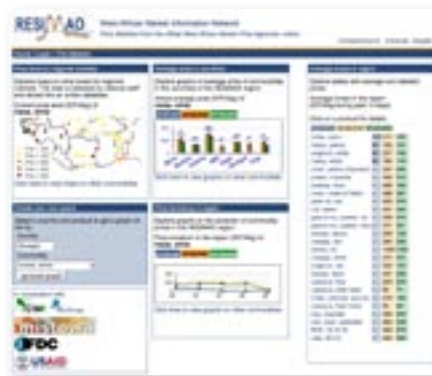
Les utilisateurs des pays ACP peuvent tirer parti des RSS de différentes façons. Les fils ou flux RSS sont généralement de très petits fichiers faciles à télécharger. Lorsqu'un site Web produit un fil RSS, les utilisateurs ACP peuvent rapidement parcourir le fil pour localiser tout nouveau contenu éventuel sans avoir à se connecter au site, ce qui évite les problèmes associés aux vitesses de connexion trop faibles. Le contenu du Web qui se prête à une syndication comprend les listes d'événements, les brèves, les gros titres, les mises à jour de projet, les extraits de forums de discussion voire des informations de société.

Les fils RSS sont faciles à accéder, à utiliser et à mettre en commun. Les RSS peuvent être visualisés sur différents matériels et applications. Les utilisateurs sont séduits parce qu'ils peuvent accéder à l'information depuis une variété d'appareils ; les gestionnaires de site quant à eux peuvent promouvoir le contenu de leur site et afficher le contenu d'autres sites sur le leur.

À l'avenir, il est probable que la majorité des éditeurs et des sites d'actualités produiront des fils RSS. Des fils RSS sont disponibles depuis les portails du CTA (ICT Update, Agritrade, Connaissances pour le développement et Anancy) et aussi depuis Spore (en trois langues). Le CTA envisage aussi d'offrir un service d'agrégation des fils RSS pertinents pour les mettre à disposition de la communauté de recherche et développement agricoles. Le premier pas dans ce sens a eu lieu en février lorsque le Centre a organisé une réunion d'experts de la technologie RSS.



Mise en réseau des informations de marché



Le CTA travaille d'arrache-pied pour stimuler l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Dans le cadre de cet objectif, et en partenariat avec le centre d'information et de documentation du ministère allemand de l'agriculture (ZADI), nous avons monté une plateforme intégrée basée sur le Web pour, le réseau des systèmes d'information des marchés en Afrique de l'Ouest (RESIMAO). RESIMAO rassemble les systèmes nationaux d'information de marché de huit pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal et Togo). Le système assure une veille permanente sur les prix de tous les produits agricoles, y compris les produits de l'élevage et la viande.

RESIMAO a plusieurs objectifs. Il entend promouvoir une meilleure prise de décision commerciale par tous les acteurs grâce à une gestion efficace de l'information (saisie, traitement, analyse et diffusion de l'information). Il entend aussi encourager le développement de systèmes nationaux d'information de marché par le biais d'une autonomie financière et manageriale et dynamiser les systèmes d'information de marché par des exercices de suivi et d'évaluation.

La plateforme du Web fournit un accès aux informations de prix et de produits recueillies auprès de 390 marchés ruraux et urbains et 39 marchés ciblés au niveau sous-régional. La collecte, la saisie et l'analyse hebdomadaires de l'information permet une veille permanente sur ces marchés. Les données sont ensuite mises à disposition en temps réel par le biais du portail Internet ou sous forme de bulletins hebdomadaires, mensuels, trimestriels ou semestriels qui passent en revue l'évolution des prix. Les usagers peuvent demander à être notifiés automatiquement de tout changement de prix par un message SMS sur leur téléphone portable. Les prix sont aussi publiés annuellement dans des répertoires.

Les pays membres de RESIMAO échangent des informations hebdomadaires sur les marchés par le biais de la plateforme Web. Grâce à une carte interactive, ils peuvent zoomer sur différents marchés régionaux ou nationaux et obtenir des informations sur les produits et les fluctuations de prix. N'hésitez pas à rendre visite au site Web RESIMAO : www.resimao.org.



Changement à la carte

Les approches induites par la demande et de bas en haut sont souvent les plus prometteuses en matière de développement, mais seulement si les organisations locales peuvent communiquer efficacement avec les pouvoirs publics, les décideurs et les organismes de recherche et développement. Toutes les questions ayant trait aux ressources ont des dimensions spatiales et c'est à ce niveau que les systèmes d'information géographique participatifs (SIGP) s'avèrent de précieux atouts. Les SIGP



Mieux s'occuper de ses oignons

Les oignons sont une denrée et une culture de rente répandue en Afrique centrale et occidentale et permettent aux petits paysans de gagner le revenu dont ils ont tant besoin. Le commerce d'oignons – et de tout un éventail de cultures de rente – pourrait être optimisé si les décideurs disposaient d'un meilleur accès à l'information et si l'information pertinente était conditionnée et diffusée d'une manière mieux adaptée. En collaboration avec la Conférence des ministres de l'agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CMA/AOC), le CTA tente d'améliorer cette situation en créant des observatoires régionaux pour les filières agricoles. L'objectif est de doper les échanges intra-régionaux en augmentant le volume de denrées négociées et en améliorant la compétitivité des produits transformés. L'initiative espère améliorer les politiques commerciales de la région mais elle entend aussi identifier et exploiter des opportunités d'échanges régionaux.

Le premier observatoire régional – l'Observatoire régional de l'oignon (ORO) – a été inauguré en mars 2005 à Niamey par le

ministre du Développement agricole du Niger, M. Labo Moussa. Il fournira des informations sur l'offre et la demande, les barrières non tarifaires, des faits utiles pour les actions de plaidoyer et de lobbying, des éléments qui déterminent la compétitivité de la filière et des documents pour satisfaire aux conditions réglementaires, douanières et commerciales. Cette information sera mise à la disposition des intervenants de la filière de l'oignon, depuis les paysans et négociants individuels jusqu'aux sociétés de transformation, en passant par les transporteurs, les exportateurs et les décideurs. Les informations seront présentées dans un format adapté aux différents publics.

Lors de la réunion inaugurale de l'ORO, les participants ont examiné le besoin de définir soigneusement l'information requise sans risquer d'entraîner une saturation. Le CMA-AOC a l'intention de s'appuyer sur l'expérience acquise pour créer une série d'observatoires pour d'autres filières.

Les jardins de l'espoir



Les participants au voyage d'étude s'entretiennent des avantages de l'agriculture urbaine

«Des milliers de sidéens et de pauvres des zones urbaines seront mieux nourris et auront une espérance de vie plus longue s'ils ont la chance de s'occuper d'un potager.» Ce commentaire a été formulé par un citadin d'Afrique du Sud lors d'une visite d'étude organisée par le CTA, le Réseau international des centres de ressources sur l'agriculture urbaine et la sécurité alimentaire (RUAF) et Abalimi Bezekhaya, une ONG sud-africaine. La visite d'étude a été organisée car l'agriculture

urbaine s'impose comme une réponse très attendue aux opportunités de marché créées par les populations urbaines croissantes et permet aux pauvres des zones urbaines et aux familles touchées par le VIH/sida qui n'ont pas de pouvoir d'achat de cultiver leurs propres denrées alimentaires.

Axée sur le thème de l'agriculture urbaine et du VIH/sida en Afrique du Sud, la visite d'étude a permis à 25 délégués d'organisations gouvernementales, d'ONG, de conseils municipaux, d'associations paysannes et d'instituts de recherche de rendre visite à 13 projets agricoles urbains. Parmi ceux-ci figuraient des jardins familiaux, communautaires et institutionnels (p. ex. ceux d'hôpitaux ou d'écoles) dans des quartiers pauvres de Johannesburg et du Cap.

Les participants ont conclu que l'agriculture en zones urbaines peut contribuer à une meilleure nutrition, augmenter les revenus des foyers, et améliorer l'espérance et la qualité de vie des sidéens. En outre, l'agriculture urbaine peut encourager les communautés à œuvrer ensemble pour inclure les groupes défavorisés malgré la honte sociale que constitue le VIH/sida. Ils recommandent que les autorités centrales et municipales, en consultation avec la société civile, passent en revue les politiques et réglementations existantes concernant l'agriculture urbaine et mettent en place un cadre politique qui la reconnaisse comme une pratique légitime dont le développement doit être encouragé. Le besoin de directives appropriées pour gérer la pratique et la conduite des activités agricoles urbaines a également été reconnu.

conjuguent une foule d'outils et méthodes de gestion de l'information géospatiale (p. ex. croquis, modèles à trois dimensions, photographies aériennes et imagerie par satellite), qui sont tous mis à la disposition des communautés locales. Cette approche permet de visualiser, de référencer dans l'espace et de conférer plus d'autorité au savoir autochtone, ce qui vient appuyer la communication avec les échelons supérieurs.

Mapping for Change est une conférence internationale sur l'information, la gestion et la communication spatiales participatives qui s'est tenue à Nairobi au Kenya, du 7 au 10 septembre 2005. Organisé par le CTA et d'autres partenaires du développement, l'événement a regroupé 155

participants issus de 45 pays. Avant la conférence, un stage SIGP a été organisé et financé par le CTA en collaboration avec l'Institut international pour la géo-informatique et l'observation de la Terre (ITC), Ermis-Africa et le Fonds Christensen. Parallèlement à la conférence, le CTA a publié un numéro spécial d'*ICT Update* sur les SIGP.

La même année, le CTA a appuyé un projet SIGP à Fidji, lequel a connu un tel succès en termes de sensibilisation de l'opinion qu'il a inspiré d'autres organisations à monter des initiatives semblables.

Séminaire 2005 du CTA – Lier les TIC à la sécurité alimentaire et nutritionnelle



Cérémonie d'ouverture du séminaire 2005 du CTA au Belize

En 2004, le CTA a proposé d'explorer la question de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) sous un nouvel angle : comment une meilleure gestion de l'information et de la communication pourrait-elle faire progresser la SAN dans les pays ACP ? Toutefois, les enjeux ne sont pas les mêmes d'une région à l'autre. Le Centre a donc décidé d'organiser trois séminaires, un en Afrique, un aux Caraïbes et le troisième dans le Pacifique, afin d'examiner le phénomène dans les différentes régions.

Le premier séminaire s'est déroulé à Maputo, au Mozambique (voir le rapport annuel 2004). Les séminaires des Caraïbes et du Pacifique se sont tenus respectivement au Belize et à Samoa en 2005. Tandis que le continent africain lutte pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ayant trait à la sécurité alimentaire, le problème auquel se heurtent la région des Caraïbes et celle du Pacifique est une tendance croissante à se détourner des denrées plus traditionnelles en faveur de produits de restauration rapide moins équilibrés d'un point

de vue diététique. Cela se traduit par un taux croissant d'obésité et par d'autres maladies liées au mode de vie.

En Afrique, les TIC sont surtout requises à des fins de diagnostic, pour servir de mécanisme d'alerte rapide et pour échanger des informations sur les prix, etc. Les besoins d'information des Caraïbes et du Pacifique sont plus axés sur la nécessité de comprendre les problèmes et enjeux sous-jacents et de sensibiliser l'opinion à la valeur nutritionnelle des denrées traditionnelles pour aider les gens à adopter des modes de vie plus sains. Il est aussi important de souligner les interactions entre agriculture, nutrition, santé et commerce afin de porter la question de la SAN à l'attention des décideurs.

Tous les participants des séminaires ont souligné le besoin d'une orientation politique plus ferme et de stratégies claires afin de concrétiser les projets SAN. Le CTA s'appuiera sur les recommandations et les conclusions recueillies à l'issue des trois séminaires afin d'élaborer un plan d'action qui permettra au Centre de travailler avec ses parties prenantes à la réduction de la pauvreté tout en donnant matière à réflexion et un accès à l'alimentation pour tous.

Les TIC au service de la SAN dans les Caraïbes

L'information sur le passé peut-elle aider à préparer l'avenir ? Le séminaire sur la SAN aux Caraïbes invitait les participants à des visites de terrain au cours desquelles ils ont découvert une pyramide d'un village maya, dont la population disparut mystérieusement il y a des siècles.



L'insécurité alimentaire est-elle à l'origine de cette disparition ? Nul ne saurait le dire mais des enseignements sur la sécurité alimentaire ont pu être glanés lors d'une autre escale de la visite de terrain – la communauté Mennonite, un groupe qui se suffit à lui-même en termes d'alimentation et qui a réussi à devenir un producteur mondial de haricots rouges et de niébé.

Entre l'échec d'une communauté et le succès d'une autre, il y a maintes leçons à apprendre, y compris l'identification d'une grande variété de besoins d'informations prioritaires dans le domaine de la SAN afin d'embrasser les intérêts de toutes les parties prenantes et de fournir les statistiques et informations requises pour une prise de décision efficace. En bref, les délégués ont reconnu que des informations suffisantes, opportunes et pertinentes peuvent aider les décideurs à concevoir des stratégies appropriées en matière d'alimentation, de prix et autres et ainsi contribuer à l'amélioration de la nutrition et de la santé de la population.

Les TIC au service de la SAN dans le Pacifique

Le troisième séminaire, organisé à Samoa, plaidait pour une meilleure promotion des denrées traditionnelles comme élément pivot de toute stratégie apte à aider les communautés à retrouver des régimes alimentaires plus sains. En explorant comment l'information et la communication pourraient contribuer à

cette démarche, les participants ont retenu l'utilisation de réseaux régionaux tels que des forums électroniques, des bases de données et des sites Web comme une approche utile. Ils ont aussi conclu qu'une meilleure information sur les arbres et cultures vivrières exotiques adaptés aux atolls peut encourager les insulaires à reprendre des habitudes alimentaires plus saines.

Mis à part une alimentation saine, les communautés du Pacifique ont besoin, pour améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'être mieux informées sur de nombreux sujets. Parmi les outils identifiés comme utiles au déploiement de cette campagne figuraient des posters, brochures, guides, visites d'étude, stages de formation, sans oublier bien sûr les TIC. Ainsi pourvues, les communautés du Pacifique seront mieux à même de cultiver et de consommer les aliments dont elles ont vraiment besoin et de tirer des revenus des cultures et des arbres locaux.

Cet atelier a identifié un grand éventail de besoins d'informations prioritaires en matière de SAN pour gagner l'intérêt des différentes parties prenantes (des décideurs et agents des pouvoirs publics aux ONG, en passant par le secteur privé, les médias, les producteurs et les consommateurs) et pour fournir les statistiques et les informations nécessaires à une prise de décision efficace dans ce secteur vital. Le séminaire a pris acte du besoin d'élaborer un document stratégique d'orientation à l'intention des décideurs et stratèges afin de souligner l'importance de la SAN dans les communautés de cette région ACP.



Debout : U. Klein Leugemors-Ezeunala, R. Obubo, M. Paauw. Assis : E. Kort-Nerinx, T. Doudet, A. Degrave. Absents : J. Francis, I. Tiemogo

Département Compétences et systèmes de gestion de l'information et de la communication (DCSGIC)

Pour renforcer les compétences des pays ACP en matière de gestion de l'information et de la communication (GIC) pour le développement agricole et rural, le DCSGIC du CTA leur offre la possibilité d'acquérir les connaissances nécessaires. Ce faisant, il contribue à améliorer les processus d'élaboration des politiques et de mise en œuvre des programmes à l'échelle locale et nationale, mais aussi à renforcer les

capacités à concevoir et utiliser des systèmes de GIC efficaces, à même d'améliorer l'accès à l'information et le flux de connaissances.

Les objectifs spécifiques du département sont les suivants :

- accroître la capacité des organisations ACP à acquérir, analyser, produire, présenter



et gérer l'information agricole et à utiliser efficacement les outils de communication ;

- renforcer leur capacité à élaborer et mettre en œuvre des stratégies et des services de GIC ;
- grâce à l'échange d'information, renforcer leur capacité à élaborer et mettre en œuvre des stratégies et politiques appropriées dans le domaine des sciences, des technologies et de l'innovation (ST&I).

Le programme du DCSGIC comporte trois volets principaux : la formation, l'aide aux organisations partenaires ACP locales et nationales, et l'appui aux stratégies de ST&I. Le but est d'aider les partenaires du CTA à :

- adopter des stratégies de GIC plus efficaces, faire un usage plus intensif des technologies de l'information et de la communication (TIC) et élaborer leurs propres outils de formation en vue d'améliorer la performance de leurs institutions ;

- créer des systèmes de GIC efficaces, reposant sur les canaux de communication classiques et numériques, grâce à des partenariats avec des ONG et des organisations des secteurs public et privé des pays ACP – partenariats qui devraient déboucher sur la mise en place de meilleurs services d'information et de communication pour la communauté agricole ;
- améliorer les stratégies et méthodologies de GIC permettant d'élaborer et de déployer des programmes et des politiques de ST&I propices à la transformation du secteur agricole.

L'objectif final est d'attirer l'attention sur l'importance de la GIC et des ST&I, d'améliorer l'élaboration des politiques et d'aider l'agriculture ACP à reposer davantage sur les connaissances.

Le rôle de l'information et de la communication dans le développement des communautés rurales

Si la technologie ne saurait suffire à résoudre les problèmes socio-économiques, l'accès aux TIC reste une condition *sine qua non* du développement économique et social. Toutefois, pour la plupart, les pays ACP n'ont pas été à même d'acquérir les technologies de l'information requises pour galvaniser leur développement économique.

Grâce à une panoplie de partenariats et de programmes, le DCSGIC progresse vers ses objectifs départementaux et s'efforce de

résoudre les défis qu'ils présentent dans le contexte des communautés rurales.

Le processus de développement

Le développement économique est le processus qui consiste à améliorer le bien-être des habitants d'un pays en augmentant la capacité nationale à générer des richesses. Ce processus nécessite une armature juridique et institutionnelle qui offre des incitations à l'innovation et à l'investissement.



D'après le Rapport Brundtland, publié en 1987 par les Nations Unies, le développement durable est "un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs". Un objectif primordial du développement durable est de surmonter les problèmes liés à la détérioration de l'environnement.

Le développement rural et la communication

Voilà plus de trente ans que le développement rural présente un défi colossal pour le monde développé et les pays en développement.

Selon des estimations de la Banque mondiale, 1,2 milliard de gens vivent encore dans une extrême pauvreté avec moins d'un \$US par jour (soit environ 0,80 €) et bien d'autres ont un accès limité à des produits et services de

première nécessité. Environ 75 % des pauvres vivent en zones rurales.

De plus en plus, les communautés des zones rurales et urbaines souhaitent connaître les décisions qui sont prises en leur nom. Elles veulent également participer au processus de prise de décision pour le développement, aussi bien durant l'identification et l'élaboration d'un projet que lors de sa mise en œuvre. Un programme de communication stratégique peut habiliter les communautés à s'impliquer, car il encourage la conception et la création d'outils qui facilitent la consultation et la participation de toutes les parties prenantes.

Le processus de communication pour le développement s'efforce de diffuser des informations à propos, exactes et actualisées à des acteurs spécifiques, au grand public et surtout à des parties prenantes des zones rurales ; il souhaite aussi sensibiliser l'opinion aux questions ayant trait au développement et intégrer la communication et la gestion du savoir dans les approches de développement.



Des chansons et des danses locales peuvent servir à diffuser l'information au sein des communautés



Information et création d'actifs dans les communautés rurales

L'entreprise humaine dépend dans une large mesure du pouvoir de l'information. Entre 1997 et 2003, la Banque mondiale a consacré environ 220 millions \$US (environ 176 millions €) à des initiatives de partage des connaissances.

De meilleurs systèmes de communication peuvent aider les communautés rurales à accéder à des informations pertinentes et opportunes sur le développement agricole et rural et avoir un impact déterminant sur la production agricole et la sécurité alimentaire. L'essor spectaculaire de diverses formes d'outils de communication électronique a engendré des opportunités inégalées de partage et de diffusion des connaissances et de l'information entre décideurs, agents du développement, paysans et autres entrepreneurs ruraux.

Ainsi, les TIC peuvent fournir aux agents du développement des données pertinentes sur les politiques et services du gouvernement, les marchés et les prix ainsi que les nouvelles technologies. Elles peuvent aussi fournir aux paysans des informations opportunes concernant les conditions météorologiques et les paramètres de production agricole et d'élevage.

Toutefois, la répartition des TIC à travers le monde est inégale, aux dépens des pays ACP, qui se trouvent pour la plupart du mauvais côté d'un phénomène souvent appelé «fracture numérique». S'il existe une corrélation positive entre l'utilisation des TIC et les gains économiques, la fracture numérique croissante ne peut qu'exacerber le schisme socio-économique actuel entre le monde industrialisé et les pays en développement.

Jeffrey D. Sachs, Conseiller spécial pour les OMD auprès de Kofi Annan, Secrétaire

Général des Nations unies décrit la situation avec beaucoup d'à-propos lorsqu'il remarque : «Le monde actuel est divisé non par l'idéologie mais par la technologie. Une petite partie de la planète, où réside 15 pour cent environ de la population mondiale, est à l'origine de la quasi-totalité des innovations technologiques. Une autre partie, représentant peut-être la moitié de la population mondiale, est capable d'adapter ces technologies à sa production et à sa consommation. Le reste du monde, soit le tiers de la population mondiale, est hors du circuit technologique, et n'innove pas plus qu'il n'adopte les technologies étrangères.»



Renverser les rôles : les chercheurs tirent des enseignements des producteurs

C'est en raison de l'immense potentiel des technologies de l'information comme catalyseur du processus de développement que les Nations Unies ont spécialement inclus des dispositions s'y rapportant dans les OMD : "Objectif 8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement." Et sa cible : "En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, soient accordés à tous."

Les TIC dans le contexte rural actuel des pays ACP

L'état des TIC dans les pays ACP pose un grand défi pour le CTA dans sa quête d'amélioration de l'information et de la communication dans ces pays. Une récente étude du CTA sur l'utilisation des TIC en Afrique révélait que des pays d'Afrique australe et de l'Est sont gravement bridés dans leur aptitude à promouvoir le flux de l'information.

Les résultats du rapport d'avancement sur les OMD brossent un tableau analogue. Sachant que ce sont les statistiques de ce rapport qui servent d'aune aux perspectives de ces pays, il est clair que le CTA a devant lui une tâche fort impressionnante.

L'objectif I des OMD est de «réduire l'extrême pauvreté et la faim», sa cible étant de «réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour». L'indicateur clé de cette cible est le pourcentage de la population ayant moins de 1 \$US (0,80 €) par jour à parité de pouvoir d'achat (PPA). Pour cet indicateur, les chiffres du rapport pour les pays ACP sont de 46,4 % pour l'Afrique sub-saharienne¹, 9,5 % pour l'Amérique latine et les Caraïbes et 10,2 % pour l'Asie du Sud-Est et l'Océanie. La situation de l'Afrique sub-saharienne est encore plus critique lorsque l'on considère que ces dernières années, elle s'est dégradée alors qu'elle s'est améliorée dans les deux autres régions.

Sans une diminution raisonnable du niveau de pauvreté, la capacité des pauvres à acquérir et à utiliser les TIC se trouve fortement entravée.

Un autre objectif de développement crucial duquel dépend l'utilisation des TIC est le niveau d'alphabétisation. L'OMD 3 vise à «Assurer l'éducation primaire pour tous». Une éducation élémentaire est la condition *sine qua non* de l'utilisation des TIC. Toutefois les

rapports concernant les taux de scolarisation et d'alphabétisation pour les 15 à 24 ans montrent que l'Afrique est à la traîne². Alors que la moyenne mondiale pour la scolarisation au niveau primaire était de 84,2 % en 2001-02, le chiffre avancé pour l'Afrique sub-saharienne faisait 62,2 % cette année-là.

Comme indiqué plus haut, les TIC sont expressément mentionnées au titre de l'OMD 8 dont la cible est de mettre les avantages des nouvelles technologies à la disposition de tout un chacun.

Toutefois, les faibles taux d'alphabétisation et de scolarisation font que même si les TIC sont accordées à tous, elles resteront inaccessibles à certaines sections de la population, notamment les pauvres des zones rurales. Les indicateurs de la cible 18 (téléphones, ordinateurs personnels et usage de l'Internet) font ressortir un très faible niveau de réalisation de cet objectif, notamment en Afrique, la plus large région d'intervention du CTA.



Partage de connaissances dans un environnement communautaire



L'obligation de renforcement des capacités du CTA

Pour promouvoir le partage et la diffusion des technologies, le CTA a pour mission d'accroître l'accessibilité de l'information et sa visibilité dans l'ensemble des régions ACP ; par ce biais, il renforce la capacité des organismes ACP à générer et gérer l'information et à élaborer leurs propres stratégies de gestion de l'information.

Les efforts déployés pour remplir cette mission sont bridés par certaines contraintes, comme l'a observé le Dr Monty Jones, secrétaire exécutif du Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA), dans son discours à l'occasion du 20^{ème} anniversaire du CTA. Les plus marquantes de ces contraintes sont la modicité du contenu numérique, les infrastructures insuffisantes, le cadre politique des TIC fragile voire inexistant, la précarité du système national d'information agricole, un manque de coordination des efforts au niveau national et une connectivité médiocre et prohibitive.

Néanmoins, le CTA entreprend diverses activités dans le cadre de son programme de renforcement des capacités pour encourager et faciliter le partage des connaissances. Ces activités sont assurées par le biais des sous-programmes chargés des sciences, des technologies et de l'innovation (ST&I), des partenariats locaux et nationaux et des initiatives de formation.

Soutenir l'innovation

Le sous-programme ST&I entreprend différentes activités de transfert des connaissances qu'il promeut par le biais d'un portail Web dédié, appelé *Connaissances pour le développement*, lui-même relié à la page d'accueil du CTA.

Une innovation intéressante dans le partage des connaissances concerne un recentrage



2^{ème} édition
du bulletin
*Connaissances
pour le
développement*,
une publication
du sous-
programme ST&I

du paradigme classique de transfert des technologies. Le plus souvent, les chercheurs développent de nouvelles technologies agricoles, les testent en laboratoire et les communiquent à des vulgarisateurs chargés de les diffuser aux paysans. Les paysans pèsent alors le pour et le contre de ces nouveautés, vérifient leur validité technique et leur efficacité économique et choisissent de les adopter ou de les rejeter.

La nouvelle approche encourage les chercheurs à se pencher d'abord sur les techniques testées par les paysans et à se servir du résultat de ces études comme point de départ de travaux de recherche et développement entrepris en station conjointement par des paysans et des chercheurs. Immanquablement, les chercheurs en viennent très vite à apprécier et à admirer la profusion de connaissances et de compétences accumulées par les pionniers paysans.

En collaboration avec le Centre pour la coopération internationale de l'université libre d'Amsterdam et des organisations nationales, le

CTA a organisé trois ateliers intitulés «Expériences et innovation agricole/Réduire l'écart dans le système agricole, de science, de technologie et d'innovation». Ces ateliers ont eu lieu en Jamaïque, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et au Sénégal. L'innovation paysanne continue à contribuer à la croissance et au développement agricoles.

Partenariat pour l'information

Le sous-programme du CTA sur les partenariats nationaux et locaux monte des projets avec des partenaires afin de renforcer leurs activités de communications et leur base d'information. L'un de ces projets est réalisé en association avec MARAPA, une ONG des îles de Sao-Tomé et Principe, au large des côtes africaines occidentales, qui travaille sur l'environnement et dont l'objectif est de sensibiliser les communautés locales au besoin de protéger les écosystèmes côtiers.

Le sous-programme travaille aussi à la création de centres d'information de village avec l'Association nationale des organisations professionnelles agricoles de Côte d'Ivoire (ANOPACI) ; à la mise en place de bibliothèques de village avec l'Institut africain pour le développement économique et social (INADES) au Burkina Faso ; au renforcement des outils et canaux d'information avec le Réseau pour l'émancipation des paysannes (WOFAN) au Nigeria ; et à la construction de centres ruraux d'information agricole avec l'Association villageoise pour le développement local (AVIDEL) au Burundi. Au Cameroun, l'accent est mis sur la gestion des informations relatives à l'environnement en association avec l'Unité Nationale de gestion et de coordination (UNGC).

Formation et apprentissage local

Le sous-programme de formation s'investit dans plusieurs activités qui optimisent la capacité des institutions ACP à produire, partager et diffuser



Recueillir des informations directement sur le marché

les connaissances, au moyen de formation autour de thèmes liés à la GIC.

Le sous-programme de formation a aussi appuyé l'apprentissage local pour les paysans d'Afrique de l'Est par le biais d'une plateforme Internet. L'apprentissage local repose sur des flux d'information rapides et fréquents au sein des groupes de paysans et entre eux et aussi entre ces groupes et leurs prestataires locaux. L'accent est mis sur la communication horizontale, sans flux hiérarchiques de haut en bas, car l'essentiel de l'information au niveau national et international manque de pertinence pour les communautés locales.

Les paysans discutent de leurs problèmes et mettent en commun leurs idées : ils parlent de choses concrètes et pratiques p. ex. comment commercialiser tel ou tel produit ou comment obtenir un micro-crédit pour une entreprise. Ils font part de leurs exigences de service à des fournisseurs et reçoivent des conseils sur la procédure à suivre.

Le CTA forme aussi des partenariats et élabore du matériel de formation au format électronique



pour transmettre à sa clientèle des produits qui renforcent les capacités d'information et de communication des pays ACP.

Perspectives

Les travaux de GIC entrepris par le CTA font vraiment la différence. Toutefois, compte tenu des contraintes qui ont été constatées dans la réalisation des OMD et du fait que ces objectifs serviront d'armature aux travaux du CTA dans ces pays, il faudra plus de temps pour les réaliser dans nos communautés rurales.

Notes

1. Les informations concernant les OMD sont tirées du Rapport 2004 des Nations unies sur les objectifs du Millénaire pour le développement (www.un.org/millenniumgoals/ accédé le 6 octobre 2005). Les informations concernant la pauvreté rurale et le développement sont tirées du Réseau mondial de formation pour le développement de la Banque mondiale (www.gdln.org accédé le 5 octobre 2005).
2. La moyenne des taux d'alphabétisation était de 87,3 % à l'échelle mondiale entre 2000 et 2004 mais de 74 % seulement pour l'Afrique sub-saharienne (pour en savoir plus, consulter les données du site http://unstats.un.org/unsd/mi/mi_worldregn.asp accédé le 5 octobre 2005).

Le lecteur trouvera un complément d'information dans :

Campbell, D. 2001. "La fracture numérique peut-elle être réduite ?". *Revue internationale de travail*, Vol. 140, no. 2.

Castells, M. Septembre 1999. *Information Technology, Globalization and Social Development*. UNRISD Discussion Paper No. 114 (www.unrisd.org accédé le 4 octobre 2005).



Exploiter au mieux les systèmes d'information de marché



Mieux connaître l'information de marché

Cela fait dix ans que le CTA contribue à la promotion de systèmes d'information sur les marchés (SIM) efficaces. Après mûre réflexion, nous avons décidé que la meilleure façon de procéder était d'organiser des formations en partenariat avec des organismes régionaux et nationaux.

Nous avons commencé par un atelier de formation à Nairobi en 2002 organisé en association avec FOODNET, avec le concours de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de la Bourse des produits agricoles du Kenya (KACE). Ensuite, nous avons mis sur pied une série de cours en Afrique de l'Ouest en 2003-04 en collaboration avec l'Institut international de l'agriculture tropicale (IITA) et la Centre international pour la fertilité du sol et le développement agricole (IFDC-Afrique). Les participants étaient issus des secteurs public et privé et travaillaient déjà à la vulgarisation des SIM dans leur pays d'origine. Parmi eux figuraient des représentants d'organismes SIM, d'associations de paysans et de médias. En 2005, un stage analogue a été réalisé dans le Pacifique Sud afin d'inciter les agents des ministères de l'agriculture et d'autres organismes publics ou privés à soutenir le développement des SIM.

Le principal objectif des stages était de renforcer la capacité des institutions publiques ou privées à se procurer ou à produire des informations de marché, en les incitant à monter de nouveaux SIM ou à perfectionner les SIM existants. Les stages se sont aussi penchés sur certains points faibles, tels que le manque de compétences dans l'utilisation de logiciels de traitement des données adaptés.

En 2005, notre initiative de formation a été galvanisée lorsque l'IFDC a été désignée par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) pour organiser et coordonner le projet Réseau régional de systèmes d'information de marché et de commerce agricole en Afrique de l'Ouest (MISTOWA). Ce projet vise à accroître le commerce agricole régional et à promouvoir la sécurité alimentaire en reliant les différents SIM régionaux existants, pour améliorer leurs performances et les rendre plus accessibles aux producteurs et négociants. Un autre objectif est d'accroître le nombre et l'efficacité des associations régionales de négociants et de producteurs.

Les paysannes prennent la parole

En 2002, le CTA a commencé à travailler avec le Réseau pour l'émancipation des paysannes (WOFAN), une ONG du Nigeria. Le projet visait à habiliter les paysannes des zones rurales en dispensant des connaissances et des programmes éducatifs par le biais d'émissions radio. Le programme hebdomadaire, *Guntun gatarinka* ("autonomie" en hausa), permet aux populations locales de se faire entendre et il s'est avéré très porteur pour la diffusion et le partage des connaissances. Les femmes qui ont pris part aux programmes remarquent qu'elles jouissent d'une meilleure image auprès de leur communauté, qu'elles ont plus confiance en elles et osent davantage donner leur avis. Les programmes ont dynamisé l'interaction entre les membres de la communauté mais aussi entre paysans et agents du gouvernement. Ils permettent également la diffusion des pratiques culturelles.

Parmi les sujets traités figurent l'entreposage et la conservation des aliments, l'utilisation saine de pesticides, la conservation du bois de chauffage et l'importance de la plantation d'arbres.

Rien qu'en trois ans, le programme s'est propagé comme une traînée de poudre, passant de 4 à un total de 15 communautés dans l'état de Kano. Aujourd'hui, l'information est diffusée à la télé, à la radio et par le biais de bulletins publiés en hausa et en anglais. Des vulgarisateurs ont mis à profit les connaissances acquises lors des émissions pour perfectionner leurs méthodes de formation. Outre la fourniture d'informations sur des questions agricoles, les programmes examinent les besoins d'alphabétisation et le bien-fondé des décisions politiques. Bien que les femmes soient le premier groupe ciblé, la conception et la mise en œuvre de l'initiative englobent le renforcement des capacités communautaires et des services sont donc offerts à tous.

S'appuyer sur les connaissances paysannes à Madagascar

Le Bureau de liaison des centres de formation rurale (BIMTT) est un réseau regroupant 76 centres spécialisés dans l'accompagnement de groupes, la formation et les services d'information dans les zones rurales malgaches. Depuis plus de trente ans, le BIMTT a amassé des myriades de connaissances dans le domaine du développement agricole, de la sensibilisation du public et de la formation. Le CTA travaille à présent avec ce réseau pour l'aider à réaliser ses objectifs de communication, y compris la diffusion de connaissances techniques sur les produits agricoles et d'élevage et la gestion des ressources naturelles. Le réseau publie un bulletin bimensuel et des fiches techniques que ses membres distribuent aux communautés rurales.

Un élément important de la stratégie du BIMTT est la préservation du savoir local traditionnel, ressource riche et variée, facilement accessible et indissociable du tissu culturel local. Le BIMTT encourage les chercheurs et les techniciens à tenir compte du savoir local dans le cadre d'une approche participative du développement. Ceci permet d'adopter plus



Nouvelles notes d'orientation

Le 11 novembre 2005, lors de sa 4^{ème} réunion, le Comité consultatif sur les sciences et technologies pour le développement agricole et rural des pays ACP a approuvé deux notes d'orientation : «Maîtriser la biodiversité pour un développement durable» et «La région ACP doit maîtriser la biotechnologie pour un avenir meilleur». Le chemin parcouru pour arriver jusque-là était hors du commun et le CTA a joué un rôle décisif dans la réussite de l'entreprise.

Le CTA a animé des dialogues régionaux entre experts en biotechnologie des pays ACP et il leur a apporté son concours pour qu'ils puissent participer à des tribunes internationales. Là des experts de chaque région se sont réunis pour discuter des principaux enjeux S&T ayant une incidence sur l'agriculture et le développement rural et nécessitant une intervention politique urgente. Il s'ensuivit une réunion à Wageningen en avril 2005, au cours de laquelle les chercheurs et les décideurs ACP, en collaboration avec d'éminents experts en politiques et spécialistes des biotechnologies d'Afrique et de l'UE, se lancèrent dans la rédaction des notes d'orientation.

Les avant-projets furent ensuite soumis à un laborieux processus de consultation avec les parties prenantes au niveau national avant d'être finalisés et soumis à l'approbation du Comité consultatif en novembre 2005.



Participants à la 4^{ème} réunion du Comité consultatif sur les sciences et technologies qui s'est tenue au CTA

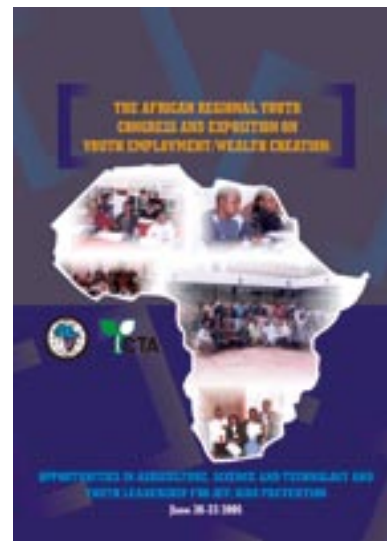
facilement les innovations techniques et donne naissance à des solutions qui cadrent bien avec les circonstances économiques des paysans.

Le réseau veille également à ce que les communautés rurales soient informées des risques que présentent certaines pratiques agricoles, notamment l'usage de pesticides. Les usagers ruraux sont souvent mal informés quant aux bonnes conditions d'emploi du produit et aux risques associés et les gens peuvent se trouver intoxiqués et l'environnement contaminé. Pour résoudre le manque d'information et présenter d'autres options aux paysans, le BIMTT a recours à des supports d'information accrocheurs et attrayants, tels que des agendas et des calendriers agricoles, produits à Madagascar.

Le BIMTT utilise aussi d'autres médias. Ainsi, la radio permet une large diffusion de l'information dans les zones rurales. Les pièces de théâtre montées dans les villages peuvent également avoir un impact ciblé non négligeable. Les pièces traitent d'enjeux locaux et sont réalisées dans la langue locale par des marionnettistes professionnels et des troupes folkloriques.

Renforcement des liens

Tous les pays disposent d'un système de sciences, technologies et innovation agricoles (ASTI), qui regroupe un brassage complexe d'acteurs. S'il existe de bonnes interactions entre les différentes parties prenantes, le pays devrait être en mesure de répondre aux défis que pose la satisfaction des objectifs de sécurité alimentaire et rester compétitif sur les marchés nationaux, régionaux et internationaux. Toutefois, dans plusieurs pays ACP, le système ASTI ne fonctionne pas efficacement. En 2005, le CTA a entamé un programme de renforcement des capacités : il s'agit d'analyser le système ASTI et de renforcer les liens entre décideurs, chercheurs, paysans et autres entrepreneurs et parties prenantes de la chaîne agroalimentaire.



L'initiative a été lancée en avril lors d'une assemblée de chercheurs ACP aux Pays-Bas. Les participants ont appris à rédiger des notes d'orientation susceptibles d'influencer la prise de décision sur des questions scientifiques et technologiques émergentes. Ils ont également préparé deux notes d'orientation ACP largement diffusées (voir ci-contre).

L'étape suivante a consisté à organiser des ateliers avec des représentants de la chaîne en Jamaïque, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et au Sénégal. Les ateliers visaient à renforcer les capacités à identifier et analyser les expériences et les innovations des paysans. Les participants ont ensuite réalisé une étude de cas dans chaque pays, dans le but de documenter les innovations paysannes et de porter les résultats à l'attention des décideurs et autres parties prenantes.

Une autre faiblesse dans certains systèmes ASTI des pays ACP s'explique par des ordres du jour de recherche agricole isolés des besoins des producteurs. Pour se pencher sur ce problème, le projet a organisé une autre série d'ateliers avec des représentants des principales parties prenantes dans l'industrie floricole au Kenya et le secteur du manioc au Cameroun. Les ateliers entendaient identifier les besoins de recherche et élaborer des plans pour y répondre. Les participants ont également réfléchi à la façon de travailler avec les décideurs afin d'appuyer la croissance de l'industrie. Ils ont ensuite réalisé des études de cas et présenté leurs conclusions aux décideurs et autres parties prenantes.

Ce projet, de même que d'autres initiatives du CTA conçues pour renforcer les interactions et nourrir un dialogue pour l'orientation de la science, la technologie et l'innovation au profit de l'agriculture et du développement rural dans les pays ACP, est décrit sur le site Web du CTA (<http://knowledge.cta.int/>).



Debout : C. Webster, L. Visser-Mabogunje. Assis : I. Khadar, D. Kleinbussink. Absents : V. Fautrel, É. Baillais

Planification et services communs (P&SC)

Ce département a été créé dans le but d'améliorer la qualité, l'efficacité et la cohérence des programmes opérationnels du CTA. Il est responsable des tâches suivantes :

1. observer l'environnement du CTA afin d'identifier les nouveaux thèmes et tendances, et de formuler des propositions quant au moyen de les intégrer dans les projets et activités du Centre ;
2. préparer des directives concernant la planification, la gestion et le contrôle des activités du CTA, y compris la mise au point d'indicateurs de suivi des programmes ;
3. faire des propositions pour améliorer la coordination, l'intégration et la cohérence des activités du CTA ;
4. coordonner la préparation des documents et l'assistance nécessaires à la tenue des réunions du Comité consultatif ;
5. coordonner la coopération avec d'autres organisations (notamment les organismes ACP et UE et l'antenne CTA de Bruxelles) ;



6. préparer et superviser les évaluations systématiques des programmes et surveiller l'application des résultats d'évaluation ;
7. coordonner et gérer les systèmes informatiques, les réseaux et les bases de données du CTA.

Le département P&SC met en œuvre un programme annuel d'activités et un certain nombre de services d'appui. Ceux-ci sont regroupés en quatre pôles principaux :

- l'analyse socio-économique et la sensibilisation, (tâche 1 en rapport avec l'examen de l'incidence de questions transversales comme le genre, le capital social, les TIC et les jeunes et les thèmes spéciaux de développement chers au CTA) ;
- l'appui de la gestion des cycles de projet du CTA (tâches 2, 3, 4 et 5) ;

- l'évaluation des performances et de l'impact (tâche 6) ;
- les systèmes informatiques internes du CTA (tâche 7).

Les activités d'analyse socio-économique et de sensibilisation sont menées en collaboration avec des institutions spécialisées, qui entreprennent des recherches sur des sujets ayant trait aux questions transversales et au développement agricole des pays ACP. Quant aux trois autres points, le CTA fait appel à son expertise en interne ainsi qu'à des consultants extérieurs pour les mener à bien.

En 2005, le département P&SC s'est vu confier la coordination des activités centrales, notamment l'amélioration du système de gestion des contrats du Centre et la gestion du Comité des programmes, chargé de conseiller le Directeur quant aux mérites des projets candidats au soutien technique et financier du CTA.

Jongler entre besoins et stratégie : à l'écoute des parties prenantes

En sa qualité de prestataire de services de gestion de l'information et de la communication (GIC)¹ pour le développement agricole et rural dans les pays ACP, le CTA doit préserver un équilibre savant entre une démarche pilotée par la demande et une approche proactive dans ses opérations. Cet exploit d'équilibriste peut présenter un dilemme, dont l'importance a été soulignée dans un rapport d'évaluation préparé pour le Centre par Oxford Policy Management

(OPM)² en mai 2000, qui exhortait le CTA à faire un choix stratégique entre «définir son ordre du jour» et «réagir à la demande».

Le Plan stratégique et cadre d'action 2001–2005 du CTA veille à équilibrer le besoin de répondre aux demandes des parties prenantes, partenaires et bénéficiaires du CTA avec les avantages potentiels à long terme que recèle l'élaboration de programmes qui anticipent la demande et les besoins futurs.



Une étape importante dans la poursuite de cette stratégie modifiée a été la création en 2002 d'un département central, Planification et services communs (P&SC), chargé, entre autres, de "surveiller l'environnement du CTA afin d'identifier les nouveaux thèmes et tendances et formuler des propositions visant à les intégrer dans les projets et services du CTA, selon les besoins"³.

Le P&SC a entrepris de nombreuses études et organisé diverses consultations d'experts (évoquées dans les rapports annuels antérieurs du CTA⁴) qui ont contribué à :

- la création du portail *Agritrade* ;
- la sensibilisation du personnel CTA à différents thèmes de développement ;
- l'élaboration d'une stratégie en matière de genre pour le Centre ;
- l'obtention d'informations pertinentes pour préparer diverses stratégies.

Ces études et consultations ont contribué à mettre en valeur et à renforcer le recentrage du CTA vers une démarche plus proactive à moyen terme. Toutefois, sa stratégie à plus

long terme sera étayée par une évaluation continue et de grande envergure des besoins des pays ACP. Le coup d'envoi de l'évaluation des besoins nationaux a été donné dans la région Pacifique en 2003, suivi en 2004 d'une série d'études analogues dans la région des Caraïbes et étendue, en 2005, à six pays d'Afrique en situation d'après conflit. Le présent article se concentre sur les enseignements tirés de cet exercice à ce jour.

L'approche du CTA en matière d'évaluation des besoins

L'évaluation des besoins est décrite comme «un outil d'aide à la décision pour la planification de l'allocation des ressources». Elle implique la collecte et l'analyse des informations sur une organisation, son milieu, ses capacités, ses problèmes et les solutions possibles⁵.

Le CTA a entamé son programme d'évaluation des besoins nationaux en organisant des consultations poussées avec les responsables et les coordinateurs de projet du CTA qui ont permis de rédiger le cahier des charges pour veiller à ce que les études répondent aux attentes des opérations du CTA de façon aussi rentable et performante que possible. La méthodologie adoptée, de type "évaluation rapide", est décrite ci-dessous.

Objectifs

Les études visaient à :

- identifier les besoins d'information agricole des principaux intervenants/bénéficiaires des produits et services du CTA ;
- identifier les besoins de renforcement des capacités des acteurs/bénéficiaires potentiels des activités et des services du



Le portail *Agritrade*



CTA en matière de gestion de l'information et de la communication ;

- identifier des partenaires/bénéficiaires susceptibles d'être intéressés par les activités et services du CTA ;
- collecter "des données de base" sur les infrastructures GIC et TIC existantes afin de faciliter les activités de suivi ultérieures.

Méthodologie

Des consultants locaux ont été recrutés dans les pays retenus et des coordinateurs régionaux ont été désignés pour les Caraïbes et pour le Pacifique. (Une méthodologie analogue fut adoptée pour l'Afrique, mais là, les activités 2005 se sont concentrées sur les préparatifs de la procédure d'appel d'offres et sur la nomination des consultants. Les études proprement dites démarreront en 2006.)

Des sessions d'information ont été organisées avec les consultants, lesquels ont ensuite :

- entrepris un tour d'horizon de la littérature et de l'information disponibles afin de dresser le profil du pays (sur la base des données économiques et sociales) et pour cerner puis sélectionner des institutions clés dans l'agriculture et le développement rural ;
- mené des interviews avec les parties prenantes concernées auprès des institutions et organisations recensées et organisé d'éventuelles discussions de groupe ;
- complété leur enquête par des questionnaires et, parfois, des interviews téléphoniques.

Pays couverts et rapports achevés

Les études menées dans les Caraïbes et le Pacifique ont été achevées entre 2003 et 2005. Les pays concernés sont repris dans le tableau ci-dessous :

| Evaluation des besoins nationaux | | |
|---|--|--|
| Période de réalisation | Région | Pays |
| 2003-2005 | Pacifique | îles Cook, Fidji, République des îles Marshall, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, îles Salomon, Samoa, Tonga |
| 2004-2005 | Caraïbes | Antigua et Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Guyana, Jamaïque, Sainte-Lucie, Saint-Christophe et Nevis, Saint-Vincent et les Grenadines, Suriname, Trinité et Tobago |
| 2006 | États d'Afrique en situation post-conflit* | Angola, Érythrée, Guinée-Bissau, Mozambique, Rwanda, Sierra Leone |
| * L'accent est mis sur l'élaboration d'une stratégie et d'une approche officielles du CTA qui sachent répondre aux besoins spécifiques des pays en situation d'après conflit. | | |



Principales conclusions des évaluations des besoins nationaux⁶

Bien que les études aient été menées dans des pays pluriculturels et géographiquement variés à différents stades de développement et qui avaient chacun leurs problèmes propres, un certain nombre d'enjeux importants ont été signalés comme étant communs à tous, à divers degrés.

Les rapports ont révélé un vaste ensemble de préoccupations et des messages particulièrement pertinents pour les activités du CTA, à savoir :

- Le CTA doit travailler avec de nouveaux partenaires identifiés par les consultants sur la base des critères de sélection du CTA ;
- Le CTA doit se faire mieux connaître et promouvoir ses services moins connus ;
- Le CTA doit organiser davantage de formation GIC à l'intention des institutions de développement agricole et rural ;

- Il est demandé au CTA plus de publications et des séminaires sur des thèmes supplémentaires.

Les rapports ont aussi identifié des enjeux qui ne sont pas étrangers aux travaux du CTA mais ne correspondent qu'à une fraction de son portefeuille de projets. Ils ont trait aux besoins nationaux et régionaux qui nécessitent la participation concertée des gouvernements, des agences régionales et multilatérales. Citons quatre préoccupations GIC de cet ordre :

i. L'absence d'une politique générale nationale d'information agricole et de stratégie informationnelle associée

Il faut une politique nationale détaillée pour renforcer les capacités du personnel chargé de l'information et une structure nationale transparente capable de nouer des liens et de représenter des circuits de communication efficaces entre les organisations. Globalement, la politique nationale devrait guider les processus nationaux et institutionnels de gestion de l'information. De même, elle devrait fournir une opportunité de dialogue à différents niveaux afin d'identifier les utilisateurs et leurs besoins propres, de recenser les options techniques, de déterminer les rôles des différentes institutions et de créer un soutien en faveur de la politique.

En outre, les gouvernements ACP devraient être incités à apprécier le potentiel des TIC comme outil de promotion de l'éducation et de la recherche. Pour ce faire, la politique de télécommunication, le cadre réglementaire et les questions liées aux usagers doivent être examinés.

ii. Médiocrité du réseau interne pour l'adaptation, la diffusion et l'échange d'informations

Les services d'information du secteur agricole ont été perçus comme étant fragmentés, mal gérés et administrés en vase clos. Quand il arrive que des informations soient disponibles,



Élevage en Zambie : une précieuse ressource pour les communautés rurales
Godfrey Chitalu



elles atteignent rarement ceux qui en ont besoin, qui ne savent pas où la trouver. Souvent l'information disponible n'a pas été adaptée à des programmes spécifiques car les besoins culturels et le contexte local n'ont pas été pris en compte.

Il faut un effort concerté de la part des institutions et des organisations pour former des "comptoirs de l'information" afin de mieux partager les ressources. Plus d'efforts devraient être consentis pour mieux exploiter les canaux d'information existants afin d'appuyer la diffusion de l'information dans les zones rurales. Il faut des mécanismes efficaces pour que tous aient accès à l'information disponible. La création d'un système intégré d'information agricole, comme c'est le cas en Papouasie-Nouvelle-Guinée, est une solution possible. De surcroît, les institutions et les organisations ont besoin de collaborer au développement de solutions et de réseaux informatiques à faibles coûts susceptibles d'optimiser les ressources et de stimuler la collaboration entre les différentes parties prenantes du secteur du développement agricole et rural.

iii. Médiocrité des infrastructures d'information

De graves carences ont été observées dans la GIC, notamment le manque de ressources humaines, de matériels et logiciels informatiques et/ou d'appuis financiers. Si certaines institutions présentaient quelques capacités de GIC, dans bien d'autres, aucun personnel n'était affecté à la GIC. Dans d'autres cas, bien que le personnel soit techniquement compétent dans certaines applications TIC, il lui manquait une formation en GIC. Les institutions ont aussi été jugées manquer de capacités pour poursuivre le développement et la maintenance des sites Web, de sorte que ces sites ne débouchent que sur peu ou pas d'échanges d'information.



La récolte d'arachide en Zambie. Les besoins d'information de communautés comme celles-ci ont été identifiés grâce à l'exercice d'évaluation des besoins du P&SC

Godfrey Chitalu

iv. Besoin de sensibiliser les principales parties prenantes du développement agricole et rural

Il faut sensibiliser toutes les parties prenantes du développement agricole et rural de façon à ce qu'elles reconnaissent le rôle pivot de l'information pour la planification des politiques et la mise en œuvre des programmes de travail. Il faut aussi augmenter la visibilité de l'information.

L'évaluation a également souligné l'importance que revêt l'information des parties prenantes sur les produits et services du CTA et ceux d'autres institutions et organisations qui s'inscrivent en complément de ceux du CTA. Des ateliers pratiques et la publication d'études de cas ont été recommandés.

Implications pour le CTA

Les résultats des études d'évaluation des besoins montrent que le CTA devrait

continuer de renforcer son rôle dans la GIC au sein du développement agricole et rural. Si les conclusions mettent l'accent sur de nombreux centres d'intérêt qui cadrent avec le programme de travail actuel du CTA, elles ont aussi abordé des questions qui posent des défis supplémentaires au Centre.

Le premier d'entre eux découle de la recommandation de l'étude invitant le CTA à soutenir la création de politiques nationales d'information agricole et des stratégies d'information associées. Cette recommandation entraîne le Centre en terres inconnues et exige qu'il apporte des changements radicaux à son portefeuille de projets et à sa panoplie de talents.

Deuxièmement, la très grande majorité des réactions aux évaluations des besoins nationaux plaident pour des investissements massifs de la part du CTA dans le développement institutionnel, afin d'accroître les capacités et les aptitudes des organisations en matière de GIC et de TIC. Cette optique marque un vif contraste avec les pressions croissantes exercées sur le Centre par ses organes de tutelle et autres parties prenantes politiques pour que le CTA augmente ses interventions directes auprès des paysans. Le CTA aurait besoin de ressources supplémentaires pour pouvoir satisfaire les deux souhaits exprimés.

Troisièmement, l'étude conseille au CTA de prendre note des partenaires nouveaux et potentiels identifiés par les évaluations des besoins. Cette conclusion crée un nouveau dilemme : la récente évaluation du Plan stratégique et cadre d'action du CTA pour 2001–2005 invite le centre à diminuer le nombre de partenaires avec lesquels il travaille, afin de réaliser des économies d'échelle. Là encore, il convient de trouver un juste milieu entre ces pressions conflictuelles.

La voie de l'avenir pour le CTA

Les études d'évaluation des besoins avaient été conçues pour être incorporées dans le Plan stratégique actuel du CTA. Si elles ont certes été rentables, leur réalisation a pris plus de temps que prévu du fait de l'adoption d'une approche participative et fondée sur les réactions des intervenants. Les résultats seront rendus aussi exploitables que possible, afin de servir plusieurs objectifs:

i. Améliorer le ciblage des produits et services du CTA au sein des pays ACP

Le CTA doit trouver des moyens réalistes de collaborer avec les nouveaux partenaires potentiels identifiés.

ii. Compiler des données de base devant servir d'étalon

Les principales informations sur les TIC et la GIC dans les pays ACP étudiés seront rassemblées dans une base de données, ce qui permettra d'améliorer le suivi, l'évaluation et les performances des activités du CTA.



Durant la réunion de l'Observatoire CTA des TIC en 2005, les participants ont partagé des expériences et des recommandations sur l'aménagement des terroirs au cours des sessions en groupes de travail



iii. Promouvoir le dialogue avec les institutions régionales, internationales et multilatérales

Les études ont identifié des institutions clés impliquées dans la production et la diffusion d'information sur le développement agricole et rural. Le CTA peut travailler avec elles pour établir des plans et monter des interventions complémentaires et coordonnées afin d'optimiser ses ressources limitées dans des domaines traditionnels (p. ex. renforcement des capacités et diffusion des publications), mais aussi les nouveaux domaines de travail que pourraient être l'élaboration d'une politique nationale d'information agricole et la définition d'une stratégie associée.

Ces évaluations serviront de précieuse toile de fond à la planification stratégique du CTA pour la période 2007-2010. Les informations fournies formeront le cadre de l'élaboration de nouvelles orientations stratégiques mais aussi celui du maintien et de l'optimisation des services traditionnels. Les études serviront également d'éclairage pour savoir comment, compte tenu des ressources humaines et financières limitées du Centre pour un mandat très large⁷, des initiatives locales pourraient être complétées et un dialogue stimulé afin d'optimiser les ressources et de dynamiser les actions de renforcement des capacités du CTA.

Notes

1. La gestion de l'information et de la communication (GIC) peut se définir comme «un concept ou une pratique multidisciplinaire embrassant quatre disciplines principales : technologie de l'information, gestion de l'information, communication et gestion pour améliorer l'utilisation de l'information au sein des organisations et dans l'ensemble de la société».
2. L'exécution du Plan à moyen terme du CTA (1996-2000) a été évaluée par Oxford Policy Management, Royaume-Uni.
3. Plan stratégique et cadre d'action du CTA 2001-2005 : www.cta.int/about/stratplanfr.pdf
4. Consulter les Rapports annuels du CTA pour 2002-2005 sur www.cta.int
5. Horton, D., *et al.* 2003. «L'évaluation au coeur du renforcement organisationnel : expériences d'organisations de recherche et développement du monde entier», CRDI-CTA-ISNAR, www.isnar.cgiar.org
6. Programme financé par l'ACNARS (Contribution australienne à un système national de recherche agricole) afin de mettre les résultats des recherches agricoles à la disposition des instituts de recherche mais aussi d'un public plus vaste.
7. Aux termes de l'Accord de Cotonou, la mission du CTA couvre 79 pays membres de la région ACP.



“Des outils astucieux” – une aide à l'évaluation



Participants au lancement du kit d'outils d'évaluation lors d'un atelier en Tanzanie

Au CTA, nous mettons tout en œuvre pour veiller à ce que nos produits et services d'information restent utiles et pertinents. Le “kit d'outils astucieux” est le dernier né de notre famille d'outils d'évaluation, élaboré en collaboration avec l'Institut international pour la communication et le développement (IICD) et l'Institut royal des tropiques (KIT) des Pays-Bas.

Le projet de cette publication a débuté en 2001. Il a bénéficié de la contribution de différentes organisations nationales et régionales ACP. Une fois la première série d'outils rédigée, les intervenants ont continué leurs échanges par courriel ou groupes de discussion électroniques et en prenant part à une consultation de trois jours à Wageningen en septembre 2003. En 2004, le groupe s'est concentré sur l'harmonisation des outils, en veillant à leur précision et leur clarté, et il s'est attelé à identifier et à rédiger de nouveaux outils destinés à compléter la panoplie. Le but était de mettre au point des outils efficaces, faciles à employer, propres à des exercices d'autoévaluation et particulièrement adaptés à des projets et services d'information.

Ces efforts ont été couronnés de succès en 2005 avec le lancement du kit (page 88), lors d'un atelier organisé en Tanzanie avec la participation d'une quarantaine de délégués, experts en développement, spécialistes de l'évaluation, professionnels de l'information, dignitaires locaux et internationaux, ainsi que les auteurs et collaborateurs au projet. La réunion a permis d'ouvrir la voie à la promotion et au suivi du kit dans d'autres régions ACP.

Le «kit d'outils astucieux» comprend trois parties. La première explique les principes de base de l'évaluation et indique quels outils peuvent servir aux différentes étapes d'un exercice donné. La deuxième partie renferme des outils pour évaluer des produits et services spécifiques, par exemple des stages de formation, des bulletins, des sites Web, des SQR, des petites bibliothèques et centres de ressources, des programmes radio et des bases de données. Dans la troisième partie, les outils deviennent des modules de traitement car ils portent sur les aspects généraux d'une évaluation : planification, mise en œuvre, rédaction du rapport et suivi.

Cette trousse à outils est conçue pour répondre aux besoins des gestionnaires et des agents de l'information qui travaillent pour des fournisseurs de services de petite taille ou maigres en ressources n'ayant pas accès à un savoir-faire spécialisé en matière d'évaluation.

Exploiter les TIC pour une meilleure gestion des ressources naturelles



L'expansion des TIC s'accompagne de multiples dangers associés à son utilisation dans les pays en développement. Considérons ainsi les défis que présente l'exploitation des TIC pour aider les gouvernements et les organes de planification à gérer les ressources naturelles sans risquer de se mettre à dos les communautés locales qui dépendent de ces ressources pour leurs moyens de subsistance.

Ce sont là certaines des questions sur lesquelles s'est penché le 8^{ème} Observatoire CTA des TIC, organisé en collaboration avec Alterra, l'Institut de la recherche sur l'environnement de l'Université de Wageningen, et l'Institut international pour la géoinformatique et l'observation de la Terre (ITC), aux Pays-Bas en octobre 2005.

La réunion s'est penchée sur les questions soulevées par les TIC dans le domaine du foncier et de l'accès aux ressources. Les 20 participants étaient issus d'une variété de milieux, ministères gouvernementaux, universités, instituts de recherche, associations paysannes ou ONG.

Les participants ont conclu que les gouvernements devraient travailler en plus étroite collaboration avec les communautés locales et tenir compte du savoir communautaire. À cet égard, les systèmes d'information géographique participatifs (SIGP) peuvent s'avérer utiles. Les TIC peuvent aider les gouvernements, les services d'aménagement du territoire et les communautés à trouver un terrain d'entente pour inscrire au cadastre les systèmes coutumiers d'occupation des sols, de façon à sécuriser les droits fonciers des communautés locales.

Les chercheurs qui se servent des TIC pour promouvoir une utilisation plus durable des ressources naturelles sont confrontés à d'importants problèmes, qui sont liés notamment à la propriété et la sécurité des données, aux règles sur le partage d'informations, au besoin d'outils simples d'emploi pour les communautés et au besoin de renforcement des capacités techniques en SIGP.

Si les avantages offerts par les TIC restaient indiscutables, l'optimisme technologique était tempéré par un plaidoyer en faveur de l'intégration des TIC dans les méthodologies traditionnelles selon une approche davantage centrée sur les gens.



Gestion du suivi de l'évaluation : séminaires et visites d'étude du CTA



Visite d'étude du CTA en Afrique du Sud, axée sur les avantages de l'agriculture urbaine pour les familles touchées par le VIH/sida

En 2004 le département P&SC a supervisé l'évaluation du large sous-programme CTA de séminaires et de visites d'étude. Un processus d'analyse réalisé en 2005 a mis en lumière les conclusions et les implications de cette évaluation.

Le sous-programme, géré par le département DCSC, comprend certains des services les plus anciens du CTA : ses séminaires annuels, les co-séminaires, le programme d'appui aux séminaires et les visites d'étude (voir le tableau des produits et services du DCSC pages 72 à 75). Le but de ces services est de promouvoir le contact, le dialogue et la formation d'alliances sur des questions liées au développement agricole et rural des pays ACP. Durant la période triennale couverte par l'évaluation (2001-2003), le DCSC a organisé trois séminaires annuels et six visites d'étude, co-organisé 34 séminaires et apporté son soutien financier à environ 150 rencontres dans le cadre du programme d'appui aux séminaires. En moyenne, chaque année le CTA a financé la participation de quelque 800 ressortissants ACP au titre de ce sous-programme, y compris des chercheurs, vulgarisateurs, spécialistes de l'information, universitaires, représentants d'ONG et d'associations paysannes.

L'évaluation a consisté en un questionnaire électronique transmis aux personnes ayant participé aux séminaires et visites d'étude entre 2001 et 2003. Les résultats suggèrent que la majorité des participants ont trouvé les séminaires et les visites

d'étude très pertinents pour leurs travaux (voir le graphique ci-dessous, basé sur les réponses obtenues en Afrique australe). Ils se sont aussi déclarés satisfaits des arrangements organisationnels.

L'évaluation a également révélé quelques aspects des séminaires et des visites d'étude susceptibles d'être améliorés. Ainsi il serait bon d'attirer plus de femmes et de jeunes et il faudrait aussi que les associations paysannes soient mieux représentées. Le CTA devrait encourager les participants à échanger des informations par voie électronique et il devrait gérer une base de données exhaustive de tous les participants. Ceci lui permettrait de maintenir un contact avec les délégués et d'organiser des activités de suivi. Enfin, le Centre pourrait adopter des procédures internes plus efficaces pour la planification et la gestion des séminaires et des visites d'étude.

Au cours de 2005, les départements P&SC et DCSC ont analysé les conclusions de l'évaluation et étudié comment le CTA allait introduire les changements qui valoriseront les performances et l'impact des séminaires et des visites d'étude. Cela veut d'abord dire regrouper les recommandations en trois catégories principales : changements déjà mis en œuvre ou en cours ; actions à déployer à court terme mais nécessitant une politique et un planning détaillé avant exécution ; et changements réalisables à moyen ou long terme uniquement. Sachant que le CTA est sur le point d'élaborer un nouveau plan stratégique (2007-2010), des discussions sur les mesures à moyen et long termes pourront avoir lieu dans le cadre de la planification stratégique globale du Centre.

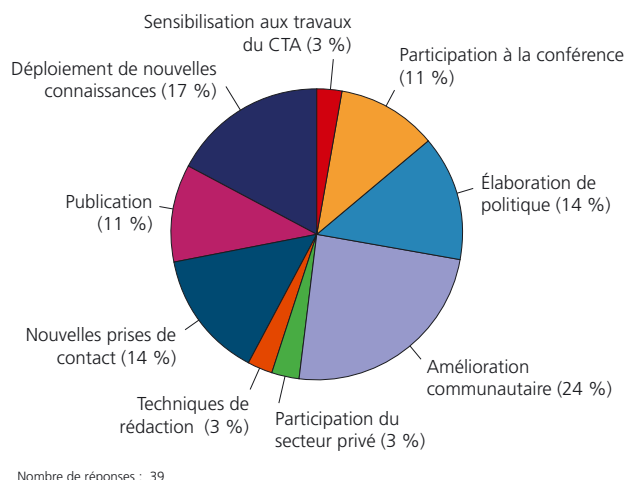


Figure 1 : Répartition des réponses des participants d'Afrique australe concernant les avantages qu'ils ont tirés des séminaires parrainés par le CTA

Antennes régionales

CARDI

L'antenne des Caraïbes poursuit des objectifs régionaux



Piments : l'un des grands succès du programme de sélection du CARDI. La participation du CARDI a transformé la production de piments en un négoce très rentable pour la région CARDI

Le partenariat entre l'Institut caribéen de recherche et de développement agricoles (CARDI) et le CTA donne aux nations caribéennes éligibles un meilleur accès aux produits et services du Centre. Le CARDI accueille l'antenne régionale du CTA aux Caraïbes.

Réseaux caribéens

Le réseautage fait partie intégrante de la stratégie du CARDI, lequel, avec l'appui du CTA, coordonne ou fournit une assistance technique à plusieurs réseaux caribéens afin de renforcer leur capacité et leur longévité. Ainsi, une rencontre régionale de modérateurs avec CariPestNet a permis de veiller à ce que

le réseau ait une stratégie et un programme de travail dûment approuvés.

En 2005, le CARDI a coorganisé un séminaire sur «Le rôle de l'information et de la communication dans la mise en œuvre de plans de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les Caraïbes», du 14 au 18 mars au Belize (page 22). L'institut est aussi membre de l'organe consultatif du CTA sur la science, la technologie et l'innovation et à ce titre, il a coparrainé un séminaire et un atelier de formation en juillet sur l'agriculture, la science, la technologie et l'innovation (ASTI) en Jamaïque.

Plus de 20 agents de vulgarisation et de communication de la région ont pu aiguiser leurs compétences en production et publication électroniques grâce à un stage de formation organisé en Dominique en janvier 2005. En association avec le programme d'appui aux séminaires du CTA, le CARDI a coordonné la participation de cinq experts caribéens à la 41^{ème} assemblée annuelle de l'Association caribéenne des cultures vivrières (CFCS) en juillet 2005.

La décentralisation du SQR à Barbade, à la Jamaïque, à St.-Vincent et les Grenadines, St.-Christophe et Nevis et Sainte-Lucie s'est poursuivie. Des préparatifs sont également en cours pour mettre en place ces services d'information locale à Antigua et Barbuda ainsi qu'à Trinité et Tobago.

En collaboration avec le CTA, le CARDI a coordonné une évaluation régionale des besoins d'information agricole pour la région des Caraïbes. L'Institut a également organisé ou participé à plusieurs expositions, qui ont promu les programmes et publications du CTA auprès des parties prenantes du secteur caribéen du développement agricole et rural.



IRETA

Continuer l'action dans les communautés du Pacifique



Bulletin et brochures produits par l'IRETA, dans le cadre d'une série de documents conçue pour appuyer le développement agricole dans la région Pacifique

L'antenne régionale du CTA pour le Pacifique est animée par l'Institut pour la recherche, la vulgarisation et la formation en agriculture et en développement rural (IRETA), de l'Université du Pacifique Sud.

L'antenne régionale travaille avec le CTA pour renforcer le rôle du Centre dans la région et faciliter l'accès des populations et des institutions du Pacifique aux informations agricoles pertinentes.

L'IRETA a collaboré avec le CTA pour mettre sur pied un séminaire intitulé «Le rôle des outils d'information et de communication dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle» à Samoa

(voir page 23) et une visite d'étude sur «l'élevage et la commercialisation» à Fidji. La transformation des denrées a été abordée lors d'un atelier intitulé «Transformation des denrées et valorisation des produits du Pacifique» dans les îles Salomon.

Des séminaires nationaux et des démonstrations ont été réalisés à Kiribati et dans les îles Marshall dans le cadre du projet «Renforcement de l'agriculture biologique dans les atolls». Les échanges et la commercialisation sont l'un des facteurs de croissance et de développement de la région et c'est la raison pour laquelle a été organisé un stage de formation sur «la gestion des systèmes d'information de marché» dans les îles Cook, à l'issue duquel le ministère de l'Agriculture de Samoa a décidé de publier le bulletin *Market Link*.

L'IRETA a également produit des notes d'orientation largement distribuées sur l'agroforesterie et la culture mixte et il continue d'assurer la parution de *South Pacific Agriculture News*, qui compte à présent 1 500 lecteurs.

Les travaux de gestion de l'information continuent de s'étoffer ; en 2005 l'accent a été mis sur le SQR, le service DSI et les publications. Le SQR a traité plus de 1 300 demandes de renseignement et la DSI a vu s'abonner une trentaine de nouveaux chercheurs et a connu un regain d'intérêt de la part des autres souscripteurs.

L'IRETA continue d'aider les activités de création de réseau soutenues par le CTA dans la région Pacifique. Le réseau d'Agents de liaison agricole fournit des liens aux sources d'information à l'intention des ministères agricoles, des agriculteurs et autres parties prenantes. Ses fonctions ont été renforcées en 2005 par le biais d'installations électroniques et de «rencontres satellites».



Antenne de Bruxelles



Le blog de l'antenne de
Bruxelles en ligne sur
<http://bruxelles.cta.int>

Renforcer les collaborations institutionnelles

L'antenne du CTA à Bruxelles promeut les initiatives du Centre auprès des organismes ACP et UE basés à Bruxelles au moyen d'un programme d'activités d'information et de liaison. Le personnel de l'antenne surveille les développements qui émergent des enceintes ACP et UE impliquées dans les domaines de compétence du Centre et communique ces informations aux partenaires du CTA.

Parmi les temps forts de 2005 ont figuré la coordination du groupe de l'information et de la communication au sein de l'initiative ACP-UE sur le coton, qui a pour vocation d'aider les cotonculteurs africains ; le suivi de la réunion sur les relations Pêches ACP-UE par le biais de consultations électroniques ; l'organisation d'un atelier sur le soutien aux réseaux de femmes rurales et la lutte contre le VIH/sida dans les

milieux ruraux ; une participation à la mise en place de l'initiative pour une instance ACP-UE sur les catastrophes naturelles ; la préparation d'un atelier sur l'aide à l'agriculture familiale et aux petits paysans ACP avec le groupe ACP-UE ; et une participation dynamique aux préparatifs pour fêter le 30^{ème} anniversaire du groupe ACP.

L'antenne de Bruxelles joue aussi un rôle pivot dans la transmission à notre auditoire ACP des informations pertinentes sur le développement agricole et rural produites par des organisations qui exercent leurs activités dans le cadre de l'accord ACP-UE et par d'autres organismes établis à Bruxelles. Elle y parvient au travers d'un blog <http://bruxelles.cta.int> et grâce à un bulletin électronique publié en français et en anglais, transmis chaque semaine à plus de 1 600 abonnés.



Debout : S. Millon, J. Nijhof, R. Tempel, B. Samoura. Assis : T. Mendo-Essiane, J.C. Burguet. Absentes : I. Dolfin, H. Oguli, M. Robbertsen

Administration, budget et ressources humaines (ABRH)

En 2005, le CTA a accueilli un nouveau Directeur en remplacement de M. Carl B. Greenidge, dont le mandat de cinq ans expirait le 28 février. Les autorités de tutelle du Centre ont désigné le Dr Hansjörg Neun, de nationalité allemande, qui a pris ses fonctions le 1^{er} mai.

En outre, la Commission européenne a amorcé un processus afin de remplacer le

Comité consultatif du CTA par un Conseil d'administration.

Les amendements proposés aux règlements du CTA (questions financières, questions opérationnelles et ressources humaines), qui lui permettront d'aligner sa réglementation interne, ont été soumis à l'examen des autorités de tutelle du Centre.

Budget

Les ressources financières du CTA proviennent du Fonds européen de développement (FED),

auquel contribuent tous les États membres de l'UE. Les prévisions budgétaires du Centre pour les années 2001-2005 (le "protocole financier du neuvième FED") étaient énoncées dans son Plan stratégique. Voir Tableau I.

**TABLEAU 1 : Budget prévisionnel du CTA, 2001–2005 (en milliers d'euros)**

| Titre | 2001 | 2002 | Exercice 2003 | 2004 | 2005 | Total |
|----------------|--------|--------|---------------|--------|--------|--------|
| Titres I et II | 5 200 | 5 500 | 5 500 | 5 500 | 5 700 | 27 400 |
| Titre III | 8 200 | 8 300 | 8 600 | 8 800 | 9 000 | 42 900 |
| TOTAL | 13 400 | 13 800 | 14 100 | 14 300 | 14 700 | 70 300 |

TABLEAU 2 : Budget du CTA pour 2005 (en milliers d'euros)

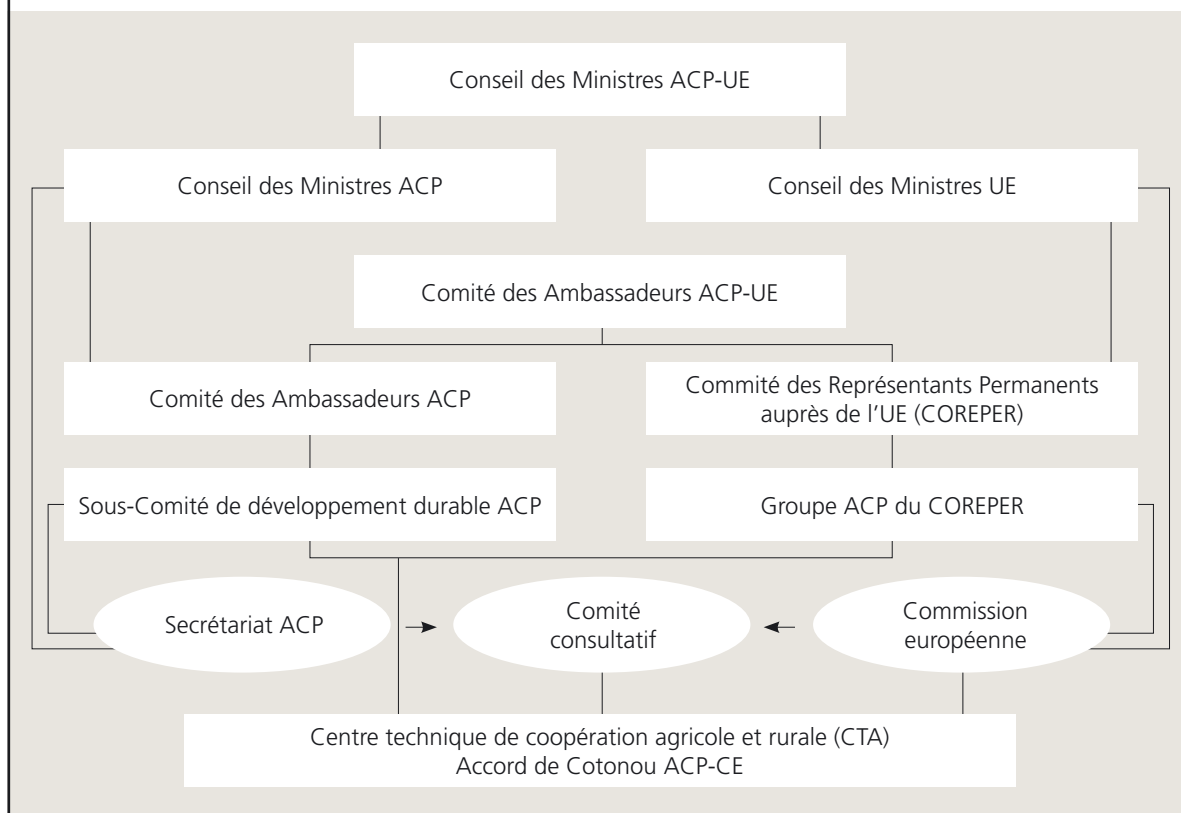
| Actif | Montant | Pourcentage |
|---------------------------------------|---------|-------------|
| Contribution du FED | 15 580 | 98,8 |
| Autres revenus | 190 | 1,2 |
| TOTAL | 15 770 | 100,0 |
| Passif | | |
| Titre I – Dépenses de personnel | 4 818 | 30,6 |
| Titre II – Dépenses de fonctionnement | 1 422 | 9,0 |
| Titre III – Dépenses opérationnelles* | 9 530 | 60,4 |
| TOTAL | 15 770 | 100,0 |
| * Voir la ventilation au Tableau 3 | | |

TABLEAU 3 : Budget des programmes opérationnels pour 2005 (en milliers d'euros)

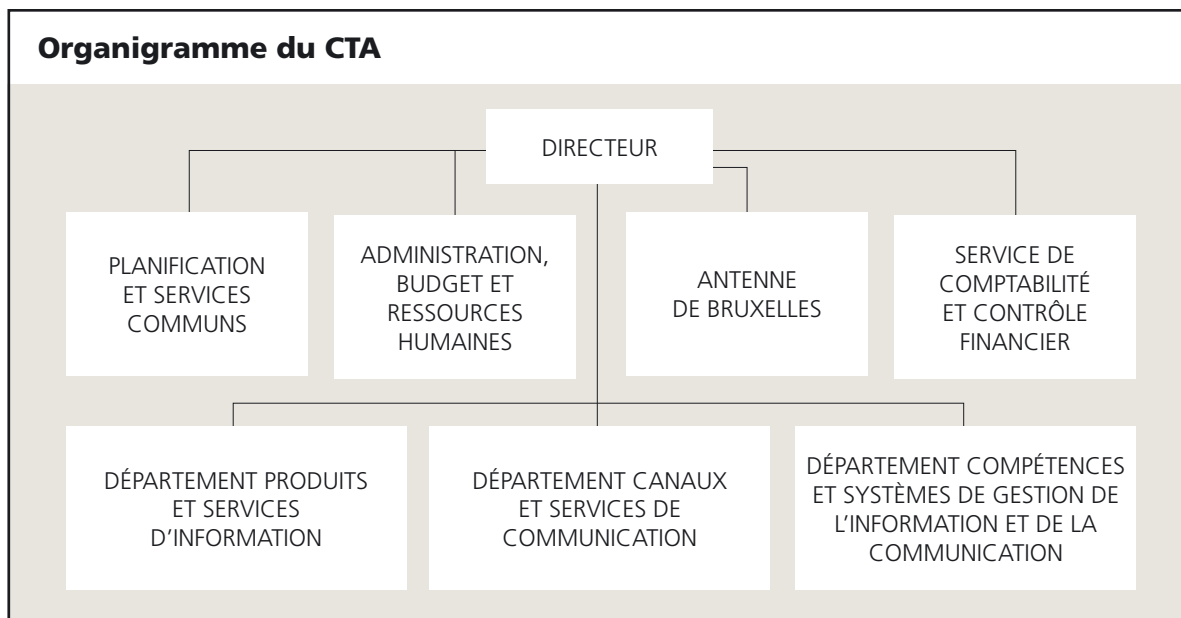
| Programme | Montant | Pourcentage |
|--|---------|-------------|
| Produits et services d'information | | |
| Publications imprimées et électroniques | 1 169 | |
| Services d'information via TIC | 300 | |
| Distribution des publications | 800 | |
| Décentralisation des services d'information | 570 | |
| Missions, divers | 20 | |
| TOTAL | 2 859 | 30,0 |
| Canaux et services de communication | | |
| Renforcement des réseaux (principalement au niveau régional) | 1 167 | |
| Dialogue et échange d'information par Internet | 712 | |
| Séminaires et autres services de communication | 975 | |
| Missions, divers | 5 | |
| TOTAL | 2 859 | 30,0 |
| Compétences et systèmes de GIC | | |
| Formation en GIC | 1 090 | |
| Appui à la GIC des organisations partenaires | 1 025 | |
| Appui à la promotion de la science et de la technologie | 720 | |
| Missions, divers | 24 | |
| TOTAL | 2 859 | 30,0 |
| Planification et services communs | | |
| Recherche, consultations et évaluations | 845 | |
| Réseau informatique interne | 80 | |
| Missions, divers | 28 | |
| TOTAL | 953 | 10,0 |



Structure de tutelle du CTA



Organigramme du CTA





Le Comité des Ambassadeurs ACP-UE fixe les modalités d'adoption du budget pour l'exercice financier qui débute le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre. Le Comité approuve également le projet de programme et de budget présenté par le Centre à la fin juin (2004) pour l'année suivante (2005) et le soumet à l'examen de la Commission européenne (CE).

Une fois approuvé, le budget est soumis au Comité du FED, qui l'examine parallèlement aux crédits disponibles dans le cadre de l'enveloppe quinquennale dévolue au CTA. L'exercice 2005 était la dernière année du protocole financier initial du 9^{ème} FED. Au moment de l'examen du projet de budget 2005 (en novembre 2004), les crédits disponibles ne se montaient qu'à 85 % du montant du budget.

Le projet de programme et de budget soumis à l'approbation des autorités de tutelle est accompagné du rapport du Comité consultatif du CTA. Suite aux restrictions budgétaires rencontrées en 2005 et à la décision – prise à l'initiative de la Commission et non finalisée au 31 décembre 2005 – de remplacer le Comité consultatif de 30 membres par un Conseil d'administration de 6 membres, les activités du Comité consultatif ont été suspendues, y compris son examen du programme d'activités pour 2006. Le Centre a néanmoins recueilli les commentaires, remarques et suggestions des membres par le biais d'une consultation électronique.

Evolution du budget de 2000 à 2005

Les chiffres du budget 2005 coïncident avec les chiffres des prévisions budgétaires du Plan stratégique, à ceci près que les chiffres du budget, contrairement aux prévisions, tiennent compte de l'inflation.

Finances

Les comptes du CTA sont vérifiés chaque année par deux auditeurs nommés l'un par l'UE et l'autre par le groupe des pays ACP. Les auditeurs ont transmis leur rapport pour l'exercice 2004 aux autorités de tutelle à la fin de novembre 2005. L'audit de l'exercice 2005 débutera une fois que les documents requis auront été remis aux auditeurs, le 31 mars 2006 au plus tard.

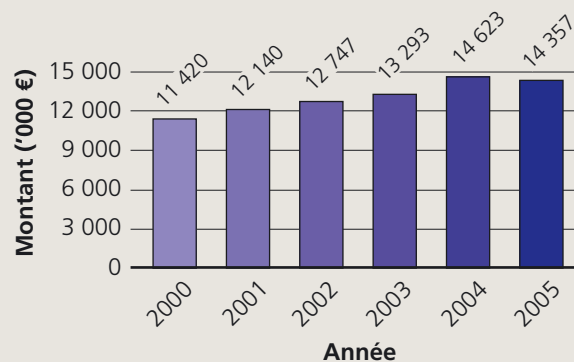
Les chiffres du budget 2005 coïncident avec les chiffres des prévisions budgétaires du Plan stratégique, à ceci près que les chiffres du budget, contrairement aux prévisions, tiennent compte de l'inflation.

Pour 2005 et les exercices suivants, conformément aux termes du contrat de subvention signé entre le CTA et la CE qui supervise la gestion des budgets annuels, les commissaires aux comptes nommés par l'Union européenne et le groupe des pays ACP seront remplacés par un cabinet d'audit international. Le Centre a donc organisé un appel d'offres au cours du deuxième semestre 2005.

En plus de l'audit interne, le FED a ordonné un audit financier externe pour l'exercice 2003. Les rapports définitifs sont attendus dans le courant du premier trimestre 2006.

Enfin, il est intéressant de noter l'évolution des dépenses totales réelles du Centre entre 2000 et 2005.

**FIGURE 1 : Dépenses annuelles
2000–2005 (en milliers d'euros)**





Relations publiques

L'arrivée du nouveau Directeur a donné l'occasion au CTA d'organiser des rencontres avec les autorités de tutelle pour les informer des derniers développements au sein du Centre. Le Directeur a profité des activités opérationnelles organisées par le Centre dans les différentes régions pour rencontrer l'ensemble des partenaires du CTA, afin d'intégrer, le cas échéant, leurs attentes et suggestions dans le nouveau Plan d'action 2006–2010.

Dans le cadre de la gestion de son image de groupe, le CTA a remanié sa charte graphique pour mettre en valeur l'emblème de feuille, qui est à la base de son logo réputé (voir ci-contre).

Le CTA lauréat d'un prix de sciences et technologies

L'Institut national de l'enseignement supérieur, de la recherche, de la science et de la technologie (NIHERST) de la République de Trinité-et-Tobago a décerné un prix au CTA en récompense du soutien apporté par le Centre aux échanges régionaux et extra-régionaux sur les systèmes visant à promouvoir le développement agricole et rural, en particulier la commercialisation des biotechnologies agricoles dans le contexte de la stratégie en matière de sciences et technologies.

Le prix reconnaît également l'appui du CTA aux formations sur la biosécurité, qui ont promu une utilisation saine des produits des biotechnologies agricoles dans les Caraïbes et la contribution du CTA aux réunions nationales des pays membres du Conseil caribéen pour la science et la technologie (CCST), qui ont débattu d'un avant-projet de cadre politique caribéen sur la science, la technologie et l'innovation. En décernant le prix, la présidente du NIHERST a déclaré que «le CTA a été un partenaire clé du NIHERST et du CCST dans la promotion de la coopération régionale en matière d'application



Nouveau papier à en-tête du CTA

de la science, la technologie et l'innovation pour le développement national et régional et la coordination de liens internationaux».



Judith Ann Francis, Coordinatrice du Programme Sciences et Technologies, reçoit le prix au nom du CTA des mains de Mme Maureen Manchouck, Présidente du NIHERST



Personnel du CTA en 2005

DIRECTION

Dr Hansjörg Neun **
Directeur

Helen Oguli
Secrétaire de direction

PLANIFICATION ET SERVICES COMMUNS (P&SC)

Dr Ibrahim Khadar
Chef de département

Christine Webster
Adjointe au chef de département

Vincent Fautrel
*Coordinateur de programme/
Planification*

Éric Baillais **
*Coordinateur de programme/Systèmes
informatiques*

Lola Visser-Mabogunje
Chargée de projet adjointe

Deborah Kleinbussink
Assistante administrative senior

ADMINISTRATION, BUDGET ET
RESSOURCES HUMAINES (ABRH)
Jean-Claude Burguet
Chef de département

Julia Nijhof
Assistante administrative senior

Inge Dolfing *
Secrétaire

Thomas Mendo-Essiane
Coursier

Bandjoura Samoura
Chauffeur

Marguerite Robbertsen *
Réceptionniste

Richard Tempel *
Intendant

ANTENNE DE BRUXELLES
Isolina Boto
Responsable

SERVICE COMPTABILITÉ ET CONTRÔLE
FINANCIER
Sunita Millon
Responsable

Antoinette Senou
Assistante administrative senior

DÉPARTEMENT PRODUITS ET SERVICES D'INFORMATION (DPSI)

Joseph Mugah
Chef de département

Vivienne Oguya
*Coordinatrice de programme/
Décentralisation de l'information*

Chantal Guiot
*Coordinatrice de programme/
Coéditions*

Karen Hackshaw
*Coordinatrice de programme/
Publications institutionnelles*

Sarah Bel
*Coordinatrice de programme/
Coéditions*

Murielle Vandreck
*Coordinatrice de programme/
Distribution des publications*

Jenessi Matturi
Chargée de projet adjointe

Anne Legroscolard
Assistante administrative senior

Mirjam Hoek
Secrétaire

Evelyne Beij * **
Secrétaire

Gabriela Gonçalves Bahre * **
Secrétaire

DÉPARTEMENT CANAUX ET SERVICES DE COMMUNICATION (DCSC)

Oumy Ndiaye
Chef de département

José Filipe Fonseca
*Coordinateur de programme senior/
Partenariats régionaux*

Kevin Painting
Coordinateur de programme senior/TIC

André Vugayabagabo
*Coordinateur de programme senior/
Promotion de l'échange d'information*

John Woodend
*Coordinateur de programme/
Promotion de l'échange d'information*

Aboubacar Koda-Traoré
*Coordinateur de programme/
Bibliothèque*

Giacomo Rambaldi
*Coordinateur de programme/
Partenariats régionaux*

Lucie Scheepers
Chargée de projet adjointe

Marceline Ngala-Mianda
Secrétaire senior

Hildreth John-Charles
Secrétaire

DÉPARTEMENT COMPÉTENCES ET SYSTÈMES DE GESTION DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (DCSGIC)

Thierry Doudet
Chef de département

Ibrahim Tiemogo
*Coordinateur de programme senior/
Partenariats*

Judith Ann Francis
*Coordinatrice de programme senior/
Sciences et technologies*

Rodger Obubo
*Coordinateur de programme/
Formation*

Uzo Klein Leugemors-Ezeunala
Chargée de projet adjointe

Armelle Degreve
Chargée de projet adjointe

Evelyne Kort-Nerincx *
Secrétaire

Mik Paauw * **
Secrétaire

AGENTS AYANT QUITTÉ LE CTA EN 2005

Carl B Greenidge, *Directeur*

Gesa Wesseler, *Coordinatrice de
programme/Questions transversales*

Bede Key, *Coordinateur de
programme/Systèmes informatiques*

Irene Prins, *Courrier/Archives*

Marianne Broekhuizen, *Secrétaire*

AGENTS RECRUTÉS EN 2005

Dr Hansjörg Neun, *Directeur*

Éric Baillais, *Coordinateur de
programme/Systèmes informatiques*

Mik Paauw, *Secrétaire*

Evelyne Beij, *Secrétaire*

Gabriela Gonçalves Bahre, *Secrétaire*

* sous contrat local

** recruté(e) en 2005



Le Comité consultatif du CTA

Le Comité consultatif fournit un appui technique et scientifique au directeur du CTA. Il se compose de 30 membres, 15 d'entre eux représentant les États du Groupe ACP et les 15 autres les États membres de l'UE. Des délégués de la Commission européenne, du Secrétariat du Conseil des ministres UE et du Secrétariat général ACP participent aux réunions en qualité d'observateurs.

La session annuelle du Comité se tient habituellement en juin.

En 2005, les autorités de tutelle du CTA ont décidé de remplacer le Comité consultatif par un Conseil d'administration constitué de six membres. Néanmoins, le Comité a continué de fournir des conseils pertinents au Directeur du CTA en attendant la nomination du Conseil.

Membres du Comité consultatif du CTA

Représentants des pays ACP

AFRIQUE CENTRALE

Congo

M. Joseph Bondobaye
Ingénieur agroéconomiste
Consultant, Questions de Coopération
et Développement Agricoles et Rurales
auprès de l'Ambassade du Congo
au Bénélux et à l'UE

Gabon

M. Jacques Anguile
Conseiller Spécial
Présidence de la République Gabonaise

AFRIQUE DE L'EST

Érythrée

Mr Oghbazghi Semere
Director General
Department of Research and Human Resources
Ministry of Agriculture

Kenya

Professor Agnes Mwang'ombe
Dean, Faculty of Agriculture
University of Nairobi

Rwanda

Mr Alfred Bill Mutebwa
Project Coordinator/Projet de Développement des
Cultures de Rente et d'Exportation (PDCRE)
Ministry of Agriculture and Animal Resources

AFRIQUE DE L'OUEST

Bénin

M. Soule Abdoulaye Manigui
Directeur
Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche

Guinée

M. Ibrahima Fofana
Chef de la Division
Direction Nationale de l'Agriculture
Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage



Niger

M. Ibrahim Oumarou
Président de la Commission de Développement Rural
et de l'Environnement
Assemblée Nationale du Niger

AFRIQUE AUSTRALE

Angola

Professeur David N'Salambi
Coordinateur des Recherches Vétérinaires
Institut des Recherches Vétérinaires
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural

Namibie

Mr Kintinu Sageus
Administrative Assistant to the Permanent Secretary
Ministry of Agriculture, Water and Rural Development

Zambie

Mr Albert Chalabesa
Deputy Director
Soils and Crops Research Branch
Ministry of Agriculture and Cooperatives

CARAÏBES

Grenade

Dr Dunstan Anthony Carl Campbell
Consultant indépendant

République dominicaine
Dr José Rafael Espaillat
Chef du Bureau de la Coopération et des Échanges
Instituto Dominicano de Investigaciones
Agropecuarias y Forestales

PACIFIQUE

Tonga

Mr Haniteli 'Ofa Fa'anunu
Director
Ministry of Agriculture, Forestry and Food

Vanuatu

Hon. Mr Stevens Kalsakau
Minister of Agriculture, Quarantine, Forestry and
Fisheries

Représentants de l'UE

Allemagne
Dr Wilhelm Suden
Consultant indépendant

Autriche

Dr Manfred Schnitzer
Chef de service, Coopération au Développement
de l'Afrique, Ministère fédéral des Affaires étrangères
de la République d'Autriche

Belgique

Professor Eric Tollens
Katholieke Universiteit Leuven
Faculteit Landbouwkundige en Toegepaste
Biologische Wetenschappen
Departement Agrotechniek en-Economie

Danemark

Dr Jørgen Henriksen
Consultant indépendant

Espagne

Mr José Alvarez Ramos
Conseiller agricole
Bureau agricole
Ambassade d'Espagne

Finlande

Dr Juha Helenius
Professeur
Département de Biologie appliquée
Université d'Helsinki

France

Mme Florence Lasbennes
Chargée de Mission
Bureau des Politiques agricoles et de la Sécurité
alimentaire
Sous-directeur du Développement économique
et de l'Environnement
Direction générale de Coopération internationale et du
Développement (DGCID)
Ministère des Affaires étrangères



Grèce

Mme Heleni Boulkou
Administrateur spécial
Directorat de la Politique agricole
Division des questions européennes – Relations
internationales
et Politique commerciale
Ministère du Développement rural et de
l'Alimentation

Irlande

Dr David Beehan
Deputy Chief Inspector
Department of Agriculture and Food

Italie

Dr Bernardo Palestini
Dirigente
Dipartimento delle Politiche di Mercato

Luxembourg

M. Jos Thill
Conseiller économique
Service d'Economie rurale

Pays-Bas

Dr Bram Huijsman
Directeur
Centre Nord-Sud
Centre de Recherche et Université de Wageningen

Portugal

Dr Augusto Manuel Correia
Maître de Conférences
Instituto Portugues de Agronomia
Universidade Técnica de Lisboa

Royaume-Uni

Mr Dylan Winder
Rural Livelihoods Adviser
Information and Communication for Development
Team, Policy Division
Department for International Development

Suède

Mr Inge Gerremo
Conseiller Senior aux Affaires multilatérales
Département des Ressources naturelles et
de l'Environnement
Agence suédoise de développement international
(Asdi)

Observateurs

Commission européenne
Secrétariat du Conseil des Ministres de l'UE
Secrétariat ACP



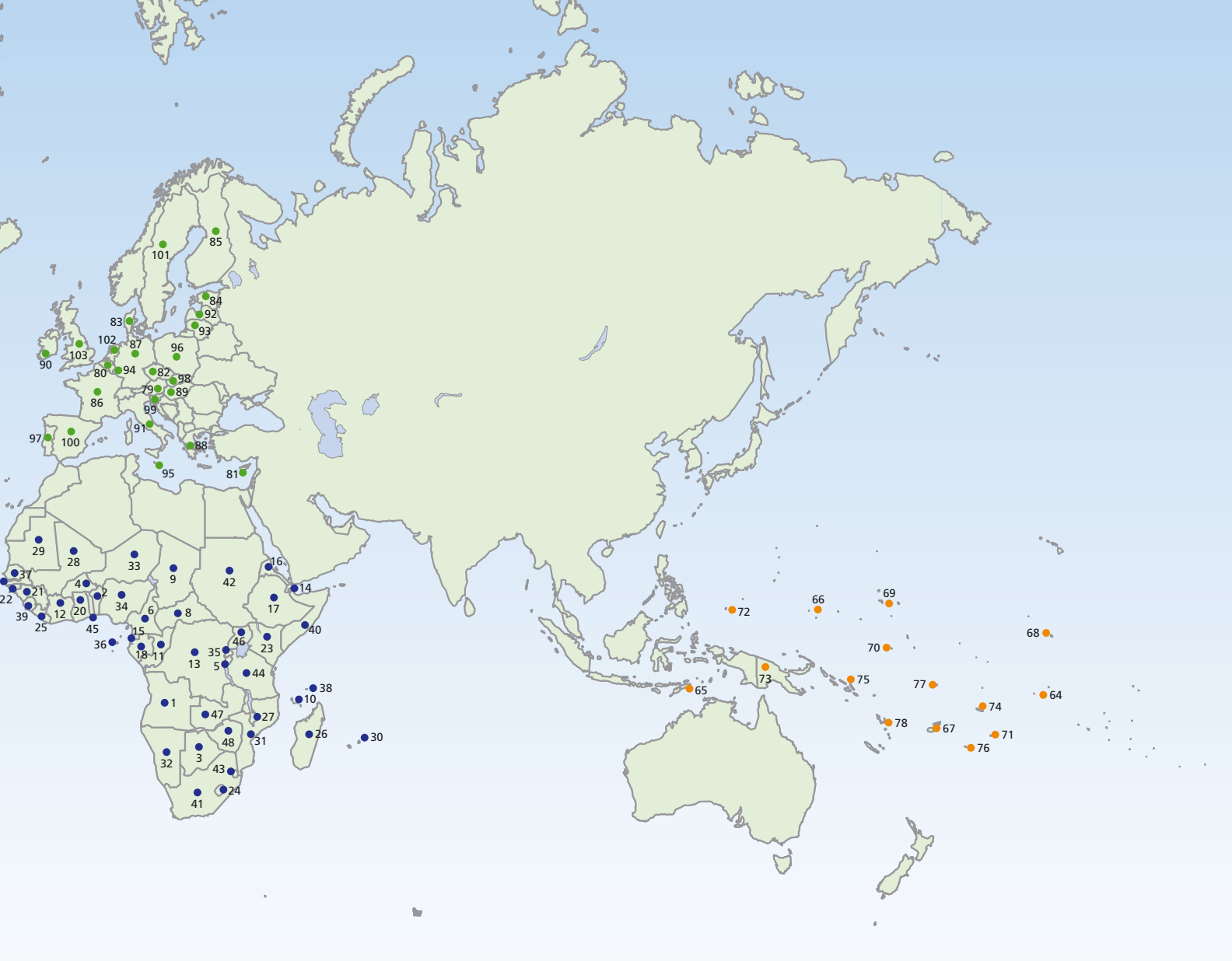
États ACP et UE

Afrique

| | | | |
|------------------------------------|----|--------------------|----|
| Afrique du Sud | 41 | Gabon | 18 |
| Angola | 1 | Gambie | 19 |
| Bénin | 2 | Ghana | 20 |
| Botswana | 3 | Guinée | 21 |
| Burkina Faso | 4 | Guinée-Bissau | 22 |
| Burundi | 5 | Guinée équatoriale | 15 |
| Cameroun | 6 | Kenya | 23 |
| Cap-Vert | 7 | Lesotho | 24 |
| Centrafrique | 8 | Liberia | 25 |
| Comores | 10 | Madagascar | 26 |
| Congo | 11 | Malawi | 27 |
| Congo (République démocratique du) | 13 | Mali | 28 |
| Côte d'Ivoire | 12 | Maurice | 30 |
| Djibouti | 14 | Mauritanie | 29 |
| Érythrée | 16 | Mozambique | 31 |
| Éthiopie | 17 | Namibie | 32 |
| | | Niger | 33 |

Caraïbes

| | | | |
|----------------------|----|------------------------------|----|
| Nigeria | 34 | Antigua et Barbuda | 49 |
| Ouganda | 46 | Bahamas | 50 |
| Rwanda | 35 | Barbade | 51 |
| São Tomé et Príncipe | 36 | Belize | 52 |
| Sénégal | 37 | Dominique | 53 |
| Seychelles | 38 | Grenade | 55 |
| Sierra Leone | 39 | Guyana | 56 |
| Somalie | 40 | Haiti | 57 |
| Soudan | 42 | Jamaïque | 58 |
| Swaziland | 43 | République dominicaine | 54 |
| Tanzanie | 44 | St-Christophe et Nevis | 59 |
| Tchad | 9 | St-Vincent et les Grenadines | 61 |
| Togo | 45 | Ste-Lucie | 60 |
| Zambie | 47 | Suriname | 62 |
| Zimbabwe | 48 | Trinité et Tobago | 63 |



Pacifique

| | |
|-------------------------------|----|
| Cook (îles) | 64 |
| Fidji | 67 |
| Kiribati | 68 |
| Marshall (îles) | 69 |
| Micronésie (États fédérés de) | 66 |
| Nauru | 70 |
| Niue | 71 |
| Palau | 72 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 73 |
| Salomon (îles) | 75 |
| Samoa | 74 |
| Timor oriental | 65 |
| Tonga | 76 |
| Tuvalu | 77 |
| Vanuatu | 78 |

Europe

| | |
|--------------------|-----|
| Allemagne | 87 |
| Autriche | 79 |
| Belgique | 80 |
| Chypre | 81 |
| Danemark | 83 |
| Espagne | 100 |
| Estonie | 84 |
| Finlande | 85 |
| France | 86 |
| Grèce | 88 |
| Hongrie | 89 |
| Irlande | 90 |
| Italie | 91 |
| Lettonie | 92 |
| Lituanie | 93 |
| Luxembourg | 94 |
| Malte | 95 |
| Pays-Bas | 102 |
| Pologne | 96 |
| Portugal | 97 |
| République tchèque | 82 |
| Royaume-Uni | 103 |
| Slovaquie | 98 |
| Slovénie | 99 |
| Suède | 101 |

Produits et services du CTA

Les produits et services du CTA au cours de 2005 sont énumérés dans les tableaux suivants.

Département Produits et services d'information (DPSI) pages 60–66
Département Canaux et services de communication (DCSC) pages 67–75
Département Compétences et systèmes de gestion de l'information
et de la communication (DCSGIC) pages 76–84
Planification et services communs (P&SC) pages 85–88



Département Produits et services d'information (DPSI)

Publications du CTA (édition imprimée et électronique)

Titre

Type de publication

Rapport annuel CTA 2004 / CTA annual report 2004

Rapport (document imprimé/format PDF sur le site Web du CTA/ cédérom)

*La capacité du secteur agricole africain à contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement fixés par les Nations Unies
The capacity of Africa's agricultural sector to contribute to achieving the UN Millennium Development Goals*

En point de mire, par Dr Monty Jones (document imprimé/format PDF sur le site Web du CTA/cédérom)

Catalogue électronique / E-catalogue

Liste en ligne, sur le site Web du CTA, de tous les titres disponibles en stock

Catalogue des Publications 2005 / CTA Publications Catalogue 2005

Document imprimé

Synthèse : Forum Union européenne-Afrique sur le coton, Paris, 5-6 juillet 2004 / Summary: European Union-Africa Cotton Forum, Paris 5-6 July 2004

Rapport (document imprimé et format PDF sur le site Web du CTA)

Synthesis Report: Role of Information and Communication Tools in Food and Nutrition Security in ACP Countries

Version imprimée du rapport du séminaire du CTA organisé au Mozambique en 2004 (distribution restreinte)

Le rôle des outils d'information et de communication dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays ACP / Role of Information and Communication Tools in Food and Nutrition Security in ACP Countries

Cédérom (bilingue)
Rapport du séminaire du CTA organisé au Mozambique en 2004

Organic Agriculture in Uganda and Kenya (en anglais seulement) – document de travail

Compte rendu (document imprimé et sur le site Web du CTA) d'une visite d'étude de 2004

Spore / Esporo

Magazine (newsfeed/document imprimé/ formats PDF et HTML sur le site Web du CTA) numéros 115-120 en anglais et en français ; numéros 65-70 en portugais

Spore/Esporo Annonce mél

Sommaire du numéro Spore/Esporo envoyé aux abonnés par voie électronique

Site Web du CTA

Format électronique
Information sur les activités du CTA

Spore Plus

Diffusion numérique par satellite d'une sélection de documents du CTA, y compris le magazine *Spore/Esporo*

Reports of the 2003 CTA Observatory on Soil Fertility

Rapports de l'Observatoire 2003 sur cédérom



Coéditions

| Titre | Auteurs | Éditeurs partenaires |
|--|---|----------------------------|
| Collections | | |
| The Tropical Agriculturalist <i>Pigs (édition révisée)</i> | D.H. Holness | Macmillan |
| Agrodok <i>Preparação e utilização de composto</i> | M. Inckel, P. de Smet, T. Tesmette, T. Veldkamp | Agromisa |
| <i>Produção de alimentos de desmame em pequena escala</i> | S. van Gastel, A. van den Wijngaart | Agromisa, Cordaid |
| <i>Produção de sementes em pequena escala</i> | H. van den Burg | Agromisa, Kerkinactie |
| <i>Pesticidas: compostos, usos e perigos</i> | J. Boland, I. Koomen, J. van Lidth de Jeude, J. Oudejans | Agromisa |
| <i>Culturas protegidas: construção, requisitos e uso de estufas em várias condições climáticas</i> | E. van Heurn, K. van der Post | Agromisa |
| <i>Recolha de água e retenção da humidade do solo</i> | J. Anschütz, A. Kome, M. Nederlof, R. de Neef, T. van de Ven | Agromisa |
| <i>Propagação e plantio de árvores</i> | E. Verheij | Agromisa |
| <i>Conservação de peixe e carne</i> | B. Maas-van Berkel, B. van den Boogaard, C. Heijnen | Agromisa |
| <i>La culture des champignons à petite échelle Small-scale mushroom cultivation</i> | P. Oei, B. van Nieuwenhuijzen | Agromisa |
| <i>L'apiculture dans les zones tropicales (édition révisée) Beekeeping in the tropics (revised edition) A apicultura nas regiões tropicais</i> | L. van 't Leven, W.J. Boot, M. Mutsaers, P. Segeren, H. Velthuis | Agromisa, Nectar |
| <i>Produits de l'apiculture : propriétés, transformation et commercialisation Bee products: properties, processing and marketing</i> | M. Mutsaers, H. van Blitterswijk, L. van 't Leven, J. Kerkvliet, J. van de Waerd | Agromisa, Nectar |
| <i>La culture de la tomate (édition révisée) Tomato cultivation (revised edition)</i> | S. Naika, J. van Lidt de Jeude, M. de Goffau, M. Hilmi, B. van Dam | Agromisa, PROTA Foundation |
| <i>Multiplier et planter des arbres (édition révisée)</i> | E. Verheij | Agromisa |
| <i>La conservation du poisson et de la viande (édition révisée)</i> | B. Maas-van Berkel, B. van den Boogaard, C. Heijnen | Agromisa |
| Réussir dans l'agroalimentaire <i>Créer et gérer une petite entreprise agroalimentaire</i> | B. Axtell, P. Fellows (éds) ; D. Ribier et C. Broutin pour l'adaptation française | Gret |



Coéditions

| Titre | Auteurs | Éditeurs partenaires |
|---|--|--|
| Ressources végétales de l'Afrique tropicale <i>Colorants et tanins</i> <i>Dyes and tannins</i> (livre et cédérom bilingue) | P.C.M. Jansen, D. Cardon (éds) | Backhuys Publishers, PROTA Foundation |
| Publications techniques <i>Tropical pod-boring Lepidoptera (cédérom)</i> | A. Polaszek, D. Agassiz, G. Kibby | Crop Production Programme – DFID, UK |
| <i>Participatory livestock research: a guide</i> | C. Conroy | ITDG Publishing, Livestock Production Programme – DFID, UK |
| <i>Les plantes cultivées en régions tropicales d'altitude d'Afrique</i> | P. Nyabyenda | Les Presses Agronomiques de Gembloux |
| <i>Plant parasitic nematodes in subtropical and tropical agriculture (2^{ème} édition)</i> | M. Luc, R.A. Sikora, J. Bridge (éds) | CABI Publishing |
| <i>Guide pratique de la librairie</i> <i>A practical guide to bookselling</i> | O. Orimalade, B. Impey (éds) | INASP |
| <i>Le visage de la pauvreté énergétique à travers la femme au Sénégal</i> <i>The faces of energy-related poverty as seen through the eyes of women and men in Senegal</i> | F. Denton, E. Seck, M.K. Cisse, Y.D. Gueye | Enda Tiers Monde, SURF Afrique de l'Ouest du PNUD |
| <i>Des communautés en marge du développement. Energie et pauvreté : histoires vécues de femmes et d'hommes</i> <i>Communities on the margins of development: Real life stories of gender, energy and poverty</i> | F. Denton | Enda Tiers Monde |
| <i>Interactive fisheries governance: a guide to better practice</i> | M. Bavinck, R. Chuenpagdee, M. Diallo, P. van der Heijden, J. Kooiman, R. Mahon, S. Williams | MARE |
| <i>Commercialisation des produits agricoles : aider les paysans à mieux se positionner sur les filières agricoles</i> (Les Dossiers Développement Agripromo) <i>Marketing of agricultural produce: helping farmers to position themselves better in agricultural production and marketing</i> | I. Ouédraogo, F. Ngang Fru, M.-C. Houédanou | INADES |
| <i>Seventy tree stories from Africa</i> | J.-Y. Clavreul | Éditions Ganndal |
| <i>How to make and use enhanced animal manure</i> | M. Parkolwa, M. Shihemi | Acacia Publishers |
| <i>Production des végétaux et la lutte intégrée contre les nuisibles – calendrier 2006</i> <i>Vegetable production and integrated pest management – calendar 2006</i> | H. Dobson, J. Cooper | NRI |
| <i>Gender and ICTs for development: a global sourcebook</i> | S. Cummings, M. Valk, H. van Dam | KIT, Oxfam |



Coéditions

| Titre | Auteurs | Éditeurs partenaires |
|---|--|--------------------------|
| <i>Setting breeding objectives and developing seed systems with farmers</i> | A. Christinck, E. Weltzien, V. Hofmann (éds) | Margraf Publishers |
| <i>The coffee paradox: global markets, commodity trade and the elusive promise of development</i> | B. Daviron, S. Ponte | ZED Books |
| <i>Law and policy of relevance to the management of plant genetic resources: learning module with review of regional policy instruments, developments and trends (2^e édition) (cédérom)</i> | B. Bragdon, C. Fowler, Z. França, E. Goldberg (éds) | GTZ, IFPRI, IPGRI, SGRP |
| Rapport de co-séminaire <i>Sustainable crop-livestock production for improved livelihoods and natural resource management in West Africa: proceedings of an international conference held at IITA, Ibadan, Nigeria, 19–22 November 2001</i> | T.O. Williams, S.A. Tarawali, P. Hiernaux, S. Fernández-Rivera (éds) | ILRI (Publié en 2004) |

Coproductions vidéo

| Titre | Description |
|---|--|
| <i>Bulletins Agriflash couvrant :</i> 1. Les produits 2. La production 3. La transformation 4. Les ravageurs et les maladies 5. Le commerce international 6. La communication agricole <i>Téléreportages :</i> <i>Le CTA et ses partenaires</i> <i>Le Service questions-réponses (SQR) du CTA</i> <i>L'information au service du commerce agricole régional</i> <i>Agritrade : faciliter les négociations commerciales agricoles des pays ACP</i> <i>La guerre des criquets (un film de P. Carcanade et L. Cibien), Mauritania, 2004/05</i> | Vidéos de 3 minutes et téléreportages de 8 minutes produits en partenariat avec People TV et diffusés dans le cadre du magazine Business Africa dans 35 pays Reportage vidéo de 8 minutes Reportage vidéo de 8 minutes Reportage vidéo de 8 minutes Reportage vidéo de 8 minutes Télédocumentaire de 52 minutes coproduit avec Arte |

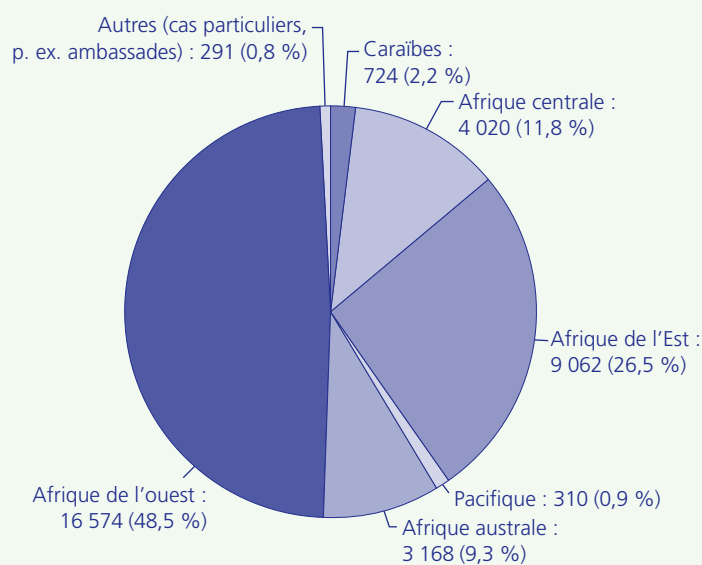
Abonnés au service de distribution des publications du CTA (SDP) en 2005

| Abonnés | Nombre |
|---|---|
| Nouveaux abonnés au SDP | 890 |
| Nouveaux abonnés à Spore/Esporo | 2 106 |
| Nombre de publications du catalogue CTA distribuées (sur commande et à l'initiative du CTA) | 66 480 |
| Nombre de publications non CTA distribuées | 2 910 |
| Nombre de bons de commande traités | 14 300 |
| Nombre total d'abonnés au SDP | 34 696 (Particuliers : 21 752 ; Organisations : 12 944) |



Abonnés au service de distribution des publications du CTA (SDP) en 2005

Répartition par région des abonnés au SDP



Statistiques sur le Service questions-réponses (SQR) en 2005

Tableau 1

Nombre et profil des usagers de certains des SQR financés par le CTA en 2005

| Catégorie | Afrique australe | Afrique centrale | Afrique de l'Est | Caraïbes | Ghana | Nigeria | Pacifique | Total |
|-----------------------------------|------------------|------------------|------------------|----------|-------|---------|-----------|-------|
| Bibliothécaires / documentalistes | 281 | 1 | 7 | 45 | 37 | – | 28 | 399 |
| Chercheurs | 123 | 5 | 417 | 342 | 126 | 152 | 79 | 1 244 |
| Consultants | – | 1 | 13 | 29 | 14 | – | 19 | 76 |
| Décideurs / stratèges | 142 | 3 | 18 | 47 | 20 | – | 18 | 248 |
| Étudiants | 679 | 13 | 309 | 459 | 118 | 342 | 288 | 2 208 |
| Producteurs | 777 | 77 | 80 | 108 | 54 | 5 | 34 | 1 135 |
| Professeurs / enseignants | 235 | 2 | 47 | 72 | 23 | 108 | 39 | 526 |
| Vulgarisateurs | 421 | 33 | 35 | 199 | 13 | 6 | 31 | 738 |
| Autres | 412 | 149 | 42 | 193 | 5 | – | 14 | 815 |
| Total | 3 070 | 284 | 968 | 1 494 | 410 | 613 | 550 | 7 389 |



Statistiques sur le Service questions-réponses (SQR) en 2005

Tableau 2

Usage de l'information demandée à certains SQR financés par le CTA en 2005

| Usage de l'information | Afrique australe | Afrique centrale | Afrique de l'Est | Caraïbes | Ghana | Nigeria | Pacifique | Total |
|---|------------------|------------------|------------------|----------|-------|---------|-----------|-------|
| Conférence / Exposé | 188 | – | 45 | 69 | 52 | 179 | 13 | 546 |
| Éducation de la communauté | 437 | – | 35 | 108 | 19 | 2 | 39 | 640 |
| Élaboration / Planification de politiques | 39 | – | 11 | 40 | 35 | – | 13 | 138 |
| Marchés et commercialisation | 205 | 24 | 50 | 51 | 27 | 6 | 35 | 398 |
| Production animale | – | 81 | 43 | 119 | 44 | – | 43 | 330 |
| Production végétale | 1 100 | 102 | 79 | 328 | 66 | 5 | 31 | 1 711 |
| Recherche | 123 | 5 | 492 | 520 | 216 | 418 | 41 | 1 815 |
| Transformation agroalimentaire | 1 249 | 5 | 22 | 42 | 42 | – | 34 | 1 394 |
| Usage personnel | 1 023 | – | 26 | 133 | 47 | 3 | 48 | 1 280 |
| Autre | 142 | 67 | 145 | 116 | – | – | 19 | 489 |
| Total | 4 506 | 284 | 948 | 1 526 | 548 | 613 | 316 | 8 741 |

Tableau 3

Répartition par genre (lorsqu'il est connu) des usagers de certains SQR financés par le CTA en 2005

| Genre | Afrique australe | Afrique centrale | Afrique de l'Est | Caraïbes | Ghana | Nigeria | Total |
|--------|------------------|------------------|------------------|----------|-------|---------|-------|
| Femmes | 63 | 28 | 294 | 355 | 90 | 189 | 1 019 |
| Hommes | 2 543 | 256 | 654 | 307 | 320 | 424 | 4 504 |
| Total | 2 606 | 284 | 948 | 662 | 410 | 613 | 5 523 |

Tableau 4

Affiliation institutionnelle des usagers de certains SQR financés par le CTA en 2005

| Affiliation institutionnelle | Afrique australe | Afrique centrale | Afrique de l'Est | Caraïbes | Ghana | Nigeria | Total |
|--------------------------------|------------------|------------------|------------------|----------|-------|---------|-------|
| Associations paysannes | – | 15 | 54 | 87 | 44 | – | 200 |
| Entreprises commerciales | – | 7 | 10 | – | 10 | – | 27 |
| Instituts de recherche | 251 | 2 | 302 | 245 | 114 | 193 | 1 107 |
| ONG | 692 | 16 | 33 | 26 | 3 | – | 770 |
| Organisations gouvernementales | 112 | 2 | 118 | 643 | 47 | 40 | 962 |
| Particuliers | 911 | 233 | 34 | 68 | 35 | 5 | 1 286 |
| Universités | 856 | 3 | 395 | 230 | 151 | 375 | 2 010 |
| Autres | 472 | 6 | 2 | 195 | – | – | 675 |
| Total | 3 294 | 284 | 948 | 1 494 | 404 | 613 | 7 037 |



Informations bibliographiques fournies aux usagers de la DSI

| Région | Profils | Références |
|--------------------|---------|------------|
| Afrique australe | 261 | 61 539 |
| Afrique centrale | 189 | 41 394 |
| Afrique de l'Est | 279 | 65 675 |
| Afrique de l'Ouest | 531 | 132 100 |
| Caraïbes | 129 | 39 493 |
| Pacifique | 168 | 40 376 |
| Total | 1 557 | 380 577 |

Documents en version intégrale fournis aux usagers de la DSI

| Région ACP | Articles | Livres |
|--------------------|----------|--------|
| Afrique australe | 74 | 9 |
| Afrique centrale | 57 | 3 |
| Afrique de l'Est | 250 | 6 |
| Afrique de l'Ouest | 273 | 1 |
| Caraïbes | 22 | 0 |
| Pacifique | 22 | 19 |
| Total | 698 | 38 |

Documents en version intégrale fournis aux partenaires SQR et autres usagers

| Région ACP | Articles | Livres |
|--------------------|----------|--------|
| Afrique australe | 3 | – |
| Afrique de l'Est | 26 | – |
| Afrique de l'Ouest | 1 | – |
| Caraïbes | – | 2 |
| Madagascar | 67 | – |
| Total | 97 | 2 |



Département Canaux et services de communication (DCSC)

| Projet | Sujet | But |
|---|--------------------------------|---|
| Antennes régionales du CTA | | |
| Antenne régionale du CTA aux Caraïbes, CARDI | Appui institutionnel | Renforcer le rôle du CTA dans les Caraïbes et améliorer les services d'information fournis par le secrétariat du CARDI et les États membres |
| Antenne régionale du CTA dans la région du Pacifique, IRETA | Appui institutionnel | Renforcer le rôle du CTA dans la région du Pacifique et améliorer les services d'information fournis par le secrétariat de l'IRETA et les États membres |
| Étude de marché sur des aliments prêts à servir dans les Caraïbes (avec le CARDI) | Étude | Favoriser le développement de l'industrie des aliments prêts à servir (légumes sous vide) aux Caraïbes par le biais d'une meilleure information sur les marchés en guise d'aide à la décision |
| Atelier régional sur la transformation et la valorisation des produits alimentaires du Pacifique (avec IRETA) | Atelier | Sensibiliser les parties prenantes aux technologies appropriées de transformation alimentaire d'un point de vue commercial et au niveau du village |
| Appui aux réseaux de politiques régionales | | |
| Appui au FANRPAN | Réseautage | Améliorer le dialogue politique entre les parties prenantes des stratégies régionales en Afrique australe grâce à un meilleur accès et à un échange d'information sur les politiques |
| Appui à l'ECAPAPA | Réseautage | Améliorer le dialogue politique entre les parties prenantes des stratégies régionales en Afrique centrale et orientale grâce à un meilleur accès et à un échange d'information sur les politiques |
| Appui au CaRAPN | Réseautage | Améliorer le dialogue politique entre les parties prenantes des stratégies régionales caribéennes grâce à un meilleur accès et à un échange d'information sur les politiques |
| Création d'un système caribéen de suivi et d'évaluation pour le plan Agro 2015 et l'initiative Jagdeo (avec l'IICA) | Système régional d'information | Achever le développement de "L'élément Performance" d'un système caribéen de suivi et d'évaluation de la politique agricole |



| Projet | Sujet | But |
|---|------------|---|
| Appui aux réseaux d'information commerciale | | |
| Système d'information CMA/AOC | Réseautage | Améliorer la prise de décision relative au commerce régional en Afrique centrale et occidentale grâce à un meilleur accès aux informations pertinentes sur les filières agricoles |
| Appui aux réseaux de femmes | | |
| FEMNET 2004-05 – Appui au Réseau de développement et de communication des femmes (pan)africaines | Réseautage | Renforcer les capacités de plaidoyer et de communication de FEMNET pour mieux répondre aux besoins de ses membres et autres groupes par un processus de planification stratégique et une restructuration de son organisation, ses programmes et projets |
| FEMNET 2005-06 – Appui au Réseau de développement et de communication des femmes (pan)africaines | Réseautage | Renforcer les actions de plaidoyer pour les droits des femmes en Afrique en particulier, sans pour autant s'y limiter, l'accès au foncier et le contrôle des terres et des ressources productives, la santé sexuelle et reproductive (y compris le VIH/sida) |
| PEG 2004-2005 – Appui au Réseau PEG (Énergie et Genre) de la région du Pacifique | Réseautage | Sensibiliser l'opinion à la problématique du genre dans le secteur de l'énergie du Pacifique |
| PEG 2005-06 – Appui au Réseau PEG (Énergie et Genre) de la région du Pacifique | Réseautage | Appuyer l'intégration de la problématique du genre dans la planification nationale/régionale des politiques énergétiques et renforcer la prise en compte du besoin de veiller à un accès équitable à l'énergie pour les femmes rurales des petits États insulaires du Pacifique |
| CANROP 2004-2005 – Appui au Réseau caribéen de productrices des zones rurales | Réseautage | Renforcer la capacité du CANROP à appuyer les activités à valeur ajoutée dans les petites entreprises rurales détenues ou dirigées par des femmes |
| Appui à la gestion des ressources naturelles | | |
| RESACIFROAT/UFRAT 2005 Appui à l'Union des Femmes Rurales Ouest Africaines et du Tchad | Réseautage | Valider le Plan de gestion du bétail des membres de l'UFRAT |
| Appui au réseau Compas par le biais de l'Université de Technologie de Vaal | Réseautage | Renforcer le développement endogène en Afrique par le partage d'expériences de terrain, l'élaboration de programmes universitaires et le dialogue scientifique |
| Appui au réseau Compas par le biais du CECIK (Centre pour la Cosmovision et le savoir autochtone) | Réseautage | Renforcer le développement endogène en Afrique par le partage d'expériences de terrain, l'élaboration de programmes universitaires et le dialogue scientifique |
| IRETA 2005 – Appui aux réseaux sociaux agrosylvicoles de la région du Pacifique | Réseautage | Sensibiliser l'opinion à la valeur et à l'importance de l'agroforesterie et des systèmes traditionnels de culture mixte dans la région du Pacifique |



| Projet | Sujet | But |
|--|------------|--|
| WWF 2004/05 – Gestion participative de l'information et de la communication spatiales dans le Pacifique | Réseautage | Introduire, présenter et documenter des pratiques améliorées de gestion de l'information et de la communication spatiales dans le contexte de la planification spatiale communautaire ; renforcer les compétences de cartographie des agents sélectionnés dans le Pacifique et mettre en commun les acquis |
| Appui aux “réseaux horizontaux” | | |
| CariPestNet 2004-05 – Création de services consultatifs de gestion des ravageurs par courrier électronique | Réseautage | Renforcer le réseau CariPestNet en tant que fournisseur de services d'information en ligne efficaces et performants sur les ravageurs et la protection des cultures dans les Caraïbes |
| RAIN 2004-05 – Réseau régional d'information agricole | Réseautage | Évaluer les besoins en formation des professionnels de la GIC impliqués dans les sous-secteurs de la production et des services (personnel des centres de documentation et de publication, des centres informatiques et chercheurs) dans tous les pays de l'ASARECA |
| PROPAGE 2005 – Détermination du prix des feuilles de Moringa | Réseautage | Établir le potentiel commercial des feuilles de Moringa comme produit alimentaire pour les pays ACP |
| Organisations de pêcheurs des Caraïbes | Réseautage | Concevoir une approche stratégique pour renforcer les organisations de pêcheurs des Caraïbes |
| Développement du Réseau des associations paysannes et des ONG des Caraïbes (CaFaNN) | Réseautage | Développer le réseautage et la coopération entre les associations paysannes et les ONG ; renforcer les capacités des associations paysannes et des ONG à identifier et à préparer des projets |
| IRETA/ALO 2004-05 – Activités relationnelles entre Agents de liaison agricole (ALO) de l'IRETA dans les pays du Pacifique | Réseautage | Améliorer la communication entre l'IRETA et les États membres par le biais du réseau ALO. Éléments du projet : i) opérations et coordination ALO ; ii) atelier annuel ALO |
| IRETA/ALO 2005-06 – Activités relationnelles entre Agents de liaison agricole (ALO) de l'IRETA dans les pays du Pacifique | Réseautage | Améliorer la communication entre l'IRETA et les États membres par le biais du réseau ALO. Éléments du projet : i) opérations et coordination ALO ; ii) atelier annuel ALO plus formation |
| Appui aux réseaux de recherche | | |
| CORAF 2004-05 | Réseautage | Encadrement de la consultation électronique CORAF/WE CARD sur le thème “Réseau CORAF, forêt et agroforesterie : réalités et perspectives” |
| CORAF 2005 – Sensibiliser les membres et encourager la création d'outils de communication et de diffusion des informations agricoles dans les États membres du CORAF | Réseautage | Sensibiliser les participants à la valeur des outils et systèmes pour l'analyse, la gestion et la diffusion des informations agricoles. Permettre aux participants d'acquérir des connaissances et de l'expérience dans l'utilisation de ces outils |



| Projet | Sujet | But |
|--|---|--|
| CORAF 2005-06 – Production d'un cédérom contenant les archives du bulletin <i>CORAF Action</i> | Réseautage | Préserver, au format électronique, tous les numéros du bulletin <i>CORAF Action</i> (en anglais et en français) et donc donner accès à cette information à un public plus vaste. Diffuser l'information produite par les chercheurs dans les États membres du CORAF |
| CORAF 2005-06 – Étude pilote sur l'impact de la recherche sur la gestion des ressources naturelles en Afrique centrale et de l'Ouest | Réseautage | Évaluer le taux d'adoption, par différents utilisateurs, des technologies mises au point par la recherche. Évaluer l'impact de l'utilisation de ces technologies sur la gestion des ressources naturelles au niveau local. Décider des meilleures pratiques en tenant compte des aspects sociaux de la recherche |
| Activités fondées sur les TIC | | |
| Titre | Sujet | But |
| Centre de ressources : consolidation | Portail Web | Fournir un centre de ressources de référence au CTA et à ses partenaires |
| Radio rurale en Afrique orientale et australe Lilongwe, 26-29 avril 2005 | Atelier en association avec la FAO et le SADC-CCD | Sensibiliser les décideurs et les partenaires du développement d'Afrique orientale et australe au rôle de la radio rurale dans le développement |
| Partenariat sur la radio rurale avec AMARC-Africa | Programmes de radio rurale | Faire participer des communautés à la production et la diffusion de programmes radio dans 35 pays d'Afrique |
| Appui à un système d'information de marché | Portail Web | Élaborer une base de données régionale et un outil SIG pour la saisie et la récupération des données en vue d'un système d'information de marché pour l'Afrique de l'Ouest |
| Examen de la plate-forme communautaire du CTA | Étude | Évaluer les forces et les faiblesses de la plate-forme communautaire en ligne actuellement offerte par le CTA à ses partenaires |
| Harmonisation des méthodes de collecte et d'analyse des SIM en Afrique de l'Ouest, 14-18 novembre 2005 | Atelier | Harmoniser les méthodes de collecte et d'analyse de données des pays membres du RESIMAO en tenant compte des tendances actuelles du marché au niveau national, régional et international |
| Plate-forme communautaire pour le programme de formation | Coopération avec Eldis | Fournir un espace de réseau social en ligne ("espace communautaire") pour la formation CTA |
| <i>ICT Update</i> | Portail Web, bulletin imprimé | Renforcer l'élaboration et la mise en œuvre des politiques TIC dans le domaine de l'agriculture et du développement rural par la fourniture d'informations opportunes et le partage de connaissances |



| Titre | Sujet* |
|--|--|
| Fils RSS – Identifier des stratégies pour améliorer l'accès à l'information et mieux la partager entre partenaires ACP, 16-18 février 2005 | Atelier |
| Stratégies pour renforcer l'accès à l'information agricole, sa diffusion et sa gestion en Tanzanie, 3-7 avril 2005 | Atelier |
| <i>Agritrade</i> | Portail Web |
| PAPGREN | Développement de site Web ; réseautage |
| Appui à l'établissement de forums électroniques | Forum électronique (groupes de discussion) |

But

Améliorer la disponibilité et l'accès à des informations appropriées (pertinentes, exactes, opportunes et adaptées) pour le développement agricole et rural des pays ACP par le biais d'un fil RSS (et plus généralement, XML)

Sensibiliser les institutions agricoles aux stratégies de gestion et de diffusion de l'information par le biais des TIC

Créer ou renforcer la prise de conscience des enjeux cruciaux et des dates butoirs concernant les négociations agricoles et piscicoles

Optimiser l'efficacité et la performance de la conservation et de l'utilisation durable des ressources phylogénétiques dans le Pacifique par la fourniture d'informations sur les ressources détenues par les banques génétiques du Pacifique

Optimiser l'efficacité et les performances des réseaux sociaux et le partage des connaissances

Nouveaux forums créés :

- Réseau caribéen de productrices des zones rurales
- Suivi de l'atelier de formation CRNM/PMU sur les négociations de commerce agricole et d'APE pour les Caraïbes
- Communication et gestion participative de l'information spatiale dans le Pacifique
- Évaluation des besoins d'information agricole des États ACP des Caraïbes
- Suivi de l'atelier du CTA : fils RSS – Identifier des stratégies pour améliorer l'accès à l'information des partenaires ACP
- Réseau énergie et genre du Pacifique (PEG)
- Préparation des pays ACP aux négociations agricoles lors de la 6^{ème} conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong
- Service d'assistance à la modélisation participative en 3D
- Réseau de cartographie communautaire – Afrique orientale et centrale
- Atténuation du VIH/sida en Afrique orientale et australe
- Renforcement des réseaux de femmes rurales dans les domaines de l'information, la communication et la lutte contre le VIH/sida en zones rurales



Séminaire annuel du CTA

| Titre | Détails* | Points clés |
|--|---|---|
| Le rôle des outils d'information et de communication pour le déploiement de plans de sécurité alimentaire et nutritionnelle aux Caraïbes | CARDI, CFNI Belize City, Belize 14-18 mars 2005 56 | <ul style="list-style-type: none">• Sensibiliser les décideurs caribéens aux liens entre agriculture, nutrition, santé et commerce par rapport au concept de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Passer en revue les progrès du déploiement des plans d'alimentation et de nutrition du point de vue de leur interaction avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les Caraïbes• Identifier les besoins d'information prioritaires pour le déploiement des plans d'alimentation et de nutrition dans la région• Identifier des activités prioritaires pour accompagner le déploiement des plans d'alimentation et de nutrition et améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région• Identifier les outils d'information et de communication à utiliser pour accompagner le déploiement des plans et programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les Caraïbes |
| Le rôle des outils d'information et de communication dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la région du Pacifique | IRETA Apia, Samoa 26-30 septembre 2005 28 | <ul style="list-style-type: none">• Identifier les besoins d'information prioritaires pour le déploiement de programmes alimentaires et nutritionnels dans la région• Identifier des activités prioritaires pour accompagner le déploiement de programmes alimentaires et nutritionnels et une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région• Identifier des outils d'information et de communication à utiliser pour accompagner le déploiement des programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région du Pacifique |

* Partenaire, lieu, date, nombre de participants

Visites d'étude

| Titre | Détails** | Points clés |
|--|---|-----------------------------------|
| Développement communautaire/radio rurale/écotourisme à Trinité-et-Tobago | 5-16 septembre 2005, Toco Foundation | Visite d'étude |
| Élevage et horticulture dans le Pacifique | 21-25 novembre 2005, Fidji, IRETA | Visite d'étude 12 participants |

Co-séminaires

| Titre | Détails** | Points clés |
|--|--------------------------------------|---------------------------------|
| Symposium international sur le développement des filières agro-pastorales en Afrique | 21-27 février 2005, Niamey, GREAD | Co-séminaire 20 participants |
| Cartographie communautaire participative/ SIGP | 7-10 septembre 2005, Nairobi, ITC | Co-séminaire 21 participants |



| Titre | Détails** | Points clés |
|--|---|--|
| Agrotourisme dans les Caraïbes | 3-5 octobre 2005, St.-Kitts et Nevis, IICA | Co-séminaire 17 participants |
| Convergence des sciences | 25-28 octobre 2005, Accra, WUR | Co-séminaire 16 participants |
| Développement rural et rôle de l'alimentation, de l'eau et de la biomasse : opportunités pour le développement et le climat | 14-16 novembre 2005, Dakar, RIVM | Co-séminaire 11 participants |
| Engendrer le changement : vulgarisation agricole participative dans le Pacifique | 21-25 novembre 2005, Tonga, SPC | Co-séminaire 16 participants |
| Dynamiser les réseaux de femmes rurales concernant l'information et la communication et lutter contre le VIH/sida dans les zones rurales | Bruxelles, 13-17 juin 2005 Financement : CTA, DGCD (Coopération belge au développement), FAO/ Dimitra, Fondation Roi Baudouin Collaboration technique : CE, Secrétariat ACP, Groupe des Ambassadeurs, Banque mondiale, OMS, ONUSIDA | Co-séminaire 23 réseaux et 70 participants issus d'agences de donateurs à la journée de sensibilisation |

** Date, lieu, partenaire

Programme d'appui aux séminaires (PAS)

| Titre | Participants parrainés par le CTA | Détails de l'événement |
|--|-----------------------------------|---|
| Conférence sur les criquets pèlerins | 11 | Dakar, Sénégal, 11-13 janvier 2005, CORAF |
| Atelier sur les législations africaines relatives à l'eau : cadres législatifs pluralistes pour la gestion rurale en Afrique | 11 | Gauteng, Afrique du Sud, 26-28 janvier 2005, NRI |
| Conférence internationale sur la gestion efficace de l'interface terre/eau pour résoudre les conflits entre agriculteurs, pêcheurs et aquaculteurs en zones côtières | 1 | Bac-Lieu, Vietnam, 1 ^{er} -3 mars 2005, IWMI |
| Forum Rhône-Alpes/Afrique | 2 | Lyon, France, 8-10 mars 2005 |
| Intégration du service d'information en ligne de PAN Germany pour la gestion non chimique des ravageurs dans les tropiques | 9 | Nairobi, Kenya, 21-25 mars 2005, PAN Germany |



| Titre | | Participants parrainés par le CTA | Détails de l'événement |
|--|--|-----------------------------------|--|
| Séminaire régional sur les expériences en matière de droit et de lobbying | | 17 | Yaoundé, Cameroun, 30 mars -1 ^{er} avril 2005, Association Citoyenne de Défense des Intérêts Collectifs (ACDIC) |
| IV ^{ème} rencontre internationale de FORAGRO | | 5 | Panama, 13-15 avril 2005, IICA |
| IELC 2005/4 ^{ème} congrès mondial du niébé | | 3 | Durban, Afrique du Sud, 17-21 avril 2005, Université de Pretoria |
| Intégration des petites entreprises dans l'économie à grande échelle | | 6 | Kandy, Sri Lanka, 27-30 avril 2005, Sarvodaya Economic Enterprise Development Services (SEEDS) |
| 5 ^{ème} biennale d'Afrique occidentale et centrale sur le maïs | | 13 | Cotonou, Bénin, 2-6 mai 2005, Institut International de l'Agriculture Tropicale (IITA) |
| 3 ^{ème} symposium international sur le biocontrôle et la biotechnologie | | 1 | Wuhan, Chine, 10-13 mai 2005, Université agricole de Huazhong |
| Atelier sur les profils de plantes médicinales africaines | | 14 | Pretoria, Afrique du Sud, 13-15 mai 2005, Université de Pretoria |
| Conférence de l'IAALD – Mondialisation de l'information : l'agriculture à la croisée des chemins | | 8 | Lexington, États-Unis, 15-21 mai 2005, IAALD |
| Visite d'étude de la CAFON aux Pays-Bas | | 1 | Pays-Bas, 29 mai-7 juin 2005, CAFON |
| Éditeurs contre le sida | | 7 | Kingston, Jamaïque, 30 mai-3 juin 2005, CAPNET |
| Alliance d'apprentissage pour démultiplier les approches novatrices dans le secteur de l'eau et l'assainissement | | 6 | Delft, Pays-Bas, 6-10 juin 2005, IRC |
| 6 ^{ème} congrès international du génie industriel | | 1 | Besançon, France, 7-10 juin 2005, Génie Industriel |
| 2 ^{ème} symposium international sur la patate douce et le manioc | | 4 | Kuala Lumpur, Malaisie, 14-17 juin 2005, MARD/ISHC |
| Conférence des Ministres des pays de la CEDEAO sur les biotechnologies agricoles | | 10 | Bamako, Mali, 21-24 juin 2005, CEDEAO |
| 7 ^{ème} conférence internationale sur la phytothérapie dans les Caraïbes | | 20 | Ste-Lucie, 23-26 juin 2005, IICA |
| Congrès international des herbages | | 9 | Dublin, Irlande, 26 juin-1 ^{er} juillet 2005, University College Dublin |
| 5 ^{ème} conférence internationale des spécialistes de l'information sur la santé animale | | 8 | Onderstepoort, Afrique du Sud, 28 juin-7 juillet 2005, Université de Pretoria |
| 41 ^{ème} rencontre annuelle de la Caribbean Food Crops Society | | 4 | Guadeloupe, Antilles françaises, 10-16 juillet 2005, CFCS |



| Titre | Participants parrainés par le CTA |
|--|--|
| Conférence internationale du cacao | 3 |
| Conférence de l'AFRIAMSLIC | 6 |
| Conférence internationale sur la science et la technologie | 5 |
| Forum sur la gestion concertée des ressources halieutiques et piscicoles d'Afrique de l'Ouest | 15 |
| 19 ^{ème} congrès – Utilisation de l'eau et du foncier pour l'alimentation et la protection de l'environnement | 2 |
| Impacts humains sur les attributs qualitatifs de la sécurité des sols dans les zones arides et semi-arides | 1 |
| Congrès ITANA 2005 – L'amélioration de la nutrition en Afrique grâce au TIC : développements et applications | 10 |
| 9 ^{ème} forum africain sur l'agriculture "Les programmes agricoles comme approche globale de la réduction de la pauvreté en milieu rural" | 6 |
| 15 ^{ème} congrès mondial de l'agriculture biologique, IFOAM | 4 |
| 4 ^{ème} conférence pan-africaine sur l'agriculture animale | 11 |
| Consultation d'experts sur les systèmes internationaux d'information pour la science et la technologie agricoles – État des lieux et perspectives | 5 |
| Campagnes nationales de la jeunesse lors des manifestations parallèles au SMSI | 9 |
| Atelier régional sur la recherche scientifique et les plans d'action nationaux pour lutter contre la désertification | 5 |
| Forum régional du PRCM en Afrique de l'Ouest pour débattre du 10 ^{ème} FED | 8 |
| Forum africain sur l'irrigation et le drainage | 10 |

Détails de l'événement

Kuala Lumpur, Malaisie, 17-19 juillet 2005, Conseil malaisien du cacao

Accra, Ghana, 23-25 août 2005, IAMSLIC

Akure, Nigeria, 14-19 août 2005, Université fédérale de technologie

Dakar, Sénégal, 5, 6 & 7 septembre 2005, ADEPA

Beijing, Chine, 10-18 septembre 2005, Commission Internationale des Irrigations et du Drainage

Ispahan, Iran, 12-16 septembre 2005, Université d'Ispahan

Le Cap, Afrique du Sud, 16-18 septembre 2005, Université de Stellenbosch

Ouagadougou, Burkina Faso, 19-23 septembre 2005, GTZ

Adélaïde, Australie, 23-25 septembre 2005, IFOAM

Arusha, Tanzanie, 23-26 septembre 2005, ILRI

Rome, Italie, 19-21 octobre 2005, FAO

Tunis, Tunisie, 16-18 novembre 2005, SchoolNetAfrica

Khartoum, Soudan, 22-24 novembre 2005, Chaire UNESCO / Études sur la désertification

Banjul, Gambie, 5-7 décembre 2005, WWF

Ouagadougou, Burkina Faso, 6-10 décembre 2005, ARID



Département Compétences et systèmes de gestion de l'information et de la communication (DCSGIC)

Formations en communication et en mise en réseau en 2005

| Cours du CTA | Détail des cours* | Participants (nombre) / pays bénéficiaires |
|---|--|--|
| Gestion des données scientifiques | Régional ; UNAAB ; Nigeria ; 7-18 mars 2005 | Chercheurs agronomes, géomètres, fournisseurs de SIM (21) ; Cameroun, Gambie, Ghana, Liberia, Nigeria, Sierra Leone |
| Systèmes d'information de marché | Régional ; IRETA ; îles Cook ; 25-29 avril 2005 | Chargés de l'information agricole et fournisseurs de SIM (14) du Pacifique Sud : îles Cook, États fédérés de Micronésie, Kiribati, îles Marshall, Papouasie-Nouvelle-Guinée, îles Salomon, Samoa, Tonga et Vanuatu |
| Rédaction scientifique | Régional ; IRAG ; Guinée ; 9-13 mai 2005 | Chercheurs agronomes (15) d'Afrique centrale et de l'Ouest : Burkina Faso, Cameroun, Congo (RD), Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Mali, Niger, Sénégal, Tchad et Togo |
| Renforcer la capacité d'information des ouvriers agricoles (pays anglophones) | Régional ; FVI ; Zambie ; 23-25 mai 2005 | Partenaires FVI ; Chargés de la communication agricole (21) ; Afrique du Sud, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe |
| Cadre logique et gestion de cycle de projet (pays francophones) | Régional ; IRAD ; Cameroun ; 23-27 mai 2005 | Partenaires CTA (18) ; Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo (RD), Côte d'Ivoire, Madagascar, Mali, Sao Tomé & Principe, Tchad |
| Formation régionale des formateurs en rédaction scientifique | Régional ; INSTI ; Ghana ; 23-31 mai 2005 | Chercheurs et professeurs en universités et instituts de recherche agricole (21) d'Afrique centrale et de l'Ouest : Cameroun, Congo (RD), Gambie, Ghana, Nigeria et Sierra Leone |
| Renforcer la capacité d'information des ouvriers agricoles (pays francophones) | Régional ; FVI ; Mali ; 31 mai-2 juin 2005 | Partenaires FVI ; Chargés de la communication agricole (17) ; Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo (RD), Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo |
| Gestion d'un SQR | Régional ; NAERLS ; Nigeria ; 27 juin-2 juillet 2005 | Responsables de SQR (17) ; Ghana et Nigeria |
| Conception et maintenance de site Web (niveau avancé) | Régional ; UCAD ; Sénégal ; 4-15 juillet 2005 | Responsables de site Web (18) d'Afrique centrale et de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal et Togo |
| Formation des formateurs en gestion des réseaux sociaux agricoles | Régional ; CARDI ; Trinité-et-Tobago ; 6-15 juillet 2005 | Coordinateurs de réseau, conseillers de réseaux agricoles caribéens (14) ; Barbade, Belize, Dominique, Jamaïque, Ste-Lucie, St-Vincent-et-Grenadines, Trinité-et-Tobago |
| Introduction aux outils et méthodes de communication pour les associations paysannes africaines | Régional ; FIPA ; Ouganda ; 12-16 septembre 2005 | Chefs de programme chargés de la communication et en contact direct avec les paysans (17) ; Congo (RD), Ghana, Kenya, Ouganda, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe |



Formations en communication et en mise en réseau en 2005

| Cours du CTA | Détail des cours* | Participants (nombre) / pays bénéficiaires |
|---|---|---|
| Introduction aux outils et méthodes de communication pour les associations paysannes africaines | Régional ; FIPA ; Mali ; 26-30 septembre 2005 | Chefs de programme chargés de la communication et en contact direct avec les paysans (15) ; Bénin, Congo (RD), Côte d'Ivoire, Madagascar, Mali, Rwanda, Sénégal |
| Conception de site Web (niveau avancé) | Régional ; INSTI ; Ghana ; 3-14 octobre 2005 | Responsables de site Web (19) ; Ghana et Nigeria |
| Gestion d'un SQR pour le Pacifique | Régional ; IRETA ; Samoa ; 24 octobre-1 ^{er} novembre 2005 | Responsables de SQR (13) ; îles Cook, Fidji, Kiribati, îles Marshall, Papouasie-Nouvelle-Guinée, îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu |
| Gestion d'un SQR | Régional ; SAILD ; Cameroun ; 21-29 novembre 2005 | Responsables de SQR (18) d'Afrique centrale : Burundi, Cameroun, Congo (Brazzaville), Congo (RD), Gabon, RCA, Rwanda et Tchad |
| Suivi et soutien des participants aux stages de gestion d'un SQR | Accompagnement en ligne des participants au stage de gestion SQR organisé à Lusaka en Zambie par M. Bert Alkemade | Responsables de SQR (16) ; Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Malawi, Namibie, Swaziland, Zambie, Zimbabwe |
| Suivi du stage de conception de site Web (niveau avancé) | Accompagnement en ligne des participants au stage 2004 de conception de site Web (niveau avancé) organisé à Nairobi par M. John Opigo | Documentalistes, responsables de site Web et professionnels de l'information des ONG et des institutions agricoles (19) ; Éthiopie, Kenya, Malawi, Ouganda, Samoa et Soudan |
| Nombre total de bénéficiaires du programme de formation du CTA : 293 | | |
| * Type, partenaire, lieu, date | | |

Élaboration de méthodes et supports de formation en 2005

| Activité | Détail des activités | Participants |
|---|--|---|
| Apprendre et pratiquer le journalisme agricole | Régional ; IciLàBas ; France ; avril-décembre 2005 | Journalistes (12) ; Bénin, Burkina Faso, Guinée, Mali, Niger, Sénégal |
| Évaluation du taux d'adoption et de l'utilisation du module IMARK "Gestion des documents électroniques" | FAO ; Italie ; juillet-décembre 2005 | Équipe d'évaluation |
| Ateliers virtuels : Facilitation de l'interaction en ligne | FAO ; Italie ; septembre 2005-février 2006 | Membres du réseau PROCICARIBE dans les Caraïbes et réseaux ASARECA |
| Production d'un module de formation sur "Les thèmes d'information prioritaires" | Digital Orange ; Pays-Bas ; septembre 2005-juin 2006 | Partenaires du CTA ayant accès à un PC et à l'Internet |



Appui à des formations non CTA en 2005

| Cours | Détails des cours* | Participants (nombre) / Pays bénéficiaires |
|--|--|--|
| Renforcement des techniques de sensibilisation | Régional ; IIRR ; Kenya ; 7-11 février 2005 | Agents de la communication et des relations publiques dans les organisation agricoles (17) ; Érythrée, Éthiopie, Kenya, Malawi, Ouganda, Soudan, Tanzanie |
| Rédaction scientifique | National ; TPRI ; Tanzanie ; 14-18 mars 2005 | Scientifiques (30) ; Tanzanie |
| Application de la cartographie et des SIG participatifs à la gestion des ressources | Régional ; ITC ; Nairobi, Kenya ; 29 août-10 septembre 2005 | Spécialistes des SIG (15) ; Afrique du Sud, Kenya, Ouganda, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe |
| Application de la cartographie et des SIG participatifs à la gestion des ressources | Régional ; ITC ; Nakuru, Kenya ; 28 novembre-6 décembre 2005 | Spécialistes des SIG (23) ; Afrique du Sud, Kenya, Ouganda |
| Approches participatives à la recherche et leur démultiplication | Régional ; TSBF ; Kenya ; 19-30 septembre 2005 | Membres d'AfNET (23) ; Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Kenya, Ghana, Madagascar, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Zambie, Zimbabwe |
| Atelier sur la facilitation de l'accès au marché pour les petits paysans d'Afrique | Régional ; KIT ; Tanzanie ; 23-30 octobre 2005 | Organisations intermédiaires et petits exploitants en Afrique orientale (28) ; Afrique australe et de l'Est |
| Analyse des données longitudinales et incomplètes | Régional ; SUSAN ; Addis Abeba ; Éthiopie ; 5-9 décembre 2005 | Chercheurs et statisticiens (25) ; Afrique sub-saharienne |
| AGORA et autres progrès technologiques dans la fourniture et le partage de l'information | Régional ; ITOCA ; Zimbabwe ; décembre 2005 ; février et mars 2006 | Documentalistes, chercheurs et gestionnaires de l'information dans les organismes d'enseignement et de recherche (90) ; Burkina Faso, Burundi, Congo (RD), Mali, Rwanda et Sénégal |
| Renforcement de la créativité sur le lieu de travail | Afrique sub-saharienne ; IFPRI ; 5-9 décembre 2005 | Chercheurs et professeurs des institutions agricoles en Afrique (18) |
| Suivi de la formation en gestion des données scientifiques | National ; UDS ; Ghana ; 12-21 décembre 2005 | Chercheurs et étudiants post-licence (21) ; Ghana |
| Intégration de la problématique du genre dans les projets de recherche et de développement | Régional ; IIRR ; Nairobi ; février 2006 | Chercheurs et agents du développement dans les instituts, les ONG et les services gouvernementaux (16) |

Nombre total de bénéficiaires du programme d'appui aux formations non CTA : 306

* Type, partenaire, lieu, date



Partenariats locaux et nationaux

| Afrique de l'Ouest | Partenaire | Contact |
|--|---------------|---|
| Appui aux activités d'information et de communication de la 6 ^{ème} FIARA 2005 | FIARA | M. Boubacar Cissé, Président, FIARA, Villa 19, Cité Darou Salam Derké-Castors, BP 13453, Dakar, Sénégal Tél. : +221 864 4202 Fax : +221 824 5765 E-mail : fiara@fiara.org |
| Programme pour renforcer l'information et la communication pour le développement agricole et rural des régions de Mandé et de Bélédougou | ADAF-Gallé | M. Salif Diallo, Président, Badalabougou, Rue Gamal Abdel Nasser, Porte 2, BP 3267, Bamako, Mali Tél./Fax : +223 2 220033 E-mail : adafgalle@afribone.net.ml |
| Projet de soutien au développement des éléments des services de documentation et de diffusion de l'information agricole | CDEDA | João de Carvalho, Ingénieur, Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Bissau Rue Ex-QG, Bissau, Caixa Postal 71, Guinée-Bissau Tél. : +245 221 200/+245 254 886 Fax : +245 222 483/ 221 019 E-mail : nsumne@hotmail.com |
| Améliorer l'accès des paysans ruraux aux informations agricoles par le biais d'émissions radiodiffusées | FENOP | M. Berthe Lancinan, Président, FENOP, 09 BP 977, Ouagadougou 09, Burkina Faso Tél. : +226 5030 1021 Fax : + 226 5036 3644 E-mail : sissoufou@hotmail.com ou fenop@cenatrin.bf |
| Projet de gestion communautaire de l'information et de la communication sur les ressources naturelles | GARDA | M. Kebba Bah, Directeur exécutif, P.O Box 4556 Bakau, Banjul, Gambie Tél. : +220 4 461711 Fax : +220 465544 E-mail : gardango@gamtel.gm |
| Renforcement de l'utilisation des TIC pour le développement rural et la création d'actifs | GNAFF | M. John Dziwornu, Vice-Président P.O. Box MB 37, Accra, Ghana, Tél. : +233 21 665707 / +233 20 8127767 Fax : +233 21 665 282 / 233 21 666-476 E-mail : dzijoh@yahoo.com |
| Développement d'activités d'information et de communication sur l'environnement pour la région centre-ouest du Sénégal | GREEN Sénégal | Mme Voré Gana Seck, Directrice, 19 HLM Route de Dakar, Villa N° 19, B.P. 219, Thiès, Sénégal Tél./Fax : +221 951 6830 E-mail : greensenegal@sentoo.sn |



Partenariats locaux et nationaux

| Afrique de l'Ouest | Partenaire | Contact |
|--|------------|--|
| Promotion de l'utilisation et l'application de la méthodologie pour la détermination des thèmes d'information prioritaires (TIP). | MOFA/DAES | Dr Kwame A. Amezah, Directeur par interim, P. O. Box MB. 37, Accra, Ghana. Tél. : +233 21 665 282 Fax : +233 21 665 282 E-mail : pasibey@hotmail.com |
| Renforcement des stratégies d'information et de communication utilisé entre les agroalimentaires au Mali | FENATPA | M. Yaya Mallé, Président, Fédération Nationale des Transformateurs des Produits Agroalimentaires (FENATPA), Rue Mohammed V, B.P. E 2604, Bamako, Mali Tél. : +223 222 8667/673 43 78 Fax : +223 222 8667 E-mail : nakoverger@yahoo.fr |
| Renforcement du système d'information et de communication utilisé entre les organisations, les entreprises familiales et les villages dans la zone de Meckhe | UGPM | M. Falilou Diagne, Président, Union des Groupements Paysans de Meckhe (UGPM), BP 43, Meckhe, Sénégal Tél. : +221 955 5113 Fax : +221 955 5286 E-mail : ugpm@sentoo.sn |
| Afrique centrale | Partenaire | Contact |
| Programme pour le renforcement des produits agroalimentaires locaux au Tchad | ATOSA | Mme Antoinette Mangaral Koudjal, Présidente, ATOSA, BP 5253, Ndjaména, Tchad Tél. : +235 526 504/+235 523 897 Fax : +235 525119 Portable : +235 290 949/+235 291 536 E-mail : koudjalm@yahoo.fr |
| Mise en œuvre de méthodes pour déterminer les priorités | CNAR | Dr Baba El Hadj Mallah, Directeur, CNAR, B.P 1228, N'Djaména, Tchad Tél. : +235 522 515 Fax : +235 523 214 E-mail : mallayebaba@yahoo.fr |
| Renforcement des capacités de GIC pour améliorer la structure du mouvement paysan dans le nord-est du Congo (RD) | SYDIP | M. Élysée Wanzirendi Kakule, Président, Chambre d'Agriculteurs Paysans, Avenue Walikale n° 25, B.P 561, Butembo/Nord-Kivu, République démocratique du Congo Tél. : +243 81 03 94 744 E-mail : sydiprdcongo@yahoo.fr |



Partenariats locaux et nationaux

Afrique centrale

Partenaire

Renforcement des capacités des communautés locales (Cobadem et Rascoba) pour leur permettre d'obtenir et de gérer deux forêts communautaires à Lomié

PRGIE/UNGC/Ministère de l'Environnement et des Forêts du Cameroun

Renforcement de l'information et de la communication pour le développement agricole et rural dans quatre zones du bassin du Congo

CODEDEM

Contact

M. Talatala Blondeau, Coordinateur national, BP 3410, Yaoundé, Cameroun
Tél. : +237 984 8448
Fax : +237 229 484
E-mail : btalatala@yahoo.com

Mme Gertrude Marianne Adjoh, Chef de projet, CODEDEM S/C du RNIE Cameroun, montée Maison blanche, Biyem Assi, BP 3410, Yaoundé, Cameroun
Tél. : +237 753 7144
Fax : +237 2312569
E-mail : codedem@yahoo.fr

Afrique de l'Est

Partenaire

Atelier de réflexion sur l'évolution et les performances des établissements de microfinance en Afrique : perspectives et leçons

MAIN

Connecter les petits paysans du Kenya à de meilleurs marchés grâce aux informations de marché

KACE

Renforcement des stratégies et des outils d'information et de communication dans les milieux ruraux malgaches

BIMTT (Bureau de Liaison des Centres de Formation Rurale, Madagascar)

Contact

M. Michael Fanta Wolde, Directeur exécutif, BP 278, Addis Abeba, Éthiopie
Tél. : +251 1 522 858/522 888
Fax : c/o +251 1 521034
E-mail : sefade@telecom.net.et

Dr. Adrian Mukhebi, Directeur exécutif, Brick Court 2nd Floor, Mpaka Road, Westlands, P.O. Box 59142-00200, Nairobi, Kenya
Tél. : +254 20 444 1829/444 1830
Fax : +254 20 4448486
E-mail : amukhebi@kacekenya.com
Site Web : www.kacekenya.com

M. Olivier Ravelomanantsoa, Président du Conseil d'Administration, Lot A 159, Faravohitra, rue Joël Rakotomalala, Antananarivo 101, Madagascar
Tél. : +261 20 2260404
Fax : +261 20 2241228
E-mail : bimtt@dts.mg



Partenariats locaux et nationaux

| Afrique australe | Partenaire | Contact |
|---|-------------------|--|
| Dynamiser la production et l'information de marché des associations rurales de producteurs | SFAP Norad | M. Felix Chizhuka, Chargé de projet, 120 Kudu Road, Kabulonga, P.O. Box 30395, Lusaka, Zambie Tél. : + 260-1-262 936 / 260 097 77 72 20 Fax : +260 1 262 950 E-mail : sfap@sfap.org.zm ou fchizhuka@yahoo.com |
| Caraïbes | Partenaire | Contact |
| Compétences de GIC pour renforcer les stratégies paysannes de planification et de gestion de la commercialisation | ECTAD | M. Jethro Greene, Coordinateur du Projet de l'ECTAD, PO Box 827, Kingstown, Saint-Vincent-et-Grenadines Tél. : +784 457 0404 Fax : +784 485 6488 E-mail : ectadsvg@yahoo.com |

Ateliers et séminaires

| Événement | Détail des événements | Participants |
|--|--|--|
| Foire internationale de l'agriculture et des ressources animales (FIARA) | Dakar, Sénégal, 24-31 mars 2005 | Organisations nationales et organismes financiers de six pays d'Afrique de l'Ouest |
| Atelier de réflexion sur l'évolution et les performances des établissements de microfinance en Afrique : perspectives et leçons | Yaoundé, Cameroun, 2-5 mai 2005 | Établissements africains et caribéens de microfinance |
| Atelier de suivi sur la promotion des partenariats entre le CTA et les organisations ACP locales et nationales en Afrique centrale et de l'Ouest | Yaoundé, Cameroun, 19-23 septembre 2005 | Partenaires locaux et nationaux du CTA de l'Afrique centrale, de l'Ouest et de l'Est |
| Atelier régional du CTA avec des partenaires locaux et nationaux dans les pays africains anglophones | Accra, Ghana, 17-21 octobre 2005 | Partenaires locaux et nationaux du CTA en Afrique australe, de l'Ouest et de l'Est |
| Atelier sur la promotion des partenariats entre le CTA et les organisations nationales des pays de la région des Caraïbes | St.-Vincent-et-les-Grenadines, 21-25 novembre 2005 | Partenaires locaux et nationaux du CTA dans les Caraïbes |



Stratégies en matière de sciences et technologies (ST&I) 2005

| Titre | Détail des événements* | Bénéficiaires |
|--|---|---|
| Atelier d'experts sur les biotechnologies, la biodiversité, les sciences et la gouvernance | Wageningen, Pays-Bas, 18-22 avril 2005 | Experts en S&T (12) ; pays ACP (10) et Europe (2) |
| Atelier régional sur l'analyse du système de sciences, technologies et innovations agricoles dans la région Pacifique | Suva, Fidji, 4-8 juillet 2005 ; SPC & KIT | Experts en S&T (30) ; 10 pays du Pacifique |
| Atelier régional sur l'analyse du système agricole de science, technologie et innovation (ST&I) dans la région des Caraïbes | Kingston, Jamaïque, 18-22 juillet 2005 ; NCST et KIT | Experts en S&T (33) ; 14 pays des Caraïbes |
| Congrès CTA-ATPS de la jeunesse régionale africaine et exposition sur l'emploi des jeunes et la création d'actifs : opportunités dans le secteur de l'agriculture, des sciences, des technologies et de l'innovation | Nairobi, Kenya, 20-23 juin 2005 ; ATPS | Experts en S&T/jeunes (73) ; 21 pays d'Afrique |
| Appui à la 3 ^{ème} assemblée générale du Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA) | Entebbe, Ouganda, 6-12 juin 2005 ; NARO Ouganda | Appui à l'organisation de la conférence |
| Atelier sous-régional sur l'analyse du système agricole de science, technologie et innovation (ST&I) en Afrique centrale et de l'Ouest | Umuahia, Nigeria, 8-12 août 2005 ; Abia State University et KIT | Experts en S&T (30) ; 13 pays d'Afrique centrale et de l'Ouest + les Pays-Bas (2) |
| Atelier sous-régional sur l'analyse du système agricole de science, technologie et innovation (ST&I) en Afrique australe et de l'Est | Lilongwe, Malawi, 19-23 septembre 2005 ; Bunda College of Agriculture & KIT | Experts en S&T (29) ; 10 pays d'Afrique australe et de l'Est |
| Rencontres nationales sur l'avant-projet de document cadre régional pour la science, la technologie et l'innovation | 13 pays membres du CCST | Plus de 100 experts en S&T de 13 pays des Caraïbes |
| 4 ^{ème} réunion du Comité consultatif sur les S&T pour le développement agricole et rural des pays ACP | Wageningen, Pays-Bas ; 7-11 novembre 2005 | Experts S&T (47) ; pays ACP (29), Europe (18) |
| Renforcement des capacités – ateliers nationaux et études de cas sur la recherche pilotée par la demande/ combler l'écart dans les systèmes agricoles ST&I | Mai-décembre 2005 ; IRAD Cameroun et ATPS Kenya en collaboration avec CABI, Kenya | 50 experts en S&T du Cameroun et du Kenya ; deux études de cas |



Stratégies en matière de sciences et technologies (S&T) 2005

| Titre | Détail des événements* | Bénéficiaires |
|--|--|--|
| Renforcement des capacités – ateliers nationaux et études de cas sur l'innovation et l'expérimentation agricoles | Mai-décembre 2005 ; NARI (Papouasie-Nouvelle-Guinée), CARDI Jamaïque, ISRA, Sénégal en collaboration avec l'université libre d'Amsterdam | 75 experts en S&T de Jamaïque, Papouasie-Nouvelle-Guinée et du Sénégal ; trois études de cas |
| Études de cas sous-régionales sur les systèmes agricoles ST&I | Décembre 2005-juillet 2006 ; SPC (Fidji), Bunda College (Malawi), CARDI (Trinité-et-Tobago) et NARI (Gambie) | Plus de 100 experts de Fidji, du Malawi, de Trinité-et-Tobago et de la Gambie ; quatre études de cas |
| Remaniement du site Web <i>Connaissances pour le Développement</i> | Janvier-décembre 2005 ; KIT, Contactivity bv, spécialistes des pays ACP | Pays ACP et partenaires européens |
| Note d'orientation ACP sur les biotechnologies et la biodiversité | Avril-novembre 2005 | Régions ACP |

* *Lieu, date, partenaire*



Planification et services communs (P&SC)

Analyse socioéconomique et sensibilisation aux questions transversales et thèmes de développement spécifiques

| Activité | Sujet | But |
|------------------------|---|---|
| Séminaires internes | <ul style="list-style-type: none"> Négociations sur les APE et le commerce agricole à l'OMC ; réforme de la PAC (mars) Biodiversité, science et gouvernance (avril), en collaboration avec le DCSGIC Nouveaux outils TIC pour une utilisation efficace du Web (août) | Mieux sensibiliser le personnel du CTA aux questions transversales et promouvoir l'élaboration des stratégies du CTA |
| Consultation d'experts | 8 ^{ème} Observatoire des TIC sur la gestion des ressources naturelles (Wageningen, 26-28 octobre), organisé par le CTA en collaboration avec Alterra (WUR) et l'ITC | <p>Mieux comprendre l'utilisation réelle et potentielle des TIC dans la gestion des ressources naturelles, en accordant une attention particulière à quatre questions liées à l'accès au foncier et à l'occupation des terres, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'utilisation des TIC dans le contexte de l'occupation foncière coutumière/la création d'un cadastre L'utilisation des TIC dans le contexte des questions liées aux pasteurs et aux parcours L'utilisation des TIC dans le contexte des questions liées à l'aménagement forestier communautaire Les applications des SIG participatifs |
| Consultation d'experts | Consultation d'experts sur les systèmes d'information de marché et les bourses de produits agricoles : renforcement des institutions et des signaux du marché (Amsterdam, 28-30 novembre) | Acquérir une meilleure appréciation de la façon dont l'information de marché s'intègre à d'autres interventions de marché ; obtenir un tableau plus détaillé des services permanents d'information de marché et des nouvelles opportunités dans les institutions de marketing aux rangs des partenaires du CTA ; promouvoir le dialogue et l'échange d'expériences entre parties prenantes ACP sur les SIM et les bourses de produits agricoles ; informer le CTA de sa stratégie future en matière d'appui aux institutions du marché pour aider les paysans, négociants et autres acteurs de la chaîne commerciale |
| Micro-financement | GenARDIS : micro-financement de projets axés sur le genre, l'agriculture et le développement rural dans la société de l'information (projet en collaboration avec l'IICD, le CRDI et des parties prenantes APC) | Appuyer des activités novatrices qui contribuent à une meilleure appréciation et à l'application des TIC dans les projets axés sur le genre, l'agriculture et le développement rural en Afrique, aux Caraïbes et dans le Pacifique |
| Étude | Série de notes d'information sur les Accords de partenariat économique (APE) sur l'agriculture, les mesures sanitaires et phytosanitaires et les pêches (co-financé par l'ECDPM) Publiée sur <i>Agritrade</i> * | Fournir, de façon simple et accessible, une introduction et une synthèse des questions spécifiques abordées dans la négociation d'un APE. Ces notes d'information sont de nature prospective et examinent les options ouvertes à la négociation |



Analyse socioéconomique et sensibilisation aux questions transversales et thèmes de développement spécifiques

| Activité | Sujet | But |
|-----------------------|--|--|
| Document de réflexion | Renforcer les liens entre les négociations d'APE et à l'OMC en matière d'agriculture (co-financé par l'ECDPM) Publié sur <i>Agritrade</i> * | Fournir aux pays ACP des recommandations avant la 6 ^{ème} Conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong sur les interactions entre les négociations de commerce agricole multilatérales (OMC) et bilatérales (APE) afin de maximiser les résultats pour les pays ACP |
| Forums électroniques | Préparer les pays ACP aux négociations agricoles de la 6 ^{ème} Conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong (en partenariat avec le GRET) Résultats de la discussion publiés sur <i>Agritrade</i> * | Aider les pays ACP à se préparer aux débats lors de la prochaine rencontre ministérielle de l'OMC en stimulant le dialogue et la consultation entre eux, sur une base informelle, sur des points clés des négociations agricoles |
| Suivi d'étude | Traduction de l'information acquise lors de l'étude sur les plantes médicinales des Caraïbes en un guide convivial à l'intention de l'industrie | Procurer aux entreprises caribéennes spécialisées dans l'herboristerie et aux autres agences intéressées une source d'information fiable pour la propagation et la transformation de plantes médicinales désignées en produits commerciaux |
| Forums électroniques | Consultation électronique sur les principaux enjeux des relations pêche ACP-UE Suivi de la rencontre des experts des pêches, organisée à Bruxelles en décembre 2004. Rapport de la première partie sur la pêche INN maintenant disponible | Promouvoir le dialogue régional et inter-régional entre les experts des pêches des pays ACP sur : (i) la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) et ses impacts sur les différents aspects de la gestion des pêcheries et (ii) l'amélioration de l'accès au marché (régional et international) pour le secteur pêche ACP |
| Forums électroniques | Consultation électronique sur la dynamisation des réseaux de femmes rurales et la lutte contre le VIH/sida dans les zones rurales Suivi de la rencontre organisée par le CTA, Dimitra, la FAO et la DGCD en juin 2004 | (i) Examiner les moyens de renforcer les capacités et la durabilité des réseaux pour définir des activités et mettre en commun des expériences et des connaissances sur l'impact du VIH/sida dans les zones rurales, en particulier sur les femmes (ii) Renforcer la contribution au congrès mondial des femmes rurales qui se tiendra en Afrique du Sud, conformément à la demande des organisateurs de la conférence |

**Agritrade* est le portail Web du CTA sur les questions liées au commerce agricole.



Appui à la gestion du cycle annuel de projet du CTA

| Activité | Sujet | But |
|--|--|---|
| Étude | Évaluation des besoins en informations agricoles dans les pays ACP des Caraïbes, Phase 2 : Bahamas, Barbade, Belize et Jamaïque, (avril-octobre) | Recommander des partenaires/bénéficiaires potentiels pour les activités et services du CTA et identifier leurs besoins en termes d'informations agricoles et de renforcement des capacités |
| Étude | Évaluation des besoins en informations agricoles dans les pays africains en situation d'après conflit (consultants nommés en décembre) | Recommander des partenaires/bénéficiaires potentiels pour les activités et services du CTA et identifier leurs besoins en termes d'informations agricoles et de renforcement des capacités |
| Réunions internes de planification | Série de réunions permettant à chaque département de présenter ses idées pour le programme de l'année suivante en prévoyant du temps pour que le reste du personnel donne des commentaires, contribue au débat et présente des idées nouvelles (avril) | Faciliter la préparation ponctuelle du projet de programme d'activités pour l'année suivante et garantir la collaboration entre départements et la contribution de chacun au programme |
| Méthode de planification et gestion financière | Réunions internes pour remanier le cadre logique, la gestion du cycle de projet ainsi que l'administration et la notification de projet | Sensibiliser les membres du personnel du CTA et les familiariser avec de nouvelles procédures et de nouvelles réglementations financières afin d'améliorer l'efficacité et les performances |
| Consultation de l'encadrement | Préparation d'une consultation pour améliorer l'efficacité et les performances du SQR du CTA : en collaboration avec le DSPI | Améliorer l'efficacité et les performances des opérations des SQR régionaux et nationaux dans les pays ACP |
| Appui institutionnel | Poursuite du développement de la base de données du CTA sur les consultants et prestataires de services pour appuyer les activités du Centre : en collaboration avec le Département ABRH | Promouvoir la transparence dans le processus de sélection des consultants |

Évaluation des performances et de l'impact

| Activité | Sujet | But |
|--------------------|--|---|
| Évaluation | Évaluation de la mise en œuvre du Plan stratégique et du cadre d'action du CTA pour 2001-2005 | Améliorer les performances et l'impact des programmes du CTA en se servant des résultats pour optimiser la prise de décision, le déploiement de programme, l'apprentissage organisationnel et la reddition de comptes |
| Suivi d'évaluation | Discussions internes des résultats d'évaluation, sous l'égide du P&SC et du DCSC, concernant le sous-programme de séminaires et de visites d'étude | Passer en revue les leçons apprises et élaborer un plan d'action destiné à améliorer les performances et l'impact du sous-programme |



Évaluation des performances et de l'impact

| Activité | Sujet | But |
|--|---|---|
| Examen par les pairs et lancement d'un kit d'outils d'évaluation | <ul style="list-style-type: none">Réunion des auteurs, réviseurs et autres collaborateurs organisée au siège du CTA à Wageningen en février 2005Inauguration le 28 novembre à Dar es Salaam en Tanzanie, suivie d'un atelier de 4 jours avec une quarantaine de participants. L'événement, auquel ont aussi assisté des représentants de certaines organisations partenaires du CTA en Afrique orientale et australe, a permis d'ouvrir la voie à la promotion et au suivi de l'utilisation du guide dans d'autres régions ACP | Renforcer la capacité des responsables de projet, notamment dans les pays en développement, afin de leur permettre d'évaluer les performances des produits et services d'information agricole |

Élaboration des systèmes et réseaux informatiques internes

| Activité | Sujet | But |
|---|---|--|
| Renforcement des systèmes informatiques | Phases III et IV – Analyse et développement de logiciels de gestion de projet | Affiner les logiciels de gestion de projet ; leur apporter de nouvelles fonctionnalités et perfectionner la fonction de compte rendu |
| Réseau interne | Renforcement du réseau interne | Améliorer la protection antivirus, le filtrage des spam et assurer un accès à distance sécurisé par le biais d'un réseau privé virtuel |
| Navision | Poursuite du développement du système de comptabilité Navision | Mettre en service un système de comptabilité doté d'un module de gestion de projet intégré et améliorer l'intégration des systèmes comptables et des systèmes de gestion de projet existants, du point de vue du flux des données électroniques et des données imprimées |



Sigles, acronymes et abréviations

| | |
|-------------|---|
| ABRH | Administration, budget et ressources humaines |
| ACDIC | Association citoyenne de défense des intérêts collectifs |
| ACNARS | Australian Contribution to a National Agricultural Research System |
| ACP | Groupe des états d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique |
| ADAF | Association pour le développement des activités de production et de formation |
| ADEPA | Association ouest-africaine pour le développement de la pêche artisanale |
| AfNET | African network for Soil Biology and Fertility (TSBF) |
| AGORA | Access to Global Online Research in Agriculture |
| ALO | Agent de liaison agricole |
| AMARC | Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires |
| ANOPACI | Association nationale des organisations professionnelles agricoles de Côte d'Ivoire |
| APC | Association for Progressive Communications |
| APD | Aide publique au développement |
| APE | Accord de partenariat économique |
| APP | Assemblée parlementaire paritaire |
| ARID | Association régionale sur le drainage en Afrique de l'Ouest et du Centre |
| ASARECA | Association for Strengthening Agricultural Research in Eastern and Central Africa |
| ASDI | Agence suédoise de développement international |
| ASTI | Science, technologie et innovation agricoles |
| ATOSA | Association tchadienne des opérateurs du secteur agroalimentaire |
| ATPS | African Technology Policy Studies Network |
| AVIDEL | Association villageoise pour le développement local |
| BIMTT | Bureau de liaison des centres de formation rurale |
| CABI | CAB International |
| CaFaNN | Caribbean Farmers and NGOs Network |
| CAFON | Coopérative artisanale des forgerons de l'Office du Niger |
| CAIS | Caribbean Agricultural Information Service |
| CANROP | Caribbean Network of Rural Women Producers |
| CAPNET | Caribbean Publishers Network |
| CaRAPN | Caribbean Regional Agricultural Policy Network |
| CARDI | Institut caribéen de recherche et de développement agricoles |
| CariPestNet | Caribbean Pest Information Network |
| CCD | Centre de communication pour le développement (SADC) |
| CCST | Conseil caribéen pour la science et la technologie |
| CDE | Centre pour le développement de l'entreprise ACP-UE |
| CDEDA | Centre de documentation et de divulgation agricole |
| CE | Commission européenne |
| CECIK | Centre for Cosmovision and Indigenous Knowledge |
| CEDEAO | Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest |
| CFCS | Caribbean Food Crops Society |



| | |
|---------|--|
| CFNI | Caribbean Food and Nutrition Institute |
| CIERRO | Centre international d'études en radios rurales de Ouagadougou |
| CIID | Commission internationale des irrigations et du drainage |
| CIRAD | Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement |
| CMA/AOC | Conférence des ministres de l'agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre |
| CMC | Centre multimédia communautaire |
| CNAR | Centre national d'appui à la recherche du Tchad |
| CODEMEM | Comité de développement du Dja et Mpomo |
| CORAF | Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricole |
| COREPER | Comité des représentants permanents auprès de l'UE |
| CRDI | Centre de recherches pour le développement international |
| CRNM | Caribbean Regional Negotiating Machinery |
| DAES | Directorate of Agricultural Extension Services (MOFA Ghana) |
| DCSC | Département Canaux et services de communication (CTA) |
| DCSGIC | Département Compétences et systèmes de gestion de l'information et de la communication (CTA) |
| DFID | Ministère de la coopération internationale (GB) |
| DGCD | Direction générale de la coopération au développement (Belgique) |
| DGCID | Direction générale de la coopération internationale et du développement (France) |
| DORA | Diffusion d'ouvrages de référence sur l'agriculture (CTA) |
| DPSI | Département Produits et services d'information (CTA) |
| DSI | Diffusion sélective de l'information (CTA) |
| ECAPAPA | Eastern and Central Africa Programme for Agricultural Policy Analysis |
| ECDPM | Centre européen de gestion des politiques de développement |
| ECTAD | Eastern Caribbean Agriculture Trading and Development Company |
| FANRPAN | Food, Agricultural and Natural Resources Policy Analysis Network |
| FAO | Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture |
| FARA | Forum pour la recherche agricole en Afrique |
| FED | Fonds européen de développement |
| FEMNET | Réseau de développement et de communication pour les femmes africaines |
| FENATPA | Fédération nationale de transformateurs des produits agroalimentaires |
| FENOP | Fédération nationale des organisations paysannes |
| FIARA | Foire internationale de l'agriculture et des ressources animales |
| FIPA | Fédération internationale des producteurs agricoles |
| FM | Modulation de fréquence |
| FOODNET | Réseau de recherche & développement du marché agricole en Afrique centrale et de l'Est |
| FORAGRO | Forum régional sur la recherche agricole et le développement technologique |
| FVI | First Voice International (anciennement World Space Foundation) |
| GARDA | Gambia Rural Development Agency |
| GIC | Gestion de l'information et de la communication |
| GNAFF | Ghana National Association of Farmers and Fishermen |
| GREAD | Groupe de recherche, études et actions pour le développement |
| GREEN | Groupe de recherche et d'études environnementales (Sénégal) |
| GRET | Groupe de recherche et d'échanges technologiques |
| GTZ | Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit |
| HTML | Hypertext Markup Language |
| IAALD | Association internationale des spécialistes de l'information agricole |



| | |
|---------|---|
| IAMSLIC | International Association of Aquatic and Marine Science Libraries and Information Centers |
| IELC | International Edible Legumes Conference |
| IFDC | International Fertilizer Development Center |
| IFOAM | International Federation of Organic Agriculture Movements |
| IFPRI | International Food Policy Research Institute |
| IICA | Inter-American Institute for Cooperation on Agriculture |
| IICD | Institut international pour la communication et le développement |
| IIRR | Institut international de la reconstruction rurale |
| IITA | Institut international de l'agriculture tropicale |
| ILRI | International Livestock Research Institute |
| IMARK | Information Management Resource Kit (un kit de ressources de formation) |
| INADES | Institut africain pour le développement économique et social |
| INASP | Réseau international pour l'accès aux publications scientifiques |
| INN | Pêche illégale, non déclarée et non réglementée |
| INSTI | Institute for Scientific and Technological Information |
| IPGRI | International Plant Genetic Resources Institute |
| IRAD | Institut de recherche agricole pour le développement |
| IRAG | Institut de recherche agricole de Guinée |
| IRC | Centre international de l'eau et l'assainissement |
| IRETA | Institut pour la recherche, la vulgarisation et la formation en agriculture et en développement rural |
| ISNAR | International Service for National Agricultural Research |
| ISRA | Institut sénégalais de recherches agricoles |
| ITANA | Technologie de l'information pour l'avancement de la nutrition en Afrique |
| ITC | Institut international pour la géoinformatique et l'observation de la Terre |
| ITDG | Intermediate Technology Development Group |
| ITOCA | Information Training and Outreach Centre for Africa |
| IWMI | International Water Management Institute |
| KACE | Kenya Agricultural Commodity Exchange |
| KIT | Koninklijk Instituut voor de Tropen (Institut royal des tropiques) |
| MAIN | Microfinance African Institutions Network |
| MARAPA | Mar Ambiente e Pesca Artesanal |
| MARDI | Malaysian Agricultural Research and Development Institute |
| MARE | Centre for Maritime Studies |
| MISTOWA | Réseau régional des systèmes d'information de marché et de commerce agricole en Afrique de l'Ouest |
| MOFA | Ministère de l'alimentation et de l'agriculture (Ghana) |
| NAERLS | National Agricultural Extension and Research Liaison Service |
| NARI | National Agricultural Research Institute (Papouasie-Nouvelle-Guinée) |
| NARO | National Agricultural Research Organisation (Ouganda) |
| NCST | National Commission on Science and Technology |
| NIHERST | Institut national de l'enseignement supérieur de la recherche, de la science et de la technologie |
| Norad | Agence norvégienne pour la coopération internationale au développement |
| NRI | Natural Resources Institute |
| OCDE | Organisation de coopération et de développement économiques |
| OMC | Organisation mondiale du commerce |
| OMD | Objectif du Millénaire pour le développement |
| OMS | Organisation mondiale de la santé |



| | |
|-------------|---|
| ONG | Organisation non gouvernementale |
| ONU | Organisation des Nations unies |
| ONUSIDA | Programme des Nations unies pour le sida |
| OPM | Oxford Policy Management |
| ORO | Observatoire régional de l'oignon |
| P&SC | Planification et services communs (CTA) |
| PABA | Association panafricaine des libraires |
| PAC | Politique agricole commune |
| PAN Germany | Pestizid Aktions-Netzwerk e.V. |
| PAPGREN | Pacific Agricultural Plant Genetic Resources Network |
| PAS | Programme d'appui aux séminaires |
| PC | Ordinateur individuel |
| PDCRE | Projet de développement des cultures de rente et d'exportation |
| PEG | Réseau énergie et genre du Pacifique |
| PIB | Produit intérieur brut |
| PMA | Pays les moins avancés |
| PME | Petites et moyennes entreprises |
| PMU | Unité de gestion de programme |
| PNUD | Programme des Nations unies pour le développement |
| PPA | Parité de pouvoir d'achat |
| PPTE | Pays pauvres très endettés |
| PRCM | Programme régional de conservation de la zone côtière et marine |
| PRGIE | Projet régional de gestion et d'information environnementale |
| PROCICARIBE | Program for Cooperation of Institutes of Agricultural Science and Technology in the Caribbean |
| PROPAGE | Association pour la promotion et la propagation du patrimoine végétal des régions arides et semi-arides |
| PROTA | Plant Resources of Tropical Africa |
| PS | Plan stratégique (CTA) |
| RAIN | Réseau régional d'information agricole (ASARECA) |
| RCA | République centrafricaine |
| RD | République démocratique (du Congo) |
| RESACIFROAT | Réseau d'appui à la citoyenneté des femmes rurales ouest africaines et du Tchad |
| RESIMAO | Réseau des systèmes d'information des marchés en Afrique de l'Ouest |
| RIVM | Rijksinstituut voor Volksgezondheid en Milieu |
| RSS | Rich Site Summary/Really Simple Syndication |
| RUAF | Réseau international des centres de ressources sur l'agriculture urbaine et la sécurité alimentaire |
| RURANET/CID | Réseau de radio rurale et centres d'information sur le développement |
| S&T | Sciences et technologies |
| SADC | Southern African Development Community |
| SAILD | Service d'appui aux initiatives locales de développement |
| SAN | Sécurité alimentaire et nutritionnelle |
| SDP | Service de distribution des publications (CTA) |
| SEEDS | Sarvodaya Economic Enterprise Development Services |
| SFAP | Support to Farmer Associations Project |
| SGRP | System-wide Genetic Resources Programme |
| SIG | Système d'information géographique |
| SIGP | Système d'information géographique participatif |



| | |
|----------|--|
| SIM | Système d'information sur les marchés |
| SISH | Société internationale des sciences horticoles |
| SMS | Short Message Service |
| SMSI | Sommet mondial sur la société de l'information |
| SOPADAS | Solidarité paysanne pour le développement agricole et social |
| SPC | Secrétariat général de la communauté du Pacifique |
| SQR | Service questions-réponses (CTA) |
| ST&I | Sciences, technologies et innovation |
| SURF | Sub-regional Resource Facilities |
| SUSAN | Sub-Saharan African Network (International Biometric Society) |
| SYDIP | Syndicat de défense des intérêts paysans |
| TIC | Technologies de l'information et de la communication |
| TIP | Thème d'information prioritaire |
| TPRI | Tropical Pesticides Research Institute |
| TSBF | Tropical Soil Biology and Fertility |
| UCAD | Université Cheikh Anta Diop de Dakar |
| UDS | University of Development Studies |
| UE | Union européenne |
| UFROAT | Union des femmes rurales ouest africaines et du Tchad |
| UGPM | Union des groupements paysans de Meckhe |
| UNAAB | University of Agriculture, Abeokuta |
| UNESCO | Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture |
| UNGC | Unité nationale de gestion et de coordination |
| UNRISD | Institut de recherche des Nations unies pour le développement social |
| URTNA | Union des radiodiffusions et télévisions nationales d'Afrique |
| USAID | Agence des États-Unis pour le développement international |
| VIH/sida | Virus immunodéficientaire humain/syndrome immunodéficientaire acquis |
| WECARD | West and Central African Council for Agricultural Research and Development (voir CORAF) |
| WOFAN | Women Farmers Advancement Network |
| WUR | Wageningen University Research Centre |
| WWF | Fonds mondial pour la nature |
| XML | Extensible Markup Language |
| ZADI | Zentralstelle für Agrardokumentation und Information (Ministère de l'agriculture, Allemagne) |



Index

abonnés (SDP) 63–64

Accord

de Cotonou xiv

de partenariat économique
(APE) xii, 85

ACP

Comité des ambassadeurs xiv,
49, 50

Conseil des Ministres (Bruxelles,
décembre 2005) xiii

événements xii, xiv

États 57–58

Afrique ix, xiii, 11, 13–19, 22, 28, 33,
57–58, 64–66

agriculture urbaine 21

**Agriflash (programme de
télévision)** 6, 11

AgriTrade 7, 36, 71

**aide publique au développement
(APD)** xi

aloès 7

analyse socioéconomique 85–86

Annan, Kofi A. 27

AMARC 16

ANOPACI 30

Antennes du CTA

Bruxelles 46

Caraïbes 44, 67, 72

Pacifique 45, 67–69, 72

apprentissage

local 30

organisationnel vi

Arte (télévision) 11, 63

**Assemblée parlementaire
paritaire** xii

ASTI 33

AVIDEL 30

Banque mondiale 26, 27

BIMTT 32–33

Biodiversité 33

Biotechnologie 33, 51

**Bourse des produits agricoles du
Kenya** 32–33

budgets

du CTA xiii–xiv, 48

de l'UE xv

événements politiques xiv

CABI 7, 10, 62

Caraïbes 22–23, 37, 44, 51, 57, 64–67,
72, 76, 82–83

CARDI 44, 76

Centre multimédia

communautaire 15–16

CIRAD 10

coédition 4, 61–63

Comité

des ambassadeurs (ACP) xiv,
49–50

consultatif 33, 49, 53–55

des finances et du développement
xiii

commerce xi–xii, 32, 68, 86

communautés rurales 25–31

**Connaissances pour le
développement (bulletin)** 29

Conseil

caribéen pour la science et la
technologie 51

des ministres xiii

co-séminaires 43, 72–73

création d'actifs 27

défis xi

immigration x

institutionnels 16–17

politiques 16–17

départements du CTA

Administration, budget et
ressources humaines 47–52

Canaux et services de
communication vi, 12–13,
48–49, 67–75

Compétences et systèmes de
gestion de l'information et de
la communication vi, 24–25,
48–49, 76–84

Planification et services
communs 34–35, 48–49, 85–88

Produits et services
d'information vi, 2–3, 48–49,
60–66

dépenses annuelles 50

diffusion

de l'information 3–8

numérique par satellite 5–6, 11

sélective de l'information (DSI)
3–8, 10, 66

**Doha, agenda pour le
développement** xii



DSI, voir diffusion

édition 2-3, 60-63

Esporo (magazine) 5, 60

évaluation

des besoins d'information 36-38, 44

de l'impact 87-88

kit d'outils astucieux 42, 88

suivi 43, 87

événements ix-xi

FAO 17-19, 32, 73, 77

FARA 29

Fonds européen de développement (FED) xiii, 47, 50

films d'actualité 5, 20, 71

finances, voir budgets

First Voice International (FVI) 5, 6, 11

FOODNET 32

formation

thèmes liés à la GIC 30-31

formations non CTA 78

radio rurale 17-19

gestion

du cycle de projet 87

de l'information et de la communication ix, 24, 30-31, 39-40, 80

des ressources naturelles 32, 42, 68-69

des TIC 42

grippe aviaire x

IMARK 18, 77

INADES 30

infomédiaire 3

information

bibliographique 66

communautés rurales 25-31

comptoirs 39

géographique 20-21

partage (à partir du web) 20

innovation paysanne 29-30, 33

Institut

caribéen de recherche et de développement agricoles (CARDI) 44, 67, 72, 76, 84

national de l'enseignement supérieur, de la recherche, de la science et de la technologie (NIHERST) 51

pour la recherche, la vulgarisation et la formation en agriculture et en développement rurale (IRETA) 45, 67, 69, 72

intermédiaire 3-8

Internet xi, 18, 20, 28

IRETA 45, 67, 69, 72, 76

jeunesse xiii, 43, 83

Jones, Monty 29

KIT 42, 83

Kit de ressources de formation (IMARK) 18, 77

librairie 10

Madagascar 32

Malawi 17

Mambo Leisa (magazine) 6

Mapping for change 21

MARAPA 30

Michel, Louis xiv

MISTOWA 32

négociations commerciales xii

Niger, radio rurale 16

NIHERST 51

Nji, Ajaga 4

notes d'orientation

Maîtriser la biodiversité pour un développement durable 33

La région ACP doit maîtriser la biotechnologie pour un avenir meilleur 33

Objectifs du Millénaire pour le développement xi-xii, xv-xvi, 27, 28

Observatoire

régional de l'oignon 21

des TIC 42

OCDE xv

OMC xi

OMD, voir Objectifs du Millénaire

organigramme 49

outils astucieux 42, 88

Oxford Policy Management 35

Pacifique 22-23, 32, 37, 45, 58, 72, 83

Papouasie-Nouvelle-Guinée 39

parité de pouvoir d'achat (PPA) 28

parties prenantes 35-41

partenariats

locaux et nationaux 29, 30, 79-82

pour l'information 20-21, 72, 78

pays les moins avancés (PMA) xii

performance 87-8

personnel 52

plan stratégique 35, 40, 43

Planification et services

communs (P&SC) 34-35, 48-49, 85-88

politique xiii-xiv

jeunesse xi-xii

mondiaux x-xi

Programme d'appui aux séminaires (PAS) 73-75

publications

distribution 3, 63-64

édition 2-3, 9

titres 60-63



radio 6, 13–19, 70, 72

Rapport Brundtland 26

relations publiques 51

renforcement des capacités 17–19,
29–30, 84

réseaux

caribéens 44

de femmes 30, 69

“horizontaux” 68

d’information commerciale 68

mondiaux 8

de politiques régionales 67

de recherche 69–70

RESIMAO 20

RSS, voir fils d’actualité

RUAF 21

Sachs, Jeffrey D. 27

SDP, voir service

sécurité alimentaire et

nutritionnelle (SAN) 22–23,
44–45, 72

Séminaires 82

Afrique australe 43

Annuel de CTA 72

service

de diffusion sélective de

l’information (DSI) 7, 66

de distribution des publications
(SDP) 3, 63–64

Service questions-réponses

(SQR) 6–7

communautés rurales 30, 44

DPSI 3, 6, 7

formation 76–77

statistiques 64–66

sida, voir VIH

SIGP, voir système

SIM, voir système

Sommet

du G8 x–xi

mondial sur la société de

l’information x–xi

des Nations unies xi

SOPADAS 10

Spore 5, 60, 63

SQR, voir service

stratégies

sciences et technologies 83–84

pour l’Afrique xv

structure de tutelle 49

système

de science, technologie et

innovation (ST&I) agricoles
29–30, 33, 44, 83

d’information géographique

participatifs (SIGP) 20, 72

d’information sur les marchés

(SIM) 32–33, 36, 70

informatique du CTA 88

télévision 6, 11

TIC 70–71

et communautés rurales 28

et gestion des ressources

naturelles 42

politiques mondiales xi–xii

et radio 15–16

et sécurité alimentaire 22–23

UE

budget xv

constitution x

politique de développement

xiv–xv

événements politiques xiv–xv

États 58

UNESCO 15

UNGC 30

VIH/sida xv, 21, 43, 46, 68, 71

vidéo 6, 11, 63

visites d’étude 72

WOFAN 30, 32

Zambie 38–39

Centre technique de coopération agricole et rurale (ACP-UE)

Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) a été créé en 1983 dans le cadre de la Convention de Lomé entre les États du groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et les pays membres de l'Union européenne. Depuis 2000, le CTA exerce ses activités dans le cadre de l'Accord de Cotonou ACP-CE.

Le CTA a pour mission de développer et de fournir des services qui améliorent l'accès des pays ACP à l'information pour le développement agricole et rural, et de renforcer les capacités de ces pays à produire, acquérir, échanger et exploiter l'information dans ce domaine.

Les programmes du CTA sont conçus pour fournir un large éventail de produits et services d'information et mieux faire connaître les sources d'information pertinentes ; encourager l'utilisation combinée de canaux de communication adéquats et intensifier les contacts et les échanges d'information, entre les acteurs ACP en particulier ; renforcer la capacité ACP à produire et à gérer l'information agricole et à mettre en œuvre des stratégies de GIC, notamment en rapport avec la science et la technologie. Ces activités tiennent compte de l'évolution des méthodologies et des questions transversales telles que la problématique du genre et le capital social.



partageons les connaissances au profit des communautés rurales
sharing knowledge, improving rural livelihoods



Une institution du Groupe des États ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) et de l'UE (Union européenne), dans le cadre de l'Accord de Cotonou. Ce projet est financé par l'UE.

